



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 22 NOVEMBRE 2022  
GEMEENTERAAD VAN 22 NOVEMBER 2022

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents Aanwezig</b>	Fatima Abbach, <i>Président suppléant/Plaatsvervangende voorzitter</i> ; Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ; Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés Verontschuldigd</b>	Mariam El Hamidine, <i>La Bourgmestre/De Burgemeester</i> ; Evelyne Huytebroeck, Stéphanie Koplowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:40  
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Mr Lonfils est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.**

**Dhr. Lonfils wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Interpellation du public: « Forest Partagé » concernant le plan Good Move Forest.**

---

**Interpellatie van het publiek : « Vorst verdeeld » over het Good Move plan Vorst.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**2 Interpellation du public: Appliquer le plan Good Move.**

---

**Interpellatie van het publiek : Toepessen van het Good moove Plan.**

**Intervention de Mr Loewenstein.**

**J'ai eu l'occasion de faire une longue intervention argumentée sur Good Move Forest lors du conseil communal du 20 septembre dernier. J'invite celles et ceux qui le souhaitent à en prendre connaissance. Je serai beaucoup plus bref ici.**

**Je pense tout d'abord important de remettre les choses dans leur contexte : Good Move, le plan régional de mobilité, est un plan qui reprend les grandes orientations dans le domaine de la mobilité.**

**Ce plan poursuit plusieurs objectifs tout à fait louables comme :**

- fluidifier la circulation**
- favoriser l'intermodalité**
- apaiser les quartiers en les reliant par des axes structurants**
- ou encore améliorer la sécurité routière**

**Objectifs sur lesquels nous pouvons tous nous accorder sur le principe.**

**Il y a 6 axes et une 30ème d'actions, et parmi elles, les quartiers, les mailles apaisé(e)s...**

**Aujourd'hui, on met Good Move à toutes les sauces. Chacun l'interprète et lui fait dire ce qu'il veut selon son agenda politique.**

**Et si mon parti l'a validé au niveau du Gouvernement régional, cela ne donne pas pour autant un blanc-seing à ses déclinaisons communales qui doivent se faire en tenant compte des spécificités locales et respecter pour DÉFI 3 conditions.**

**L'objectivation : un préalable à tout projet : analyse du terrain et des spécificités locales, comptages dans des conditions pertinentes, simulations permettant d'évaluer les reports de charges sur les quartiers voisins. Or, de ce que je lis dans le PCM, je suis assez réservé quant à la pertinence des informations sensées justifier l'une ou l'autre mesure du plan. Par ailleurs, il ne me semble pas qu'une objectivation des reports de charge ait été réalisée.**

**La concertation : si le volet participatif était bien présent, en amont, lors de l'élaboration de good Move au niveau régional, ce qui est important pour DÉFI, c'est que, lorsque les actions sont mises en œuvre sur le terrain, dans les communes, la participation des habitants soit assurée et permette à tout un chacun de participer : tous les types d'usagers, de toutes les générations. Or, s'il y a eu concertation, on ne peut pas dire qu'elle a été réalisée dans les meilleures conditions. Et le Covid ne peut pas tout expliquer. Et je ne parle même pas ici de l'épisode du verrou Kersbeek ou de la fermeture de l'avenue Massenet fait eux sans aucune concertation et sur lesquelles le Collège a été obligé de rétropédaler.**

**L'évaluation enfin : elle est bien prévue dans le plan forestois et nous serons très attentifs à ce que cette évaluation soit réalisée avec sérieux et dans les meilleures conditions d'objectivité.**

**Pour ce qui concerne les mailles apaisées, nous ne sommes pas contre leur principe et objectifs. Chacun aimerait que sa rue soit protégée, calme et respirable. Mais il faut les développer de manière juste, proportionnée (je pense ici à la taille de la maille), sans créer de tensions entre**

usagers et entre riverains de différents quartiers, sans déplacer le problème chez les autres, sans s'imaginer que les voitures vont par magie s'évaporer... Certes, ceux qui le peuvent modifieront leur comportement, de manière ponctuelle ou permanente, mais ce n'est pas le cas de tout le monde.

DéFI refuse cette logique suivie par certains de clivage menant à la confrontation entre usagers. Et nous nous retrouvons malheureusement encore ici dans ce schéma.

Personnellement, je suis et piéton, et cycliste au quotidien, et automobiliste et usager des transports publics. Je suis bien conscient des besoins de chacun et il est pour moi essentiel de prendre des mesures respectueuses de tous.

Chaque usager doit pouvoir faire ses choix de mobilité en toute liberté, selon ses besoins spécifiques. Et les pouvoirs publics sont là pour leur faciliter la vie, et en particulier celle des plus vulnérables, je pense bien sûr aux personnes à mobilité réduite (PMR). Par ailleurs, la crise actuelle dicte déjà les choix de mobilité des usagers, ceux qui peuvent se défaire de leur voiture ou moins l'utiliser le feront certainement. Et cela bénéficiera à ceux qui ne peuvent s'en séparer.

Enfin, rappelons que, malgré les subsides régionaux octroyés pour chaque contrat local de mobilité (ou maille), les communes ont bien leur mot à dire et ont la maîtrise des actions prises sur leur territoire. Que le Collège agisse donc dans l'intérêt de tous ces habitants, de leur qualité de vie, pour une mobilité apaisée avec des citoyens apaisés.

#### Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Les débats sur la mobilité sont clivants et provoquent de vives tensions surtout quand ils sont pris sans consulter les riverains. Je rappelle les deux décisions prises par le Collège concernant l'avenue Kersbeek et le verrou Massenot, décisions décriées par les riverains et le SIAMU. Je rappelle le rétropédalage du Collège qui a bien démontré que ces aménagements n'étaient pas convaincants. Des décisions non concertées avec les riverains peuvent amener à un profond mécontentement, à l'instar de ce que nous avons vu à Molenbeek, Anderlecht, etc. Des aménagements de mobilité sont bien entendus nécessaires et nous rejoignons certains objectifs de Good Move. Nous ne pouvons néanmoins nous satisfaire de propositions toutes faites qui consistent à enfermer les habitants dans leurs quartiers et à asphyxier les commerçants forestois. Vous ne prévoyez absolument rien pour les soutenir dans leur transition. Vous participez activement à la désertification commerciale du cœur de Forest et j'ai de sérieuses craintes pour l'Altitude Cent également. J'ai souligné l'échec de la participation citoyenne. En effet le nombre de participants était assez famélique en regard du nombre de personnes concernées par le Plan. Il s'agit d'une faute politique majeure de ne pas avoir donné plus de temps aux principaux concernés. Certaines associations de mobilité ont participé à l'élaboration du Plan mais d'autres ont été marginalisées. Peut-on se limiter au fait que les participants ont dû se limiter à donner leur avis sur des post-it ? Est-ce là votre conception de la participation citoyenne ? Quant à la mise en œuvre du plan, nous n'avons pas reçu d'information claire sur le calendrier, sur les échéances ou encore sur les aspects du financement. Vous connaissez la situation financière de la Commune, et votre manque de prévoyance est profondément interpellant. Avec une certaine lâcheté, vous avez approuvé un plan sur plusieurs années sans vous avancer sur la date de mise en œuvre et les aménagements. Comme si vous aviez peur des conséquences électorales dans certains quartiers qui seront les plus lourdement impactés. Je lis dans la presse que de nombreuses communes temporisent ou reviennent sur leur plan de mobilité. La sagesse voudrait que vous preniez le temps de concerter, de consulter correctement les Forestois et d'avoir des accords avec les communes voisines. Le dialogue, le respect,... demandent du temps et il est en effet plus simple de sous-traiter tout cela à un bureau d'études. En revanche des aménagements ponctuels et concertés peuvent répondre à la majorité des habitants concernés. J'aurai aimé entendre le Collège sur

**l'offre de transports en commun et l'alternative à la voiture. Vous avez fait le choix d'un racrapotement de notre quartier et, in fine, de la fracture économique et sociale en rendant la vie impossible à de nombreux Forestois. Vous parlez d'amélioration de la qualité de vie mais on constate que certains habitants sur certains axes paieront très chèrement la qualité de vie de leurs voisins. Vous confirmez donc que le bonheur des uns fait le malheur des autres. Nous sommes en profond désaccord sur la méthodologie avec laquelle vous avez travaillé. Je pense que vous vous satisfaites d'un nombre restreint de réponses et ce n'est pas ma vision, ni celle du MR, d'une mobilité respectueuse de tous. Vous refusez des discussions constructives avec de nombreux Forestois et vous en assumerez les conséquences politiques. Les échecs Massenet et Kersbeek tenaient de l'amateurisme. Ici, cela tient de l'obsession.**

#### **Intervention de Mr Hacken.**

**Je pense que des arguments sont valables des deux côtés. Le statu quo en matière de mobilité n'est pas une solution. Des aménagements devront avoir lieu. Personne ne peut nier divers impacts sur la santé, en particulier des enfants et personnes âgées, sur la qualité de vie avec le bruit, sur le changement climatique... Tout cela impose à tous les élus d'agir. L'esprit de base de Good Move va dans le bon sens mais faire en sorte que les citoyens soient des acteurs de changement, il faut reconnaître que pas grand-chose n'a été fait. Beaucoup de gens sont ressortis frustrés des réunions, même avec un sentiment de censure. Beaucoup d'analyses montrent que les mailles qui ont été retenues sont trop grandes. Du coup, l'effet voulu sera-t-il atteint, alors que les désagréments seront pour certains nombreux ? Pourquoi ne pas avoir commencé par des mailles plus petites, éventuellement en les élargissant progressivement ? Pourquoi ne pas avoir développé simultanément des moyens de déplacement alternatifs ? Enfin et surtout comment développer Good Move sans avoir une vision globale de ce que sera Good Move sur toute la commune, ainsi que les effets sur les communes voisines ? Les mesures prises dans toutes les mailles doivent être analysées globalement pour pouvoir analyser l'effet voulu. Un dialogue doit être poursuivi, une consultation populaire doit être relancée. L'enjeu est de changer les choses mais avec un élan d'appropriation, d'adhésion des citoyens.**

#### **Intervention de Mr De Beer.**

**Pour le PTB, il faut une diminution de la voiture en ville. Notre optique n'est pas que la voiture soit une liberté absolue. Dans une ville, le comportement des uns a une influence sur les autres et il faut des règles collectives pour garantir une vie la plus agréable possible pour tout le monde. Cela étant dit, le PTB ne soutient pas, et n'a jamais soutenu, le projet Good Move. Pourquoi ? Good Move s'inscrit dans une vision plus large qui consiste à compliquer la vie des automobilistes par tous les moyens possibles, que ce soient en fermant des rues, en diminuant des places ou en augmentant le prix du stationnement. Ce qui se cache derrière, c'est l'idée que ceux qui utilisent la voiture le font soit par plaisir, soit par caprice, soit parce qu'ils s'en foutent de l'écologie. Sauf qu'il ne faut pas oublier que pendant des années, ce sont les pouvoirs publics qui ont conçu la ville pour voiture. Ce sont les pouvoirs publics qui ont désinvesti dans les transports publics, qui ont détruit les commerces de proximité, qui ont démantelé le marché du travail. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont obligés d'accepter du travail à des dizaines de kilomètres de chez eux. Dans mon cas personnel, c'est facile de se passer de la voiture mais ce n'est pas le cas de tous. J'ai un collègue qui travaille dans une usine à Forest, il commence une semaine sur 2 à 6 heures du matin et l'autre, il termine à 22h00. Il a des collègues qui viennent de toute la Belgique et même du nord de la France. Il ne prennent pas la voiture par plaisir mais par nécessité car ils ont besoin d'avoir un emploi. A Forest, il y a des cheminots, des postiers, des travailleurs de Bruxelles-Propreté,... qui commencent à travailler avant que les premiers trams ne circulent. Ce n'est pas un sens interdit qui va leur faire changer de moyen de locomotion. Cela va juste rallonger leur trajet. Les autorités feraient mieux de s'attaquer au vrai problème : le manque d'investissement dans les alternatives à la voiture. A part le PTB, personne ici n'est pour la gratuité des transports en commun. Or, partout où cette initiative a**

été appliquée, cela a permis une diminution immédiate de l'usage de la voiture. Il n'y a rien qui a été fait pour augmenter l'offre ou rallonger les lignes. Au niveau communal, il y a moyen d'agir en augmentant les services de proximité, or... ils disparaissent (cf. les distributeurs de billets). Bref, simplement fermer des rues et supprimer des places de parking ne vont pas résoudre les problèmes de mobilité. Cela va juste rendre les gens qui ont besoin de leur voiture fous et les dégouter de l'écologie. Il faut une vision globale. Good Move fait exactement le contraire !

#### Intervention de Mme El Yousfi.

L'exercice démocratique n'est pas toujours très facile et il faut trouver un consensus qui rallie les points de vue des uns et des autres. L'encombrement de notre région n'est pas un phénomène récent. Dans Good Move il y a aussi l'autonomie communale qui permet à chaque commune d'appliquer les choses en lien avec ses propres réalités. Pour nous, la concertation est essentielle à différents niveaux : entre la région et les communes et entre les communes et leurs citoyens. Pour nous, il est important de repartir sur une réelle concertation. Dans certains cas, les mailles sont trop grandes et il faut pouvoir l'entendre. Il faudrait faire des concertations par sous-mailles, voire par quartiers. On parlait de rues apaisées et on peut entendre qu'à certains endroits on en souhaite et pas à d'autres. Pour nous, il est hors de question d'opposer les uns aux autres, ou les différents modes de déplacement les uns aux autres.

#### Intervention de Mr Leclercq

Merci madame la présidente.

Chers citoyens et citoyennes forestoises, nous avons bien reçu et écouté attentivement vos interpellations pour lesquelles nous vous remercions.

En faisant usage de ce droit d'interpellation, vous contribuez à faire de cette enceinte communale un lieu de démocratie vivant où prend place un débat constructif.

Au nom du groupe Ecolo Groen forestois, nous souhaitons apporter quelques réponses à vos interrogations légitimes.

Tout d'abord, les effets environnementaux et socio-économiques du plan communal de mobilité se trouvent au cœur de la motivation qui nous pousse à soutenir le plan. Ils ont bien été étudiés et mesurés.

A cet égard, nous vous invitons à vérifier le très large rapport d'incidence de 326 pages commandé par la commune au bureau d'études CSD Ingenieurs+ qui a remis un avis d'incidence positif concernant le plan global, sur les aspects socioéconomiques et les biens matériels. Je cite dans les conclusions : il favorise la mixité fonctionnelle commerciale et il favorise les liens entre noyaux commerciaux. Il est positif concernant son impact sur le trio air / climat / énergie (qualité de l'air globale sur notre commune). Il apporte également une amélioration en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire (mise en valeur du patrimoine), ainsi que sur l'environnement sonore et vibratoire. Le rapport évalue chacune des actions mises en œuvre dans le PCM. Il est disponible dans son entièreté, sur le site de la commune.

Ensuite, lorsque l'on entend que peu d'actions pour le transport sont déployées sur Forest, on peut être étonné au vu des développements des 2 dernières années. Ainsi, 3 des 5 nouvelles lignes de bus mises en œuvre par la STIB concernent Forest : les lignes 52, 49, 74. Sans compter le nouveau tracé du bus 48 qui connecte le bas de Forest au haut, depuis la gare du midi, en passant en bordure du quartier Saint Antoine vers l'Altitude 100. Nous sommes résolument en faveur du déploiement de la ligne de tram 7 sur Forest, qui arrivera à la station Albert, qui améliorera encore l'offre de transports en commun sur la commune. Après une phase de chantier, nous verrons le retour du tram 97 et du 82 dans leurs trajets respectifs complets et avec des adaptations pour améliorer leur vitesse et ponctualité. Le réseau qui couvre Forest est de plus en plus performant et global, en partie grâce au plaidoyer continu de la commune en ce sens auprès de la Région.

**Vous estimez qu'il y a 30% de PMR pour qui il n'y a pas d'alternatives. Nous sommes tout à fait d'accord sur le fait que les personnes qui ont des difficultés de déplacement devraient être prioritaires dans le trafic : personnes porteuses de handicap, familles nombreuses dans certains cas, livreurs, professionnels qui transportent leurs outils, sans oublier les transports collectifs publics et privés, et les taxis.**

**Or, force est de constater qu'une grande partie du trafic automobile, est constituée de personnes seules, valides, au volant de leur voiture – dans un certain nombre de cas – de société, utilisées de la maison au parking de leur bureau où elles restent toute la journée. La marge de manœuvre en dehors de ces 30% de personnes à mobilité réduite est donc encore importante.**

**En réduisant le trafic de transit et en favorisant le report modal, on laisse beaucoup plus de places à celles et ceux qui ont besoin de leur voiture. Ainsi, une étude commandée par la VRT, publiée le 24 juin 2020 sur le site du Moniteur de l'Automobile, démontre, constat à l'appui lors de la pandémie, qu'avec une réduction de 10% du trafic, la moitié des embouteillages structurels disparaissent. Avec 20% en moins, ils sont presque totalement supprimés (sauf accidents et travaux, qui créent des embouteillages qu'il y a un plan ou pas).**

**On parle ce soir beaucoup de « verrouillage », mais aucun quartier n'est verrouillé ou isolé ou « enclavé ». Nous voulons vous rassurer là-dessus. Absolument aucune maison accessible aujourd'hui en voiture ne le sera plus suite à ce plan. Ce qui est proposé, ce sont de nouveaux itinéraires, dans certains cas pas plus longs que dans la situation actuelle. Il y a parfois un détour de quelques minutes dans certains cas, mais le gain pour vous et pour vos enfants, en terme de pollution de l'air et de réduction globale du bruit, devrait en valoir la peine.**

**Lorsque l'on regarde attentivement le lien entre le quartier Union et l'Altitude 100 (qui font partie de la maille Altitude 100), on constate qu'il y a ainsi 2 ou 3 possibilités de rejoindre le quartier en montant selon le nouveau plan, et dans l'autre sens il n'y a même aucun changement (sens unique dans le bon sens sur Victor Rousseau et chaussée de Bruxelles).**

**Enfin, concernant la difficulté d'accès et de parking pour les commerces, notamment le stationnement temporaire pour les livraisons, il faut analyser l'opportunité de multiplier les zones de livraison dans les heures d'ouverture. Aussi, nous pensons que la commune doit rester attentive et promouvoir le déploiement de places PMR en particulier dans les rues commerçantes.**

**De moins en moins de personnes, quel que soit le mode de transport utilisé, ne sont satisfaites de la situation actuelle, qui allie à des degrés divers, insécurité routière, pollution de l'air, embouteillages, difficulté de déplacement en transports en commun (malgré des avancées toujours plus nombreuses en la matière, soulignées plus haut). Pour nous, il faut se lancer, progressivement, une maille à la fois, quartier par quartier, quitte à ajuster en cours de route.**

**On ne doit pas attendre que nos voisins mettent en œuvre leurs mailles en restant attentistes, sinon on risque de subir le report de trafic des mailles voisines.**

**En tant que groupe politique en lien avec les habitantes et les habitants nous resterons évidemment attentifs aux étapes de concertation avec les riverains et les commerçants, aux ajustements et aux besoins de correction qui pourraient émerger dans le cadre de la phase de mise en œuvre du plan. Nous restons disponibles pour discuter avec vous de la mise en œuvre de ce plan.**

### **Réponse de Mme Vanden Bosch.**

**Nous avons entendu des inquiétudes quant à l'avancée trop lente et pas assez ambitieuse des politiques de mobilité d'un côté et, de l'autre côté, des craintes quant aux faiblesses méthodologiques qu'aurait le plan Good Move. Nous avons aussi entendu à demi-mot un consensus quant aux enjeux liés au dérèglement climatique, à la sécurité et à la qualité de vie dans nos quartiers. Il y a eu aussi beaucoup de mentions de chiffres soit pour tenter de discréditer les mesures prises, soit pour en exiger d'avantage. Est-ce qu'une temporalité épargnée par les crises arrive encore ? Sur les aspects techniques, le Collège réitère sa confiance dans le bureau d'études spécialisées, dans les agents des administrations régionale et communales qui savent composer avec des moyens restreints, des agendas et des procédures**

décisionnelles parfois rigides. Je l'ai déjà dit lors de l'adoption du plan communal de mobilité : les communes sont tenues par l'ordonnance de 2013. J'aimerais aussi vous exposer les chiffres qui jalonnent la conception du plan Good Move régional. La mise en place de ce dernier a nécessité plusieurs phases de consultations. Le processus a débuté en 2017 avec 6 ateliers exploratoires, 10 ateliers thématiques et 20 entretiens bilatéraux. La même année, le forum Good Move a réuni 400 représentants de 70 organisations publiques et privées confondues. Une plateforme en ligne a ensuite récolté 127 idées portées par près de 5000 personnes. Le plan a été approuvé par le Gouvernement bruxellois en première lecture en avril 2019. Dans la foulée 8000 personnes ont participé à l'enquête publique qui a duré 4 mois. Enfin, le plan a été adopté. On ne peut donc pas faire fi des ressources mobilisées pendant des années. Résumer Good Move aux seuls quartiers apaisés est erroné, pour ne pas dire malhonnête. Good Move c'est 50 actions. Les quartiers apaisés c'est une action parmi d'autres pour accompagner la réappropriation de l'espace public avec des activités ou pour optimiser les livraisons. Une autre action déjà visible, c'est la Ville 30. Ce qu'il faut retenir c'est la totalité des mesures complémentaires sur lesquelles la Région et la commune travaillent pour améliorer la qualité de vie des Forestois. Je prends comme exemple la chaussée d'Ixelles où la mise en œuvre s'est faite via des caméras et des contrôles qui permettent une politique d'autorisation et de solutions pour la livraison des commerces. C'est une option que nous voulons étudier plus en détail. La chaussée d'Ixelles a dépassé la rue Neuve en terme de fréquentation depuis sa piétonnisation. Une étude a démontré que 80% des personnes sont des piétons, des usagers des transports publics et des cyclistes. Dans les débats autour de Good Move beaucoup a été dit sur l'information, la participation et la communication, sans définir le cadre de la participation fixée par la Région. Or, ce terme peut englober un large éventail de significations possibles. Différents niveaux et phases de participation ont été appliqués, via notamment des enquêtes en ligne et de présences sur le terrain pour consulter les citoyens sur les aménagements possibles. Il y a eu des comités d'accompagnement. A Forest, nous avons fait le choix d'avancer sur les 3 mailles pour avoir une cohérence. En terme de participation, nous avons déjà une quinzaine de dates et 2 dates sont encore prévues pour la maille Neerstalle. C'est sans compter l'enquête publique, les commissions du conseil communal, les comités d'accompagnement et les réunions d'informations aux acteurs relais. Sans oublier aussi qu'avant la mise en œuvre des scénarios finaux, nous sommes conscients qu'un grand effort d'information et de communication sera encore nécessaire. La participation citoyenne est une pratique récente et en constante évolution et nous sommes conscients de la nécessité de s'y adapter. Le Collège veut collaborer avec les Forestois mais sans oublier non plus les apports régionaux. Good Move pose beaucoup de questions sur l'avenir de la place de la voiture. Nous ne souhaitons pas que l'usage de la voiture soit abandonné par tous. Certaines personnes y sont dépendantes. Nous sommes tous piétons, automobilistes, cyclistes ou utilisateurs des transports en commun mais il faut faire de l'utilisation de la voiture un tri raisonné en pensant autrement nos déplacements. Ainsi, les routes seront plus dégagées et le stationnement plus aisé. Le Collège veut une commune de proximité et une politique volontariste pour la mobilité douce et collective. Ceci correspond également à la vision régionale. Il s'agit de parvenir à un partage plus juste de nos rues, pour les rendre plus fréquentables à pied pour les personnes âgées, pour les pmr,... Permettre à nouveau aux enfants qui ont été chassés progressivement hors des rues d'y jouer à nouveau. Sécuriser la pratique du vélo, améliorer notre santé en restant actifs, en ayant un air de meilleure qualité et moins de bruit. Dégager plus d'espaces pour que nos rues, nos places, permettent la proximité, la diversité et le contact qui rend possible la rencontre de l'autre. Ce qui est la définition même de ce qu'est la ville. Il est aussi nécessaire de dégager l'espace pour végétaliser et avoir des transports en commun fluides et attractifs. J'entends que certains vivent ces changements comme des chocs, pendant que d'autres pointent l'urgence et le manque d'ambition. Vivre en démocratie nous permet d'exprimer nos opinions et nos craintes dans le respect de la loi. Alors nous devons continuer à informer, consulter, écouter et monitorer. Mais cela ne veut pas dire que nous parviendrons à mettre tout le monde d'accord dès le départ. Travailler autour du petit dénominateur commun viendrait compromettre nos objectifs. Cependant le Collège de Forest veut agir via une mise en œuvre progressive, par phases, en monitorant, en ajustant et en

écoutant. En combinant un mixte de solutions complémentaires et en se basant sur les apprentissages des autres communes. Ce qui est mis sur la table n'est certainement pas parfait. Nous sommes bien conscients que le travail est encore long et nous nous devons d'avancer car ce qui est le plus injuste c'est l'inaction climatique, c'est le statu quo.

#### Réponse de la représentante de la 1<sup>ère</sup> interpellation.

Ce que vous proposez de faire ne marchera pas. Face à nos arguments, nous obtenons deux types de réponses. Le premier serait que nous sommes de vilains automobilistes qui manipulons les Forestois afin de conserver le privilège d'utiliser notre voiture. Il faut vraiment être déconnecté de la réalité pour ne pas se rendre compte qu'aujourd'hui le vrai privilège c'est de pouvoir se passer de sa voiture. Ce type de discours qui ne répond à aucun de nos arguments de fond est indigent, réducteur, insultant et absolument pas constructif. Deux remarques : la circulation serait devenue folle à cause de la voiture. Or, l'usage des transports en commun ne fait qu'augmenter. La congestion est bien plus due à la fermeture de certaines rues suite à des travaux permanents. Et maintenant, il est proposé de supprimer encore plus de voies ! Faire baisser les émissions de CO2, certes. Mais le plan Good Move ne peut le faire que de manière marginale. Pour les émissions de CO2, rien n'est fait pour réduire le fret et le trafic sur le ring, sans parler des émissions dues aux industries et au capitalisme fossile. Depuis le confinement, on sait que le trafic automobile y contribue pour une part réduite et la pollution continuera d'exister si on ne fait rien contre les plus gros émetteurs. S'agissant du dioxyde d'azote qui provient principalement de véhicules à moteur thermiques, c'est au niveau européen que ça se gère. C'est pas Good Move qui va résoudre ces problèmes. Si on parle de sécurité routière, arrêtons le tram et adoptons enfin le métro. Pour les partisans de Good Move le métro serait en fait plébiscité pour laisser le champ libre aux automobilistes. Nous sommes accusés de crier trop fort. Nous dénonçons la stigmatisation dans certains médias ou sur les réseaux sociaux de nos amis d'Anderlecht, de Molenbeek ou de Schaerbeek. Si on en vient à crier, c'est parce qu'on est pas écoutés, encore moins entendus. C'est ce que disent les militants écologistes. Mais quand c'est eux, c'est bien. Quand c'est nous, c'est moins bien. A Forest, cela fait plus de deux ans que nous vous demandons de consulter les habitants et de construire le plan avec eux. En vain ! Nous avons fait des propositions concrètes et nous nous sommes heurtés au mépris et au silence. Venir se féliciter de l'exercice démocratique aujourd'hui, j'avoue que c'est un peu déplacé. Nous entendons le dégoût politique profond devant temps de mépris. On ne peut pas forcer de tels changements dans les modes d'existence sans construire de réelles alternatives viables et socialement proportionnées.

#### Intervention de Mr Legrain, représentant la seconde interpellation.

On ne respecte plus les règles du dialogue. Ici, nous sommes dans une enceinte démocratique avec des règles et je constate qu'on ne les respecte pas. Je suis bien heureux d'entendre que les personnes contre Good Move sont d'accord sur le fait qu'on doit changer. Mais je suis sceptique car être en même temps pour le changement et contre Good Move, c'est un peu une blague. Mais je vous laisse le bénéfice du doute. Je vous invite à venir participer aux ateliers avec une attitude constructive et avec transparence et honnêteté. Les fausses cartes de circulation que j'ai vu sur Facebook, c'est indigne. Comme le montre votre pétition ratée, beaucoup de Forestois défendent ce plan. Vous n'êtes pas en majorité. Crier fort ne servira à rien. Il va d'abord falloir apprendre à partager la parole, les idées avant de partager l'espace public.

#### Tussenkomst van de heer Loewenstein

Ik heb tijdens de gemeenteraad van 20 september een lange beargumenteerde toespraak over Good Move Vorst kunnen houden. Ik nodig al wie het wil lezen uit dat te doen. Ik zal het hier korter houden.



Allereerst denk ik dat het belangrijk is om de dingen in de juiste context te plaatsen: Good Move, het gewestelijk mobiliteitsplan, is een plan met de belangrijkste richtsnoeren op het vlak van mobiliteit.

Dit plan streeft een aantal lovenswaardige doelstellingen na, zoals:

- het verkeer vlotter doen doorstromen
- de bevordering van intermodaliteit
- het autoluw maken van wijken door ze via structurerende assen met elkaar te verbinden
- de verbetering van de verkeersveiligheid

Over deze doelstellingen zijn we het in principe allemaal eens.  
Er zijn 6 assen en een 30-tal acties, zoals de autoluwe wijken, ...

Tegenwoordig wordt Good Move op allerlei manieren uitgelegd. Iedereen interpreteert het en haalt eruit wat hij wil volgens zijn politieke agenda.

En als mijn partij het heeft gevalideerd op het niveau van de Brusselse regering, geeft dit geen blanco cheque voor de gemeentelijke versies, die moeten worden gemaakt rekening houdend met de lokale eigenheden en met inachtneming van 3 voorwaarden voor DéFI.

**Objectivering: vóór elk project: analyse van het terrein en de lokale eigenheden, tellingen in relevante omstandigheden, simulaties om een beeld te krijgen van de lastenverschuiving naar naburige wijken. Uit wat ik in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan heb gelezen, maak ik echter voorbehoud ten aanzien van de relevantie van de informatie die een of andere maatregel van het plan zou moeten rechtvaardigen. Voorts lijken de lastverschuivingen mij niet geobjectiveerd bekeken te zijn.**

**Overleg: hoewel het participatieve aspect al aanwezig was, tijdens de uitwerking van Good Move op gewestelijk niveau, is het voor DéFI belangrijk dat, wanneer de acties op het terrein, in de gemeenten, worden uitgevoerd, de participatie van de inwoners wordt verzekerd en iedereen kan deelnemen: alle soorten weggebruikers, van alle generaties. Als er al overleg is gepleegd, kan niet worden gezegd dat dit in de beste omstandigheden is gebeurd. En covid is geen verklaring voor alles. En dan heb ik het nog niet eens over de episode van de afsluiting van Kersbeek of van de Massenetlaan, die zonder enig overleg zijn gebeurd en waarop het College diende terug te komen.**

**Evaluatie: deze is voorzien in het Vorstse plan en wij zullen er nauwlettend op toezien dat deze evaluatie ernstig en objectief wordt uitgevoerd.**

Wat de autoluwe mazen betreft, zijn wij niet tegen het principe en de doelstellingen ervan. Iedereen wil graag een beschermde en rustige straat met goede luchtkwaliteit. Maar ze moeten op een eerlijke en evenredige manier worden uitgewerkt (ik denk hierbij aan de grootte van de mazen), zonder spanningen te creëren tussen weggebruikers en tussen bewoners van verschillende wijken, zonder het probleem op anderen af te schuiven, zonder te denken dat de auto's op magische wijze gaan verdwijnen ... Natuurlijk zal wie dat kan, zijn gedrag occasioneel of permanent veranderen, maar niet iedereen zal dat doen.

DéFI verwerpt deze door sommigen gevolgde logica van verschillen die tot confrontaties leiden tussen weggebruikers. Helaas bevinden we ons nog steeds in deze situatie.

Persoonlijk ben ik voetganger, fietser, automobilist en gebruiker van het openbaar vervoer. Ik ben me terdege bewust van ieders behoeften en vind het essentieel om maatregelen te nemen die iedereen respecteren.

Elke gebruiker moet in alle vrijheid zijn/haar eigen mobiliteitskeuzes kunnen maken, naar gelang zijn/haar specifieke behoeften. En de overheid is er om hun leven te vergemakkelijken, in het bijzonder voor de meest kwetsbaren; ik denk hier natuurlijk aan mensen met beperkte mobiliteit.

Bovendien dicteert de huidige crisis nu al de mobiliteitskeuzes van de gebruikers; degenen die hun auto kunnen wegdoen of er minder gebruik van maken, zullen dat zeker doen. En dat komt ten goede aan degenen die niet zonder kunnen.

Ten slotte herinner ik eraan dat, ondanks de gewestsubsidies die voor elk lokaal mobiliteitscontract (of maas) worden toegekend, de gemeenten wel degelijk zeggenschap hebben over en controle uitoefenen op de acties die op hun grondgebied worden ondernomen. Het College moet daarom handelen in het belang van alle inwoners, hun levenskwaliteit, voor een vreedzame mobiliteit met vreedzame burgers.

### Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Debatten over mobiliteit zorgen voor verdeeldheid en grote spanningen, vooral wanneer ze zonder overleg met de omwonenden worden gevoerd. Ik denk hier aan de twee beslissingen van het College betreffende de afsluiting van Kersbeek en Massenet, die door de omwonenden en de DBDMH werden afgewezen. Het College kwam terug op zijn beslissing, waarvan bleek dat de ingrepen niet overtuigend waren. Beslissingen die zonder overleg met de omwonenden worden genomen, kunnen leiden tot grote ontevredenheid, zoals we hebben gezien in Molenbeek, Anderlecht, ...

Mobiliteitsmaatregelen zijn uiteraard noodzakelijk en wij zijn het eens met een aantal doelstellingen van Good Move. Wij kunnen echter geen genoegen nemen met kant-en-klare voorstellen die bewoners in hun wijken opsluiten en Vorstse handelaars verstikken. U voorziet helemaal niets om hen te steunen in hun overgang. U neemt actief deel aan de creatie van een commerciële woestijn in het hart van Vorst en ik vrees ook ernstig voor Hoogte 100. Ik heb gewezen op het falen van burgerparticipatie. De opkomst was nogal magertjes in vergelijking met het aantal mensen waarop het plan betrekking heeft. Het is een grote politieke fout om de belangrijkste belanghebbenden niet meer tijd te geven. Sommige mobiliteitsverenigingen namen deel aan de ontwikkeling van het plan, maar andere werden gemarginaliseerd. Kunnen we ons beperken tot het feit dat de deelnemers zich moesten beperken tot het geven van hun mening op post-its? Is dat uw idee van burgerparticipatie? Wat de uitvoering van het plan betreft, hebben wij geen duidelijke informatie ontvangen over de planning, de deadlines en de financiering. U kent de financiële situatie van de gemeente, en uw gebrek aan vooruitziendheid is zeer verontrustend. Met een zekere lafheid hebt u een meerjarenplan goedgekeurd zonder in detail in te gaan op de inwerkingtreding en de vereiste werken. Het is alsof u bang bent voor de electorale gevolgen in bepaalde wijken die het zwaarst getroffen zullen worden. Ik lees in de pers dat veel gemeenten hun mobiliteitsplan uitstellen of terugdraaien. Het zou wijs zijn de tijd te nemen om de bevolking van Vorst te raadplegen en afspraken te maken met de buurgemeenten. Dialoog, respect, ... vergen tijd en het is eenvoudiger dit alles uit te besteden aan een studie bureau. Anderzijds kunnen specifieke en gecoördineerde ingrepen tegemoetkomen aan de behoeften van de meerderheid van de betrokken inwoners. Ik had graag het College gehoord over het aanbod aan openbaar vervoer en het alternatief voor de auto. U hebt onze wijk geamputeerd en uiteindelijk een economische en sociale kloof gecreëerd door veel Vorstenaars het leven onmogelijk te maken. U spreekt over de verbetering van de levenskwaliteit, maar we zien dat de inwoners van bepaalde straten de levenskwaliteit van hun burelen duur betalen. U bevestigt dus dat het geluk van de ene het ongeluk van de andere is. Wij zijn het ten zeerste oneens met de door u gebruikte methode. Ik denk dat u genoeg neemt met een beperkt aantal antwoorden en dat is niet mijn visie, noch die van de MR, van een mobiliteit met oog voor iedereen. U weigert constructieve discussies met veel Vorstenaars en u zult er de politieke gevolgen van dragen. De mislukkingen van Massenet en Kersbeek gaven blijk van

amateurisme. Hier is er sprake van een obsessie.

### Tussenkost van de heer Hacken

Ik denk dat er aan beide kanten geldige argumenten zijn. Een status quo inzake mobiliteit is geen oplossing. Er moeten veranderingen worden doorgevoerd. Niemand kan de impact ontkennen op de gezondheid, vooral bij kinderen en ouderen, op de levenskwaliteit door lawaai, op de klimaatverandering, ... Dit alles vereist actie van alle verkozenen. De grondgedachte van Good Move gaat in de goede richting, maar er is niet veel gedaan om de burgers tot actoren van verandering te maken. Veel mensen kwamen gefrustreerd uit de bijeenkomsten en voelden zich zelfs gecensureerd. Uit veel analyses blijkt dat de gekozen mazen te groot zijn. Zal daardoor het gewenste effect worden bereikt, terwijl de ongemakken voor sommigen talrijk zullen zijn? Waarom niet beginnen met kleinere mazen en ze eventueel geleidelijk breder maken? Waarom niet tegelijkertijd alternatieve verplaatsingsmiddelen uitbouwen? Last but not least, hoe kan Good Move worden ontwikkeld zonder een globale visie op wat Good Move zal zijn over de hele gemeente, alsook de effecten op de buurgemeenten? De in alle mazen genomen maatregelen moeten globaal worden geanalyseerd om het gewenste effect te kunnen analyseren. De dialoog moet worden voortgezet en het volk moet worden geraadpleegd. De uitdaging is de zaken te veranderen, maar met betrokkenheid van de burgers.

### Tussenkost van de heer De Beer

Voor de PVDA\*PTB moet het aantal auto's in de stad omlaag. Onze visie is niet dat de auto een absolute vrijheid is. In een stad heeft het gedrag van de ene een invloed op de andere, en er zijn collectieve regels nodig om het leven voor iedereen zo aangenaam mogelijk te maken. Dat gezegd zijnde, de PVDA\*PTB steunt Good Move niet en heeft het ook nooit gesteund. Waarom? Good Move maakt deel uit van een bredere visie om het leven van automobilisten met alle mogelijke middelen te bemoeilijken, hetzij door straten af te sluiten, parkeerplaatsen te beperken of de prijs van parkeren te verhogen. Het idee hierachter is dat degenen die een auto gebruiken, dat doen voor hun plezier, uit koppigheid of omdat ze niet om het milieu geven. We mogen wel niet vergeten dat het jarenlang de overheid was die de stad voor de auto ontwierp. De overheid heeft te weinig geïnvesteerd in het openbaar vervoer, heeft buurtwinkels kapotgemaakt en de arbeidsmarkt ontmanteld. Dat maakt dat sommige mensen nu gedwongen zijn werk te aanvaarden tientallen kilometers ver van hun huis. In mijn persoonlijke geval is het makkelijk om zonder auto te kunnen, maar dat geldt niet voor iedereen. Ik heb een collega die in een fabriek in Vorst werkt en de ene week begint hij om 6 uur 's ochtends en de andere week werkt hij tot 22 uur 's avonds. Hij heeft collega's die uit heel België en zelfs Noord-Frankrijk komen. Ze nemen de auto niet voor hun plezier, maar uit noodzaak omdat ze moeten gaan werken. In Vorst zijn er spoorwegarbeiders, postbodes, werknemers van Net Brussel, ... die beginnen te werken voordat de eerste tram uitrijdt. Het is geen eenrichtingsverkeer dat hen van vervoermiddel zal doen veranderen. Het zal hun traject alleen maar langer maken. De overheid zou er beter aan doen het echte probleem aan te pakken: het gebrek aan investeringen in alternatieven voor de auto. Buiten de PVDA\*PTB is niemand hier voor gratis openbaar vervoer. Overal waar dat werd doorgevoerd, heeft het echter geleid tot een onmiddellijke vermindering van het autogebruik. Er is niets gedaan om het aanbod te vergroten of de lijnen uit te breiden. Op gemeentelijk niveau kan er iets ondernomen worden door de lokale dienstverlening uit te breiden, maar die krimpen net (cf. geldautomaten). Kortom, het simpelweg afsluiten van straten en het verwijderen van parkeerplaatsen lost de mobiliteitsproblemen niet op. Het maakt mensen die hun auto nodig hebben, gek en geeft ze een afkeer van ecologie. We hebben een globale visie nodig. Good Move doet precies het tegenovergestelde!

### Tussenkost van mevrouw El Yousfi

De democratische oefening is niet altijd gemakkelijk en er moet een consensus worden gevonden tussen de standpunten van alle partijen. De verkeersdrukte in onze regio is geen nieuw verschijnsel. In Good Move is er ook gemeentelijke autonomie die elke gemeente in staat stelt de zaken toe te passen in relatie tot de eigen realiteit. Voor ons is overleg essentieel op verschillende niveaus: tussen het Gewest en de gemeenten, en tussen de gemeenten en hun burgers. Voor ons is het belangrijk om te herbeginnen met echt overleg. In sommige gevallen zijn de mazen te groot en dat moeten we kunnen toegeven. We moeten overleggen per submaas of zelfs per wijk. We hadden het over autoluwe straten en horen dat men die op sommige plaatsen wil en op andere niet. Voor ons is het uitgesloten om de ene persoon tegen de andere of de verschillende verplaatsingsmiddelen tegen elkaar op te zetten.

### Tussenkomst van de heer Leclercq

Bedankt, mevrouw de voorzitter.

Beste Vorstenaren, wij hebben uw interpellaties ontvangen en aandachtig beluisterd, waarvoor dank.

Door gebruik te maken van dit interpellatierecht helpt u mee om van dit gemeentelijk forum een levende plaats van democratie te maken waar een constructief debat plaatsvindt.

Namens de Vorste fractie Ecolo-Groen willen wij graag enkele antwoorden geven op uw terechte vragen.

Allereerst vormen de ecologische en sociaal-economische effecten van het gemeentelijk mobiliteitsplan de kern van onze motivatie om het plan te steunen. Ze zijn goed bestudeerd en becijferd.

In dat verband nodigen wij u uit het zeer uitgebreide 326 bladzijden tellende effectrapport te raadplegen dat in opdracht van de gemeente is opgesteld door het studie bureau CSD Ingenieurs+ en dat een positieve effectbeoordeling van het totale plan heeft opgeleverd, zowel wat de sociaal-economische aspecten als wat de materiële goederen betreft. Ik citeer uit de conclusie: Het bevordert de commerciële functionele mix en stimuleert de verbindingen tussen commerciële centra. Het effect op het trio lucht/klimaat/energie (algemene luchtkwaliteit in onze gemeente) is positief. Het verbetert ook de stedenbouw en de ruimtelijke ordening (opwaardering van het erfgoed), alsmede de geluids- en trillingsomgeving. In het verslag wordt elk van de in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan uitgevoerde acties beoordeeld. Het is in zijn geheel beschikbaar op de website van de gemeente.

Ten tweede, wanneer men hoort dat er in Vorst weinig acties voor vervoer worden ondernomen, kan men verbaasd zijn over de ontwikkelingen van de afgelopen twee jaar. Zo hebben 3 van de 5 nieuwe door de MIVB aangelegde buslijnen betrekking op Vorst: lijn 52, 49 en 74. En niet te vergeten: de nieuwe route van bus 48 die laag Vorst met hoog Vorst verbindt, vanaf het Zuidstation, langs de rand van de Sint-Antoniuswijk richting Hoogte Honderd. Wij zijn resoluut voorstander van tramlijn 7 in Vorst, die zal aankomen in het Albertstation, wat het openbaar vervoer in de gemeente nog zal verbeteren. Na de werken zullen tram 97 en 82 terugkeren in hun respectieve volledige traject, met aanpassingen om hun snelheid en stiptheid te verbeteren. Het netwerk in Vorst wordt steeds efficiënter en dichter, mede dankzij het voortdurende pleidooi van de gemeente hiervoor bij het Gewest.

U schat dat er 30% personen met beperkte mobiliteit zijn voor wie er geen alternatieven zijn. Wij zijn het er volledig mee eens dat mensen met verplaatsingsproblemen voorrang moeten krijgen in het verkeer: mensen met een beperking, grote gezinnen in sommige gevallen, leveranciers, professionals die hun gereedschap vervoeren, zonder het openbaar en particulier gemeenschappelijk vervoer en de taxi's te vergeten.

Het is echter duidelijk dat een groot deel van het autoverkeer bestaat uit alleenstaande, valide mensen achter het stuur van hun - in een aantal gevallen - bedrijfsauto's, die worden gebruikt van huis naar de parkeerplaats van het kantoor waar zij de dag doorbrengen. Er is dus nog veel speelruimte buiten deze 30% mensen met beperkte mobiliteit.

Door het transitverkeer te verminderen en een modale verschuiving aan te moedigen, is er veel meer ruimte voor wie zijn auto echt nodig heeft. Uit een studie in opdracht van de VRT, die op

24 juni 2020 is gepubliceerd op de website van 'Moniteur Automobile', blijkt dat bij een daling van het verkeer met 10% de helft van de structurele files verdwijnt. Met een vermindering van 20% zijn ze bijna volledig verdwenen (met uitzondering van ongevallen en wegwerkzaamheden, die files veroorzaken, of er nu een plan is of niet).

Er wordt vandaag veel gesproken over 'afsluitingen', maar geen enkele wijk wordt afgesloten of geïsoleerd. Wij willen u op dat punt geruststellen. Geen enkel huis dat nu met de auto bereikbaar is, zal door dit plan onbereikbaar worden. Wat er wordt voorgesteld, zijn nieuwe trajecten, in sommige gevallen niet langer dan in de huidige situatie. Het kan in sommige gevallen een omleiding van een paar minuten zijn, maar de winst voor u en uw kinderen op het vlak van luchtvervuiling en algemene geluidshinder zou de moeite waard moeten zijn.

Als u goed kijkt naar de verbinding tussen de wijk Union en Hoogte Honderd (die deel uitmaken van de maas Hoogte Honderd), zie je dat er 2 of 3 manieren zijn om de wijk naar boven toe te bereiken volgens het nieuwe plan, en in de andere richting is er zelfs geen verandering (eenrichtingsverkeer in de goede richting op de Victor Rousseaulaan en de Brusselsesteenweg).

Wat ten slotte de moeilijke toegang en het parkeren voor de handelszaken betreft, met name het tijdelijk parkeren voor leveringen, moet er worden nagegaan of het opportuun is de leveringszones tijdens de openingsuren te verruimen. Ook vinden wij dat de gemeente attent moet blijven en de inrichting van plaatsen voor PBM, in het bijzonder in winkelstraten, moet bevorderen.

Steeds minder mensen, ongeacht het gebruikte verplaatsingsmiddel, zijn tevreden met de huidige situatie, waarin onveiligheid op de weg, luchtvervuiling, files en moeilijkheden bij het reizen met het openbaar vervoer samengaan (ondanks de vooruitgang op dit vlak). Wij vinden dat we geleidelijk moeten beginnen, maas voor maas, wijk voor wijk, zelfs als dat betekent dat we gaandeweg aanpassingen moeten doen. Wij mogen niet wachten tot onze burens hun mazen implementeren door aan de zijlijn te blijven staan. Anders lopen wij het risico te lijden onder de verschuiving van het verkeer van omliggende mazen.

Als fractie die in contact staat met de bewoners, zullen wij uiteraard aandacht blijven schenken aan het overleg met de buurtbewoners en de handelaars, en aan de aanpassingen en correcties die in het kader van de uitvoering van het plan naar boven zouden komen. Wij blijven beschikbaar om de uitvoering van dit plan met u te bespreken.

#### Antwoord van mevrouw Vanden Bosch

Wij hoorden enerzijds de bezorgdheid dat het mobiliteitsbeleid te traag en niet ambitieus genoeg is en anderzijds de bezorgdheid over de methodologische tekortkomingen van het 'Good Move'-plan. We hoorden ook een zekere consensus over de kwesties klimaatverandering, veiligheid en levenskwaliteit in onze wijken. Er werden ook veel cijfers genoemd om te proberen de genomen maatregelen in diskrediet te brengen of om er meer te eisen. Komt er nog een crisisvrije periode? Wat de technische aspecten betreft, houdt het College zijn vertrouwen in het gespecialiseerde studiebureau, in het personeel van de gewestelijke en lokale overheid die weten om te gaan met beperkte middelen, agenda's en soms starre besluitvormingsprocedures. Ik heb het al gezegd bij de goedkeuring van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan: de gemeenten zijn gebonden aan de ordonnantie van 2013. Ik zou ook de cijfers willen overlopen die aan de basis liggen van de uitwerking van Good Move. De ontwikkeling van het plan vergde verschillende overlegfasen. Het proces begon in 2017 met 6 verkennende workshops, 10 thematische workshops en 20 bilaterale interviews. In hetzelfde jaar bracht het 'Good Move'-forum 400 vertegenwoordigers van 70 openbare en privéinstanties samen. Vervolgens verzamelde een online platform 127 ideeën vanwege nagenoeg 5.000 mensen. Het plan werd in april 2019 door de Brusselse regering in eerste lezing goedgekeurd. Parallel namen 8.000 mensen deel aan het openbaar onderzoek, dat 4 maanden duurde. Uiteindelijk werd het plan aangenomen. We kunnen niet naast al die gedurende jaren gemobiliseerde middelen kijken. Het is verkeerd - om niet te zeggen oneerlijk - om Good Move enkel synoniem te stellen met autoluwe wijken. Good Move, dat zijn 50 acties! De autoluwe wijk is één van de acties om de openbare ruimte terug te

winnen met activiteiten of om de leveringen te optimaliseren. Een andere reeds zichtbare actie is 'Stad 30'. Wat we moeten onthouden, zijn alle aanvullende maatregelen waaraan het Gewest en de gemeente werken om de levenskwaliteit van de Vorstenaren te verbeteren. Ik neem als voorbeeld de Elsensesteenweg, waar camera's en controles zijn ingevoerd om een beleid van vergunningen en oplossingen voor de beleving van winkels mogelijk te maken. Dat is een optie die wij verder willen bestuderen. De Elsensesteenweg heeft de Nieuwstraat qua bezoekersaantal ingehaald sinds de weg autovrij is. Uit een studie blijkt dat 80% van de mensen voetgangers, gebruikers van het openbaar vervoer en fietsers zijn. In de debatten rond Good Move werd veel gesproken over informatie, participatie en communicatie, zonder dat het door het Gewest vastgelegde participatiekader werd omschreven. Deze term kan echter veel verschillende betekenissen hebben. Er zijn verschillende niveaus en fasen van participatie toegepast, waaronder online-enquêtes en aanwezigheid ter plaatse om burgers te raadplegen over mogelijke inrichtingen. Er waren ook begeleidingscomités. In Vorst hebben we gekozen om vooruit te gaan met de 3 mazen, om coherentie te verkrijgen. Qua participatie hebben we al een vijftiental datums en er zijn nog twee datums gepland voor de Neerstalle-maas. En dan was er ook nog het openbaar onderzoek, de gemeenteraadscommissies, de begeleidingscomités en de infosessies voor de relaisactoren. Wij zijn ons er ook van bewust dat er nog veel informatie en communicatie nodig zal zijn voordat de definitieve scenario's zullen worden uitgerold. Burgerparticipatie is een recent gebruik dat nog fel evolueert, en wij zijn ons ervan bewust dat wij ons daaraan moeten aanpassen. Het College wil samenwerken met de Vorstenaren, maar zonder de inbreng van het Gewest te vergeten. Good Move stelt veel vragen over de toekomst van de auto. Wij vragen niet dat iedereen de auto opgeeft. Sommige mensen zijn er afhankelijk van. We zijn allemaal voetgangers, automobilisten, fietsers of gebruikers van het openbaar vervoer, maar we moeten van het gebruik van de auto een beredeneerde keuze maken door onze verplaatsingen anders te benaderen. Zo worden de wegen minder druk en wordt parkeren gemakkelijker. Het College wil een gemeentebestuur dat dichtbij de burger staat en een proactief beleid voor zachte mobiliteit en gemeenschappelijk vervoer. Dat sluit aan bij de visie van het Gewest. De ruimte op straat moet beter verdeeld worden, het moet aangenamer worden om zich te voet te verplaatsen voor ouderen, voor mensen met een beperkte mobiliteit, ... Kinderen, die geleidelijk van de straat zijn verdreven, moeten er weer kunnen spelen. Fietsen moet veiliger gemaakt worden, onze gezondheid verbeterd door actief te blijven, de luchtkwaliteit moet beter en lawaaihinder ingeperkt. Er moet ruimte worden vrijgemaakt, zodat onze straten en pleinen ruimte bieden voor ontmoeting, diversiteit en contact tussen mensen. Dat is de definitie van wat de stad moet zijn. Er moet ook ruimte worden vrijgemaakt voor groen en het openbaar vervoer moet vlot en aantrekkelijk zijn. Ik hoor dat sommigen deze veranderingen als een schok ervaren, terwijl anderen wijzen op de urgentie en het gebrek aan ambitie. Leven in een democratie biedt ons de mogelijkheid onze opinies en angsten te uiten in overeenstemming met de wet. We moeten dus blijven informeren, raadplegen, luisteren en opvolgen. Maar dat betekent niet dat we iedereen vanaf het begin op één lijn kunnen krijgen. Werken rond de kleinste gemene deler zou onze doelstellingen ondermijnen. Toch wil het College iets ondernemen via een geleidelijke uitvoering, in fasen, door de vinger aan de pols te houden, bij te sturen en te luisteren. Door een mix van complementaire oplossingen te combineren en voort te bouwen op wat andere gemeenten al hebben geleerd. Wat er op tafel ligt, is zeker niet perfect. Wij beseffen dat er nog veel werk aan de winkel is en dat we vooruit moeten, want het allerslechtste is het uitblijven van klimaatactie, status quo.

### Antwoord van de vertegenwoordigster van de 1<sup>e</sup> interpellatie

Wat u voorstelt, zal niet werken. Op onze argumenten krijgen we twee soorten reacties. De eerste zou zijn dat wij slechte automobilisten zijn die Vorstenaren manipuleren om het privilege van het gebruik van onze auto te behouden. Je moet wel erg ver van de realiteit staan om niet te beseffen dat het tegenwoordig een voorrecht is om zonder auto te kunnen. Dit soort discours, dat op geen enkel fundamenteel argument ingaat, is beperkend, beledigend en absoluut niet constructief. Twee opmerkingen: het verkeer zou gek geworden zijn door de auto. Het gebruik

van het openbaar vervoer neemt echter alleen maar toe. De verkeersdrukke is veel meer te wijten aan de afsluiting van bepaalde straten wegens langdurige werken. En nu wordt er voorgesteld om nog meer wegen te schrappen. Vermindering van de CO2-uitstoot, oké. Maar Good Move kan dat slechts in beperkte mate. Wat de CO2-uitstoot betreft, wordt er niets gedaan om het vrachtverkeer en het verkeer op de ring te verminderen, laat staan de uitstoot van de industrie en het fossiele kapitalisme. Sinds de lockdown weten we dat het autoverkeer er een kleine bijdrage toe levert en dat de vervuiling zal blijven bestaan als er niets wordt gedaan tegen de grootste vervuilers. Stikstofdioxide, dat voornamelijk afkomstig is van voertuigen met verbrandingsmotoren, wordt op Europees niveau behandeld. Good Move zal deze problemen niet oplossen. Als we het over verkeersveiligheid hebben, laten we dan stoppen met de tram en de metro nemen. Voor de voorstanders van Good Move zou de metro in feite de beste manier zijn om het terrein open te laten voor automobilisten. We worden beschuldigd van te hard te roepen. Wij hekelen de stigmatisering van onze vrienden uit Anderlecht, Molenbeek of Schaarbeek in bepaalde media of op sociale netwerken. Als we gaan roepen, is dat omdat er niet naar ons geluisterd wordt en we niet gehoord worden. Dat zeggen de milieuactivisten. Maar als zij het zijn, is het goed. Als wij het zijn, is het niet zo goed. In Vorst vragen we u al meer dan twee jaar om de inwoners te raadplegen en het plan samen met hen op te stellen. Tevergeefs! We hebben concrete voorstellen gedaan en zijn op minachting en stilzwijgen onthaald. Ik moet toegeven dat het een beetje ongepast is om pluimen op de eigen hoed te steken voor de democratische oefening vandaag. We horen de diepe politieke afkeer voor zo veel minachting. Men kan dergelijke veranderingen in de levenswijze niet afdwingen zonder echte aanvaardbare en sociaal evenredige alternatieven uit te werken.

#### Tussenkoms van de heer Legrain, vertegenwoordiger van de 2<sup>e</sup> interpellatie

De regels van de dialoog worden niet meer gerespecteerd. We zitten hier in een democratisch forum met regels en ik zie dat die niet worden nageleefd. Ik ben blij te horen dat de mensen tegen Good Move het ermee eens zijn dat er verandering nodig is. Maar ik ben sceptisch, want tegelijkertijd voor verandering zijn en tegen Good Move is nogal vreemd. Maar ik geef u het voordeel van de twijfel. Ik nodig u uit om naar de workshops te komen met een constructieve houding en in alle transparantie en eerlijkheid. De valse verkeerskaarten die ik op Facebook zag, zijn een schande. Zoals uw mislukte petitie toont, staan veel Vorstenaren achter dit plan. U bent niet in de meerderheid. Luid roepen helpt niet. Er zal eerst moeten worden geleerd woorden en ideeën te delen alvorens de openbare ruimte gedeeld wordt.

*1 annexe / 1 bijlage*

- 
- 3 **Interpellation du public: La vente d'une partie du Bempt, zone verte protégée, au propriétaire de l'Union Saint Gilloise.**

---

**Interpellatie van het publiek : Verkoop van een deel van de Bempt, beschermd groengebied, aan de eigenaar van Union Saint-Gilloise.**

#### Intervention de Mr De Permentier.

**Je remercie les riverains qui nous permettent d'avoir un premier débat sur ce sujet. C'est bien**

le premier débat alors qu'il y a régulièrement des articles dans la presse et que le Collège refuse systématiquement d'apporter des réponses à nos questions, en disant qu'il n'y a rien d'autre à dire que ce qu'il y a dans la presse. Que vous soyez pour ou contre le projet de stade, cela ne semble pas sérieux vu les enjeux et l'importance du dossier. Depuis octobre, je demande copie du dossier et je ne l'ai reçu que hier matin. Cela laisse penser que le Collège est gêné de communiquer ce dossier pour lequel l'administration n'est pas en charge. C'est donc uniquement le PS et Ecolo qui gèrent ce dossier. Cela en dit long sur la relation de confiance avec l'administration. Dès 2019, le club a signifié son intérêt pour le Bempt. Plusieurs réunions ont eu lieu en 2020 et 2021. Durant ces trois années, le Collège n'a pas informé le Conseil communal et a sciemment caché certains éléments malgré de multiples questions de l'opposition. On peut aussi comprendre la lassitude du club qui attend depuis trois ans un « oui » ou un « non ». Sur le fond du dossier, on assiste à une certaine approximation quant au site projeté. Il est tortueux de parler d'espaces verts car il s'agit d'un espace partiellement construit (l'agora space), un terrain vague et un terrain de football. Nous apprenons également que l'étude de mobilité et celle de la police sont satisfaisantes. Il est donc faux que le Collège explique qu'il n'y a rien dans le dossier puisque plusieurs réunions ont eu lieu et que des analyses poussées ont également été réalisées. Nous estimons que le Collège n'a pas fait preuve de transparence et du contrôle démocratique de ce dossier. Il est anormal que les Forestois soient laissés pour compte. Le Collège prétend qu'il attend une offre du club. Il est invraisemblable que le Collège n'ait pas la moindre idée de la valeur du site. Comme vous le savez, nous sommes favorables au site du Bempt. Le site actuel est classé, on ne peut l'agrandir. Quant à lui, il se situe dans un véritable espace vert, le Parc Duden. Ensuite le stade actuel n'est pas aux normes de sécurité et cause de nombreux désagréments aux riverains en terme de mobilité, de propreté et de bruit. Un stade au Bempt disposerait de plus de facilités en terme de mobilité, tant pour les automobilistes que pour les transports en commun. La venue et le départ des supporters adverses pourraient être beaucoup plus sécurisés que dans un quartier résidentiel. Par ailleurs, il semblerait qu'il s'agirait d'un stade moderne sur le plan environnemental et qu'il pourrait offrir des commerces et espaces de coworking. Ce projet pourrait aussi apporter des revenus considérables sur le plan de la fiscalité. Des supporters soutiennent ce projet. Il y aurait aussi lieu, vu le contexte financier actuel, de limiter la casse sur le dos des Forestois. J'espère que le Collège fera toute la lumière dans ce dossier, tant à l'égard de l'opposition que des Forestois.

#### Intervention de Mr Hacken.

Nous n'avons jamais reçu de réponse claire sur ce que veut la majorité. L'attente d'une offre semble une excuse pour ne pas avoir à se positionner. Pour les Engagés, l'âme de l'Union coule dans le stade Marien depuis plus de 100 ans. Il est clair aussi que la configuration actuelle ne convient pas pour des matchs de D1. Je ne comprends pas pourquoi on ne cherche pas à réaménager le stade actuel. En étant créatif, quelque chose d'intéressant pourrait en sortir. Vendre une dernière partie de notre patrimoine communal pour en faire un stade de football n'est pas raisonnable, responsable, ni orienté développement durable. Nous vivons dans une commune qui a déjà connu d'énormes constructions ces dernières années. Je pense que c'est suffisant.

#### Intervention de Mr De Beer.

La question de l'implantation d'un stade n'est pas facile. Un stade engendre des désagréments. C'est une question qui divise entre habitants, supporters, habitants-supporters, etc. La question est de savoir ce qu'on fait en tant que politiciens lorsqu'on se retrouve face à ce genre de difficultés. La tâche des pouvoirs publics n'est pas de discuter derrière le rideau. C'est au contraire de faire de la transparence, d'impliquer les Forestois dans le processus de décision, d'informer, d'écouter... C'est tout ce qui manque ici. Je ne peux répondre aux questions dans l'interpellation car tout ce que j'apprends c'est aussi par la presse. Ce n'est pas sérieux. La



majorité avait un ambitieux programme de participation. Or ici on voit une fois de plus que ça n'est pas le cas.

#### Intervention de Mr Loewenstein.

Je remercie ici aussi les interpellants pour leur investissement et leur mobilisation mais, tout comme pour le sujet précédent, ces interpellations ont lieu, et c'est utile de le noter, parce que les personnes qui se mobilisent ne se sentent pas écoutées en amont.

Ici c'est particulier parce qu'aucune décision n'a encore été prise mais pour ce qui est de la mobilité, c'est l'échec de la concertation pilotée par la commune qui fait qu'on en arrive là.

J'aimerais rappeler au nom de mon groupe la nécessité de décider, de ne pas laisser le dossier en plan. Ce ne serait pas très courageux de la part de la commune de laisser trainer les choses et pousser l'Union à aller voir ailleurs parce que le club serait maintenu dans le flou. Ce n'est pas plus courageux de laisser les habitants qui vous sollicitent dans le flou. J'espère que cette interpellation citoyenne aura le mérite de vous faire sortir du bois.

J'aimerais aussi rappeler au nom de mon groupe la nécessité d'être plus transparent sur ce dossier qui intéresse de nombreux Forestois. Ecolo et PS défendent la transparence dans leur programme mais lorsqu'on est dans le concret, c'est le blackout.

Vous avez, Monsieur Alaphilippe, demandé de nous engager sur les études d'incidence et processus de consultation. Je n'ai pas de soucis pour notre part à nous engager à ce que le processus se fasse de manière transparente, objective et concertée, mais c'est davantage au Collège à gérer le dossier, à appliquer la loi et à respecter les riverains.

Pour en venir au dossier lui-même, dossier qui n'a - je le rappelle - , jamais été porté à notre connaissance au niveau du conseil communal, et dont les seules bribes d'information viennent de la presse, il est évidemment important de prendre en considération les besoins et préoccupations de chacun.

Il est bien évidemment important que, si le nouveau stade de l'Union est construit sur Forest, nous (commune, riverains) disposions de toutes les garanties d'une bonne intégration dans le quartier concerné.

Et si on parle ici du Bempt, je pense aussi aux riverains de la chaussée de Bruxelles qui subissent toujours les nuisances multiples liées à la présence dans leur quartier d'un club qui joue au top de la 1ère division.

Alors on espère que l'Union continuera à jouer au top, on espère que l'Union continuera à jouer à Forest, mais pas dans n'importe quelles conditions.

#### Intervention de Mme De Laveleye.

Bonsoir,

Nous souhaitons commencer par remercier les citoyens et citoyennes qui se sont mobilisés pour ce Conseil communal pour ce sujet qui reçoit en effet une attention importante depuis plusieurs mois.

Nous commencerons par réagir sur la demande spécifique de l'interpellation, à savoir l'organisation d'un débat public.

Le collège y répondra dans un instant, mais nous voudrions d'emblée souligner la difficulté à laquelle nous sommes, comme vous, confrontés, à savoir qu'il n'y a pas réellement de dossier, il n'y a pas d'offre, pas de rapports d'incidences sérieux sur lesquels avoir un réel débat.

Cela a encore été rappelé aux investisseurs par le collège il y a quelques jours, qui rappelle que pour se positionner il faut un dossier sérieux.

Ceci étant, comme vous, nous, conseillers et conseillères communaux écologistes, nous nous posons beaucoup de questions sur ce dossier.

**Nous allons les résumer très brièvement.**

**1) D'abord, il s'agit ici d'un pari sur l'avenir qu'on ne maîtrise pas**

**Ce n'est un secret pour personne, nous sommes fiers et heureux des résultats de l'Union, mais aussi de la qualité de l'ambiance autour de ce club très particulier. Nombreux parmi nous sont des fans de premier plan !**

**Ceci dit, comme pour tous les clubs, rien ne nous garantit, même si on le souhaite de tout cœur, que l'USG va se maintenir en première division sur le long terme. Nous trouvons donc très difficile de nous projeter dans l'affectation d'un large pan de notre espace communal pour l'avenir incertain d'un club, si aimé soit-il.**

**Nous comprenons et souhaitons que les sportifs et sportives puissent exercer leur pratique dans des conditions dignes, pour eux et pour leurs supporters, mais à ce stade, l'analyse exacte des besoins et contraintes reste encore floue pour nous et mérite d'être clarifiée.**

**2) Ensuite, il y a les questions liées à l'impact pour les services publics communaux et la mobilité**  
**Nous attendons des espaces publics qu'ils jouent leur rôle de services publics : services sociaux, services communautaires, et services écosystémiques (sur lesquels je reviens juste après).**

**L'espace visé, dans le Bempt, est partiellement occupé par des infrastructures sportives pour les jeunes (et moins jeunes) de notre commune, et des espaces potentiels de loisir pour la collectivité. C'est donc un lieu très important pour notre jeunesse et notre santé. Or on ne voit pas encore clair sur l'impact que ce projet aura sur nos capacités, comme commune, à assurer les services communautaires et sociaux adéquats à nos publics aujourd'hui et sur le long terme. N'oublions pas non plus les enjeux de mobilité. Notre région, et notre commune, sont en phase de transformation en termes de mobilité. Et si nous souhaitons bien sûr que Bruxelles attire un large public pour ses activités économiques, culturelles et sociales, cela ne peut plus reposer sur la mobilité largement automobile. Or, cela reste peu clair comment le club d'une part, et la région d'autre part, peuvent garantir qu'une telle infrastructure soit accompagnée des modalités adéquates en termes de transports publics et de mobilité douce.**

**3) Enfin, il y a les questions liées aux Services écosystémiques du Bempt**

**Il n'a échappé à personne que nous sommes en pleine crise climatique et de biodiversité.**

**Un diagnostic des risques et vulnérabilités de Forest face aux dérèglements climatiques par rapport au climat bruxellois dit « normal » a été fait et montre, à l'horizon 2050, plusieurs changements dont :**

**une hausse des températures moyennes qui seront aggravées dans les zones fortement urbanisées**

**une augmentation de la durée des précipitations en hiver et une diminution des précipitations en été mais des précipitations plus intenses**

**une augmentation importante des vagues de chaleur en termes de nombre, d'intensité et de durée et ;**

**davantage de sécheresses météorologiques et beaucoup plus de sécheresses météorologiques exceptionnelles.**

**Face à ces constats, il nous est demandé, comme politiques, d'avoir une politique ambitieuse en terme d'adaptation aux impacts du changement climatique. Dans ce cadre, une pratique parcimonieuse de l'occupation du sol et des priorités d'urbanisation sont nécessaires.**

**Par ailleurs, ne négligeons pas l'impact CO2 de la construction de ce type d'infrastructures.**

**Dès lors, si avoir des infrastructures sportives adaptées est pertinent, et on le croit sincèrement, on doit avancer sur leur mutualisation pour en diminuer l'impact tout en renforçant leur plus-value sociétale. Or, on n'a pas entendu encore le club sur cette possibilité de mutualiser largement leur infrastructure, comme le font d'autres grands clubs dans d'autres pays.**

**Une autre dimension écosystémique est la gestion de l'eau de notre territoire. On parle ici d'un site qui a un rôle important au regard de la gestion de l'eau. Le Bempt est un site en zone d'aléas d'inondation, c'est un site de ruissellement et de nappe phréatique affleurante. Il nous semble donc qu'implanter une large infrastructure présente un réel risque.**

Par ailleurs, la zone Bempt est une zone à haute valeur biologique selon la carte d'évaluation biologique de Bruxelles Environnement. Ce type d'infrastructure aura donc très probablement un impact sur l'équilibre écologique du lieu.

Voilà pour les risques que nous avons identifiés (impacts sociaux et communautaires, impacts climatiques et environnementaux, intégration dans les infrastructures régionales, etc.). Ils n'ont pas, à ce jour, reçu d'analyse structurée de nature à nous rassurer et à ouvrir un réel débat.

En conclusion, vous comprenez que, bien qu'on aime le sport, qu'on aime le foot, qu'on aime l'Union, nous nous posons nous mêmes beaucoup de questions, et avons de nombreuses craintes, qui n'ont à ce stade pas trouvé de réponses, parce qu'il n'y a pas encore sur la table de réel dossier de demande à partir duquel travailler.

Ceci étant dit, nous sommes heureux de voir que les citoyens et citoyennes se préoccupent de ce dossier et pourront nourrir la réflexion.

### Intervention de Mr Ghysels.

J'entends l'inquiétude et notamment de mes voisins car, comme vous le savez, je suis très proche du Bempt. Mais je suis aussi supporter de l'Union. C'est donc pour moi un dilemme. A ce stade, il n'y a pas de dossier officiel déposé au niveau du Collège. Cela me fait penser à ce qu'il s'est passé il y a une vingtaine d'années lorsqu'on annonçait à grand cris que Forest National allait être installé au Bempt. J'étais dans l'opposition à l'époque et j'avais soulevé toute une série de problèmes qui ne sont à ce jour pas résolus. J'avais pensé qu'il s'agissait d'un argument électoral pour faire plaisir aux habitants du quartier de Forest National. On ne peut empêcher quiconque sur un terrain de déposer une demande de permis d'urbanisme. Pour un tel dossier, cela prendrait minimum 2 ans, voire 3, 4 ans étant donné que ce type de dossier sera couplé avec des études d'incidence et des études très strictes en matière de permis d'environnement. Or on entend dans la presse que pour l'USG il y a une urgence absolue. On ne répond déjà pas à cette première condition. Ensuite, il y a le problème de l'accès au niveau mobilité. Les communes de Drogenbos et Leeuw-Saint-Pierre ont déjà dit qu'elles feraient tout pour bloquer ce projet. Donc, on va devoir passer par la chaussée de Ruisbroek, la chaussée de Neerstalle, éventuellement par la chaussée de la Deuxième armée britannique. Je ne vois vraiment pas comment on peut canaliser cette circulation. Je ne vois pas non plus comment on remplit les conditions essentielles de séparer l'arrivée des supporters d'équipes différentes, ni de les canaliser dans le stade tel qu'il est présenté. J'ai pointé encore toute une autre série de chose. A mon avis, c'est lancé comme ballon d'essai car il y a des négociations parallèles. D'autres villes, comme Milan, partagent des stades. Nous sommes ici à 3 km du stade d'Anderlecht. Je pense que s'il n'y a pas eu de débat, c'est que tout simplement il n'y a pas de dossier sérieux. Il faut une offre, une enquête publique, une négociation sérieuse et éventuellement une mise en concurrence puisque la règle est la vente publique. Il faut aussi que le nombre de terrains disponibles aujourd'hui restent équivalent.

### Réponse de Mr Spapens.

Je vous répond en tant que Bourgmestre f.f. Ma réponse sera dans la philosophie de celle développée par Mme De Laveye et Mr Ghysels. Nous n'avons pas pu répondre à beaucoup de choses car la commune n'est jamais sortie dans la presse. La commune a dû uniquement répondre dans la presse, aux humeurs d'un propriétaire anglais ou d'un CEO belge qui pensaient que quand on voulait un terrain, on l'obtenait. Certains ont dit qu'il fallait de l'ambition pour Forest. Est-ce que le fait d'avoir un stade en bord de l'autoroute, sur une zone pas tellement définie,... est-ce l'ambition. Le complexe du Bempt est aussi un des plus beau de la Région. Ce complexe, c'est 2000 jeunes et moins jeunes par semaine qui vont faire du sport là-bas. Comment voulez-vous qu'on accepte quand on a aucune solution pour ces 2000 personnes, aucune solution pour nos locaux techniques, pour les matériaux inertes... Dès 2021, des contacts ont été pris avec l'administration. Là-dessus, le Collège envoie une lettre en disant qu'on est

absolument pas intéressé par un déménagement de l'Union. Après le Collège a été invité à la Région qui veut garantir un avenir au club. On explique qu'on a tout un tas de question et puis viennent les pièces. Une analyse de Perspective Brussels disponible sur le site et relativement partielle. En février 2022, la commune demande au club une analyse sérieuse, notamment en matière de sécurisation des futurs événements, en matière environnementale, etc. On a une réunion sur place en mars pour laquelle on a aucun reçu aucun document préparatoire. On réitère nos questions et on nous promet des réponses. On va à l'Union le 1<sup>er</sup> septembre et là, on nous présente une étude de mobilité et l'avis de la police. Simple question pratique : comment les supporters de l'équipe adverse vont arriver ? Réponse : par Bruxelles-Propreté. Mais c'est un site régional qui ne nous appartient pas. Est-ce que vous avez consulté Bruxelles-Propreté ? Réponse : non. Est-ce que vous avez pris en compte le Plan régional de mobilité ? Réponse : non. Etc. On leur a alors répondu : « mais alors, comment voulez-vous qu'on prenne une décision ? ». On leur dit, donnez-nous les éléments et on vous donnera une réponse. Après, l'Union ressort dans la presse, via ses supporters. On les reçoit et on apprend, via un des supporters présent dans le CA de l'Union, que le projet n'a même jamais été présenté au conseil d'administration de l'Union. Alors, comment voulez-vous qu'on se positionne sur quelque chose qui en gros n'existe pas ? On a des pseudo études. La Commune a redemandé début novembre à avoir un dossier sérieux. On en est là. On aimerait bien amener ce débat au conseil communal, au niveau de la population. Par rapport au contrat de quartier, il jouxte ce terrain mais il ne l'englobe pas. On ne va donc pas investir de l'argent dans l'étude d'incidence sur un projet qui est maintenant utopique.

#### Intervention de Mr Alaphilippe.

Je rappelle que le collectif Bempt n'est pas un collectif de riverains car des Forestois de tout Forest ont signé l'interpellation. Vous n'avez pas le droit en décembre 2022 de donner une réponse, même officieuse, qui nous engagerait tous, sans étude environnementale, sans bilan carbone et sans enquête publique. A posteriori, pour un projet qui dérogerait au PRAS. Si la moitié de la capacité, soit 10.000 personnes, devait arrivé en transport en commun, cela ferait 50 trams pleins à craquer. Il est l'heure pour un débat public, pour expliquer tous les éléments de décision, pour sortir de la gouvernance par articles de presse interposés. Il faut sortir d'un certain fatalisme des habitants qui pensent déjà que leur voix ne comptera pas. Ce débat dépassera cette mandature. Il demande du temps, de la clarté et de la vision. Nous ne pouvons prendre de décision sur les 30 prochains jours pour un destin qui nous engagerait sur les trente prochaines années.

#### Tussenkomsst van de heer De Permentier

Ik dank de buurtbewoners die ons toestaan een eerste debat over dit onderwerp te houden. Het is immers het eerste debat, terwijl er regelmatig artikelen in de pers verschijnen en het College systematisch weigert onze vragen te beantwoorden, omdat er niets anders te zeggen zou zijn dan wat er in de pers staat. Of je nu voor of tegen het nieuwe stadion bent, het lijkt niet ernstig als je ziet wat er allemaal op het spel staat. Ik vraag al sinds oktober om een kopie van het dossier, maar die heb ik pas gisterochtend ontvangen. Dat doet denken dat het College zich geneert om dit dossier, waarvoor de administratie niet verantwoordelijk is, mee te delen. Het zijn dus alleen de PS en Ecolo die dit dossier beheren. Dat zegt veel over de vertrouwensrelatie met de administratie. Sinds 2019 toont de club belangstelling voor de Bempt. In 2020 en 2021 hebben er diverse vergaderingen plaatsgevonden. Die drie jaar heeft het College de Gemeenteraad niet geïnformeerd en bepaalde elementen bewust verborgen gehouden, ondanks talrijke vragen van de oppositie. Men kan ook de vermoedheid begrijpen van de club die al drie jaar wacht op een 'ja' of 'nee'. Wat de inhoud van het dossier betreft, is er een zekere benadering van de geplande locatie. Het is moeilijk om over groene ruimte te spreken, omdat het een gedeeltelijk bebouwde ruimte is (de agoraspace), een braakliggend terrein en een voetbalveld. We vernemen ook dat de mobiliteitsstudie en de politiestudie bevredigend zijn. Het is dan ook onjuist dat het College

verklaart dat er niets in het dossier staat, aangezien er verschillende vergaderingen hebben plaatsgevonden en er ook uitgebreide analyses zijn verricht. Wij zijn van mening dat het College geen blijk heeft geeft van transparantie en democratische controle aangaande dit dossier. Het is niet normaal dat de Vorstenaren aan hun lot worden overgelaten. Het College beweert te wachten op een bod van de club. Het is onwaarschijnlijk dat het College geen idee heeft van de waarde van het terrein. Zoals u weet, zijn wij voorstander van de Bemptsite. De huidige site is beschermd en kan niet worden uitgebreid. Het terrein ligt in een echte groene ruimte, het Dudenpark. Bovendien voldoet het huidige stadion niet aan de veiligheidsnormen en veroorzaakt het veel ongemak voor de omwonenden op het vlak van mobiliteit, netheid en lawaai. Een stadion in de Bempt zou meer mogelijkheden bieden qua mobiliteit, zowel voor de automobilisten als voor het openbaar vervoer. Het komen en gaan van supporters van de tegenstander zou veel veiliger kunnen verlopen dan in een woonwijk. Bovendien zou het gaan om een modern stadion op ecologisch vlak en zou het handelszaken en coworking-ruimten kunnen aanbieden. Het project zou ook aanzienlijke belastinginkomsten kunnen opleveren. Supporters staan achter dit project. Gezien het huidige financiële klimaat valt er ook iets voor te zeggen om de schade voor de Vorstenaren te beperken. Ik hoop dat het College verduidelijking zal leveren omtrent dit dossier, zowel voor de oppositie als voor de burgers.

#### Tussenkomsst van de heer Hacken

We hebben nooit een duidelijk antwoord gekregen over wat de meerderheid wil. Wachten op een bod lijkt een excuus om geen positie te hoeven innemen. Voor Les Engagés is de ziel van Union al meer dan 100 jaar aan het Marienstadion verbonden. Het is ook duidelijk dat de huidige configuratie niet geschikt is voor wedstrijden in de hoogste reeks. Ik begrijp niet waarom het huidige stadion niet wordt bekeken voor aanpassingswerken. Als we creatief zijn, kan er iets interessants uit voortkomen. Het laatste deel van ons gemeentelijk erfgoed verkopen om er een voetbalstadion van te maken is niet redelijk, getuigt van een gebrek aan verantwoordelijkheidszin of gevoel voor duurzame ontwikkeling. Wij wonen in een gemeente waar de voorbije jaren al veel gebouwd is. Ik denk dat het genoeg is.

#### Tussenkomsst van de heer De Beer

De locatie van een stadion kiezen is niet eenvoudig. Een stadion veroorzaakt overlast. Het is een kwestie die omwonenden, supporters, omwonenden-supporters, ... verdeelt. De vraag is wat je als politicus doet als je met dit soort kwesties te maken krijgt. Het is niet de taak van de overheid om achter het gordijn te discussiëren. Integendeel, het is transparant zijn, de bewoners betrekken bij het besluitvormingsproces, informeren, luisteren, ... Dat ontbreekt hier allemaal. Ik kan de vragen in de interpellatie niet beantwoorden, omdat alles wat ik verneem ook uit de pers komt. Dat is niet ernstig. De meerderheid had een ambitieus participatieprogramma. Maar hier zien we opnieuw dat dit niet het geval is.

#### Tussenkomsst van de heer Loewenstein

Ik wil ook de mensen die een vraag hebben gesteld, hier bedanken voor hun engagement, maar net als bij het vorige onderwerp worden deze vragen gesteld - en het is nuttig daarop te wijzen - omdat de mensen die in actie komen, zich niet gehoord voelen.

Hier gaat het om een bijzonder geval omdat er nog geen beslissing is genomen, maar wat de mobiliteit betreft, is het het falen van het door de gemeente gestuurde overleg dat ons zover heeft gebracht.

Namens mijn fractie wil ik u eraan herinneren dat u een beslissing moet nemen en de zaak niet onopgelost mag laten. Het zou niet erg moedig zijn van de gemeente om de zaken te laten aanslepen en Union te dwingen elders te gaan zoeken omdat de club in onzekerheid wordt gehouden. Het zou niet erg moedig zijn om de bewoners die naar u toe komen, in het ongewisse

te laten. Ik hoop dat deze burgerinterpellatie u ertoe aanzet met iets naar buiten te komen. Ik wil u er namens mijn fractie ook op wijzen dat er meer transparantie moet komen in dit dossier, dat voor veel Vorstenaren van belang is. Ecolo en PS verdedigen transparantie in hun programma, maar als het op concrete actie aankomt, is er een blackout.

Mijnheer Alaphilippe, u vroeg ons om in te zetten op impactstudies en overleg. Ik heb er geen probleem mee om ervoor te zorgen dat het proces op transparante, objectieve en gecoördineerde wijze verloopt, maar het is meer aan het College om het dossier te beheren, de wet toe te passen en de buurtbewoners te respecteren.

Wat het dossier zelf betreft, dat - ik herinner u eraan - nooit op het niveau van de gemeenteraad onder onze aandacht is gebracht en waarvan de enige informatie afkomstig is uit de pers, is het uiteraard van belang rekening te houden met ieders behoeften en bekommernissen.

Het is natuurlijk belangrijk dat als het nieuwe stadion van Union in Vorst wordt gebouwd, wij (gemeente, buurtbewoners) alle garanties krijgen voor een goede integratie in de betrokken wijk.

En als we het over de Bempt hebben, denk ik ook aan de bewoners van de Brusselsesteenweg die nog steeds last hebben van de overlast die toe te schrijven is aan de aanwezigheid in hun wijk van een club die in de hoogste divisie speelt.

We hopen dus dat Union in de top blijft, we hopen dat ze in Vorst blijven spelen, maar niet zonder enige voorwaarde.

#### Tussenkoms van mevrouw De Laveleye

Goedenavond,

Om te beginnen willen wij de burgers bedanken die voor deze gemeenteraad in actie zijn gekomen voor dit onderwerp, dat inderdaad al enkele maanden veel aandacht krijgt.

Wij zullen eerst reageren op het specifieke verzoek van de interpellatie, nl. de organisatie van een openbaar debat.

Het College zal er dadelijk op reageren, maar wij willen eerst wijzen op het probleem waarmee wij - net als u - worden geconfronteerd, nl. dat er geen echt dossier is, dat er geen bod is, noch ernstige effectenstudies waarover een echt debat kan worden gevoerd.

Het College herinnerde de investeerders er enkele dagen geleden nog aan dat je voor het innemen van een standpunt een ernstig dossier nodig hebt.

Daarom hebben wij, de milieubewuste gemeenteraadsleden, net als u veel vragen over dit dossier.

Wij zullen ze heel bondig samenvatten.

1) Allereerst is dit een gok op de toekomst waarover we geen controle hebben.

Het is geen geheim dat wij trots en blij zijn met de resultaten van Union, maar ook met de kwaliteit van de sfeer rond deze bijzondere club. Velen van ons zijn grote fans!

Maar zoals bij alle clubs hebben wij geen garantie - hoezeer we het ook wensen - dat Union op lange termijn in de eerste klasse zal blijven. Wij vinden het daarom erg moeilijk om te opteren voor de toewijzing van een groot stuk van onze gemeentelijke ruimte voor de onzekere toekomst van een club, hoe geliefd die ook is.

Wij begrijpen en wensen dat sporters hun sport in waardige omstandigheden kunnen beoefenen, voor zichzelf en voor hun supporters, maar in dit stadium is de exacte analyse van de behoeften en beperkingen nog onduidelijk en vragen wij verduidelijking.

2) Ten tweede zijn er de kwesties in verband met de impact voor de gemeentelijke openbare diensten en de mobiliteit.

Wij verwachten dat openbare ruimten hun rol vervullen als openbare diensten: sociale, gemeenschaps- en ecosystemische diensten (waar ik straks op terugkom).

De ruimte in kwestie, in de Bempt, wordt gedeeltelijk ingenomen door sportvoorzieningen voor jongeren (en minder jongeren) van onze gemeente en potentiële recreatie voor de gemeenschap. Het is dus een zeer belangrijke plek voor onze jeugd en onze gezondheid. Het is echter nog niet duidelijk welke impact dit project zal hebben op ons vermogen om als gemeente vandaag en op lange termijn adequate gemeenschaps- en sociale diensten aan onze burgers te verlenen. Laten we ook de mobiliteitsuitdagingen niet vergeten. Ons Gewest en onze gemeente ondergaan een transformatie op het vlak van mobiliteit. En als we willen dat Brussel een groot publiek aantrekt voor zijn economische, culturele en sociale activiteiten, kan dat niet langer berusten op een mobiliteit waarbij de auto centraal staat. Het blijft onduidelijk hoe de club enerzijds en het Gewest anderzijds ervoor kunnen zorgen dat een dergelijke infrastructuur gepaard gaat met adequate modaliteiten voor openbaar vervoer en zachte mobiliteit.

3) Ten slotte zijn er de kwesties omtrent de ecosystemische diensten van de Bempt. Iedereen weet dat we ons volop in een klimaat- en biodiversiteitscrisis bevinden. Er is een diagnose gemaakt van de risico's en de kwetsbaarheden van Vorst bij een verstoring van het klimaat in vergelijking met het zogenaamde 'normale' klimaat in Brussel, waaruit blijkt dat er tegen 2050 verschillende veranderingen zullen optreden, waaronder: een stijging van de gemiddelde temperaturen, die in de sterk verstedelijkte gebieden nog zal verergeren; een toename van de neerslagduur in de winter en een afname van de neerslag in de zomer, maar intensere neerslag; een aanzienlijke toename van hittegolven qua aantal, intensiteit en duur; meer meteorologische droogteperiodes en veel meer uitzonderlijke meteorologische droogteperiodes.

Ten aanzien van deze vaststellingen wordt van ons, politici, een ambitieus beleid gevraagd voor de aanpassing aan de gevolgen van de klimaatverandering. In dat kader zijn een spaarzaam gebruik van de grond en prioriteiten inzake verstedelijking noodzakelijk.

Bovendien mogen we het CO<sub>2</sub>-effect van de bouw van dit soort infrastructuur niet verwaarlozen.

Als aangepaste sportinfrastructuur relevant is - en wij geloven oprecht dat dit het geval is - moeten we dus werk maken van het gedeeld gebruik ervan om de impact ervan te beperken en tegelijk de maatschappelijke meerwaarde te versterken. We hebben de club echter nog niet horen praten over de mogelijkheid om het gebruik van hun infrastructuur te delen, zoals andere grote clubs in andere landen doen.

Een andere ecosystemische dimensie is het waterbeheer op ons grondgebied. Het gaat om een site die een belangrijke rol speelt in de waterhuishouding. De Bempt is een site met een zeker overstromingsrisico, een zone voor afvloeiing en een hoge grondwaterspiegel. Daarom houdt de bouw van een grote infrastructuur volgens ons een reëel risico in.

Bovendien is de Bempt een zone met hoge biologische waarde volgens de biologische waarderingskaart van Leefmilieu Brussel. Dit type infrastructuur zal dus hoogstwaarschijnlijk gevolgen hebben voor het ecologisch evenwicht in het gebied.

Tot zover de risico's die wij zien: sociale en maatschappelijke impact, klimaat- en milieueffecten, integratie in de gewestelijke infrastructuren, ... Tot op heden hebben zij geen gestructureerde analyse gekregen die ons geruststelt en een echt debat op gang brengt.

Tot slot begrijpt u dat, hoewel wij van sport houden, van voetbal, van Union, wij veel vragen en twijfels hebben, die nog onbeantwoord blijven, omdat er geen echt aanvraagdossier op tafel ligt op basis waarvan we kunnen werken.

Maar we zijn blij te zien dat de burgers begaan zijn met dit dossier en een bijdrage kunnen leveren aan de denkoefening.

### Tussenkomst van de heer Ghysse

Ik hoor de bezorgdheid en vooral van mijn burens, omdat ik - zoals u weet - dicht bij de Bempt

leef. Maar ik ben ook supporter van Union. Dus het is een dilemma voor mij. In dit stadium is er geen officiële aanvraag ingediend op het niveau van het College. Het doet me denken aan wat er ongeveer 20 jaar geleden gebeurde toen met veel tamtam werd aangekondigd dat Vorst Nationaal naar de Bempt zou komen. Ik zat toen in de oppositie en heb een hele reeks kwesties aan de orde gesteld die tot op heden niet zijn opgelost. Ik dacht dat het om electorale argumenten ging om de omwonenden van Vorst Nationaal te plezieren. Je kan niemand tegenhouden om een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen voor een terrein. Voor een dergelijk dossier is minstens 2 jaar of zelfs 3 of 4 jaar nodig, aangezien dit type dossier gepaard gaat met effectenstudies en zeer strikte analyses voor milieuvergunningen. Nu horen we in de pers dat het voor Union heel dringend is. Aan deze eerste voorwaarde is al niet voldaan. Dan is er het probleem van de toegang op het vlak van mobiliteit. De gemeenten Drogenbos en Sint-Pieters-Leeuw hebben al gezegd dat ze er alles aan zullen doen om dit project tegen te houden. We zullen dus moeten gaan via de Ruisbroeksesteenweg, de Neerstalsesteenweg en eventueel de Britse Tweedelegerlaan. Ik zie echt niet hoe we dat verkeer kunnen kanaliseren. Ik zie ook niet in hoe kan worden voldaan aan de essentiële voorwaarden om de aankomst van supporters van verschillende teams te scheiden en om hen het stadion binnen te leiden zoals het nu wordt gepresenteerd. Ik heb ook nog op een reeks andere aspecten gewezen. Volgens mij wordt dit als een proefballonnetje opgelaten omdat er parallelle onderhandelingen zijn. Andere steden, zoals Milaan, delen stadions. Hier zijn we drie kilometer van het stadion van Anderlecht. Als er hier geen debat geweest is, komt dat omdat er gewoon geen ernstig dossier is. Er moet een bod zijn, een openbaar onderzoek, serieuze onderhandelingen en eventueel mededinging omdat de regel de openbare verkoop is. Ook moet het aantal beschikbare terreinen gelijk blijven.

#### Antwoord van de heer Spapens

Ik antwoord als waarnemend burgemeester. Mijn antwoord zal in dezelfde lijn liggen als dat van mevrouw De Laveleye en de heer Ghyssele. We hebben veel dingen niet kunnen beantwoorden omdat de gemeente nooit in de pers geweest is. De gemeente moest alleen in de pers reageren op de grillen van een Engelse eigenaar of een Belgische CEO die dacht dat als je een stuk grond wilde hebben, je het ook kreeg. Sommigen zeiden dat Vorst ambitie nodig had. Een stadion aan de rand van de snelweg, in een niet zo afgebakende zone ... is dat ambitie? Het Bempt-complex is ook een van de mooiste van het Gewest. Dit complex trekt wekelijks 2.000 jongeren en minder jongeren om er te sporten. Hoe kunnen wij dit accepteren als we geen oplossing hebben voor deze 2.000 mensen, geen oplossing voor onze technische lokalen, voor de inerte materialen ... Vanaf 2021 zijn er contacten gelegd met de administratie. Vervolgens stuurt het College een brief zeggende dat er geen interesse is in een verhuizing van Union. Daarna wordt het College uitgenodigd bij het Gewest, dat de club een toekomst wil garanderen. Wij leggen uit dat we veel vragen hebben en dan komen de stukken. Een analyse van Perspective.brussels is beschikbaar op de website, maar is nogal onvolledig. In februari 2022 vraagt de gemeente de club om een ernstige analyse, met name wat betreft de beveiliging van toekomstige evenementen, de milieuaspecten, ... In maart volgt een vergadering ter plaatse, waarvoor we geen voorbereidende documenten hadden ontvangen. We herhalen onze vragen en er worden ons antwoorden beloofd. Op 1 september gaan we naar Union en daar krijgen we een mobiliteitsstudie en het advies van de politie voorgelegd. Een eenvoudige praktische vraag: hoe zullen de supporters van de tegenstander er geraken? Antwoord: via Net Brussel. Maar dat is een gewestelijke site die niet van ons is. Hebt u Net Brussel geraadpleegd? Antwoord: nee. Hebt u rekening gehouden met het Gewestelijk Mobiliteitsplan? Antwoord: nee. Enz. We hebben toen geantwoord: "Maar hoe wil u dan dat wij een beslissing nemen?" Wij zeggen hen: "Geef ons de elementen en wij geven jullie een antwoord." Daarna komt Union via de supporters in de pers. Wij ontvangen ze en vernemen via een van de supporters die lid is van de Raad van Bestuur van Union, dat het project zelfs nooit aan die Raad is voorgelegd. Dus hoe verwacht je dat wij een standpunt innemen over iets dat in feite niet bestaat? We hebben pseudo-studies. Begin november vraagt de gemeente opnieuw een ernstig dossier. Zo ver staan we nu. Wij willen dit debat naar de gemeenteraad brengen, op het niveau van de bevolking. Het wijkcontract grenst



aan het terrein, maar het overlapt niet. We gaan dus geen geld investeren in een effectenstudie voor een project dat momenteel utopisch lijkt.

### Tussenkoms van de heer Alaphilippe

Ik wijs erop dat het collectief van de Bempt geen bewonerscollectief is, want Vorstenaren uit de hele gemeente hebben de petitie ondertekend. U hebt niet het recht om in december 2022 een antwoord te geven - zelfs officieus - dat ons allemaal zou binden, zonder milieustudie, koolstofbalans of openbaar onderzoek. A posteriori, voor een project dat zou afwijken van het GBP. Als de helft van de capaciteit, zijnde 10.000 personen, met het openbaar vervoer zou komen, betekent dat 50 propvolle trams. Het is tijd voor een openbaar debat, om alle elementen toe te lichten, om niet langer via artikels in de pers te besturen. We moeten af van een zeker fatalisme bij de bewoners, die nu al denken dat hun stem niet zal tellen. Dit debat gaat verder dan deze bestuursperiode. Het vergt tijd, duidelijkheid en visie. We kunnen niet in 30 dagen een beslissing nemen over iets wat ons voor 30 jaar bindt.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

#### 4 **Affaires générales - Société Coopérative Intercommunale de Crémation (Cremabru) - Renouvellement trentenaire.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 62 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le courrier du 29 juillet 2022 de la Société Coopérative Intercommunale de Crémation ;

Vu l'affiliation de la commune de Forest à la Société Coopérative Intercommunale de Crémation ;

Considérant que le prochain terme statutaire de l'intercommunale vient à expiration le 1er mai 2023 ;

Considérant que l'Assemblée générale ordinaire du 30 mai 2022 a décidé à l'unanimité et sans observation d'entamer la procédure de renouvellement trentenaire de l'intercommunale qui sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale ;

Considérant que cette prorogation, conforme au prescrit de l'article 72 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, est nécessaire ;

Considérant que la commune de Forest souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'Intercommunale ;

Considérant qu'à cet effet, il est opportun que la commune de Forest se prononce quant à l'extension de son affiliation en cohérence avec le terme de 2053 ;

Sur proposition du Collège ;

DÉCIDE,

D'approuver l'extension jusqu'en 2053 de l'affiliation de la commune de Forest à la Société

Coopérative Intercommunale de Crémation ;

De charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération et d'adresser copie de la présente délibération à la Société Coopérative Intercommunale de Crémation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Algemene zaken - Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie (Cremabru) - 30 jaar hernieuwing.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 62 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de brief van 29 juli 2022 van de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie;

Gelet op de aansluiting van de gemeente Vorst bij de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie;

Overwegende dat de volgende wettelijke termijn van de intercommunale afloopt op 1 mei 2023;

Overwegende dat de gewone Algemene vergadering van 30 mei 2022 unaniem en zonder opmerkingen heeft besloten de procedure te starten voor de dertigjarige vernieuwing van de intercommunale die aan de goedkeuring van de Algemene vergadering zal worden onderworpen;

Overwegende dat deze verlenging, overeenkomstig de vereisten van artikel 72 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, noodzakelijk is;

Overwegende dat de gemeente Vorst haar rol als partner in de Intercommunale ten volle wenst te spelen;

Overwegende dat het te dien einde passend is dat de gemeente Vorst beslist over de verlenging van haar aansluiting in overeenstemming met de termijn van 2053;

Op voorstel van het College;

BESLIST,

De verlenging tot 2053 van de aansluiting van de gemeente Vorst bij de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie goed te keuren;

Het College te verzoeken voor de uitvoering van dit besluit te zorgen en een afschrift van dit besluit aan de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie toe te zenden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

### Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

- 5 **Affaires communautaires – Bibliothèque francophone - Marchés publics de « Jouets pour la ludothèque », « Jeux de rôles pour la ludothèque », « Jeux de société 1 pour la ludothèque », « Jeux de société 2 pour la ludothèque » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jouets pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 3.231,25 € HTVA ou 3.828,83 € TVAC (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de rôles pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 336,37 € HTVA ou 407,00 € TVAC (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de société pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société 1 pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 798,68 € HTVA ou 966,40 € TVAC (financement par emprunt) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société 2 pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 226,45 € HTVA ou 274,00 € TVAC (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. Décision du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 3.231,25 € HTVA ou 3.828,83 € TVAC (financement par emprunt) ;
2. Décision du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 336,37 € HTVA ou 407,00 € TVAC (financement par emprunt) ;
3. Décision du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société 1 pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 798,68 € HTVA ou 966,40 € TVAC (financement par emprunt) ;
4. Décision du 20 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société 2 pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 226,45 € HTVA ou 274,00 € TVAC (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Gemeenschapszaken – Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten voor “Speelgoed voor de ludotheek”, “Rollenspellen voor de ludotheek”, “Gezelschapsspellen 1 voor de ludotheek”, “Gezelschapsspellen 2 voor de ludotheek” - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was speelgoed aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.231,25 € excl. btw of 3.828,83 € incl. btw (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was rollenspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 336,37 € excl. btw of 407,00 € incl. btw (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was gezelschapsspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapsspellen 1 voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 798,68 € excl. btw of 966,40 € incl. btw (financiering door een lening);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapsspellen 2 voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 226,45 € excl. btw of 274,00 € incl. btw (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.231,25 € excl. btw of 3.828,83 € incl. btw (financiering door een lening);
2. Beslissing van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 336,37 € excl. btw of 407,00 € incl. btw (financiering door een lening);
3. Beslissing van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapsspellen 1 voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 798,68 € excl. btw of 966,40 € incl. btw (financiering door een lening);
4. Beslissing van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapsspellen 2 voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 226,45 € excl. btw of 274,00 € incl. btw (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 6 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 4 : « Avenue du Roi » (Forest/Saint-Gilles) – Volet 5° du CRU - Actions socio-économiques – Pôle Jeunesse – Approbation de l’Avenant 01 à la convention du 29.09.2021 relatif au projet « SOUTIEN A LA PARENTALITE – APOMSA ».**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Région et la commune et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu la délibération du Conseil du 02 juillet 2019 approuvant l’avenant N°1 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu la délibération proposée au Conseil du 16 février 2021 approuvant l’avenant N°2 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation

bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la délibération du collège du 11 octobre 2018 validant la proposition de méthodologie de sélection des projets du volet 5° du CRU ROI et, en particulier, l'objectif de traiter des thématiques retenues dans le programme du CRU ROI de manière intercommunale ;

Vu la décision du Collège du 17 juin 2021 :

*D'approuver la nouvelle ventilation budgétaire jointe à la présente délibération ;*

*D'approuver le soutien par le CRU ROI du projet « Soutien à la Parentalité » transmis par l'asbl L'APOMSA ;*

*D'approuver la fiche-projet jointe à la présente délibération et de la transmettre à la Direction de la Rénovation Urbaine pour accord ;*

*De faire approuver par le conseil communal lors de sa prochaine séance la convention régissant l'octroi de ce nouveau subside à l'asbl APOMSA dans le cadre du CRU4 – CRU ROI.*

Vu la délibération du Conseil communal du 21 septembre 2021 approuvant la convention entre la commune de Forest et l'asbl APOMSA pour la mise en œuvre du pôle Jeunesse;

Vu la délibération du Collège du 29 septembre 2022 :

*{...} De permettre à tous les porteurs de projet du Volet Socio-économique de poursuivre leurs activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;*

*D'approuver les nouvelles ventilations budgétaires jointes à la présente délibération ;*

*De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.*

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution et de mise en œuvre du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant qu'au vu de l'évolution du CRU ROI et des circonstances particulières des années 2020 et 2021, il a été proposé de supprimer l'enveloppe dédiée à un appel à projet citoyen ;

Considérant dès lors que la libération de cette enveloppe permet de prolonger certains projets grâce à un renforcement de l'enveloppe financière ;

Considérant que seul le projet de l'APOMSA a démarré plus tardivement et pourrait être à mesure de prolonger le projet jusque en décembre 2023, moyennant un apport complémentaire de 15.000,00 euros ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer une nouvelle ventilation budgétaire ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention de partenariat telle que reprise en annexe ;

De charger le Collège de l'exécution de la présente ;

D'approuver la prolongation du projet « soutien à la parentalité – APOMSA » jusque au 31/12/2023 ;

D'approuver le subside supplémentaire de 15.000 euros au projet « soutien à la parentalité – APOMSA » ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de l'avenant ;

De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract - SVC 4 “Koningslaan” (Vorst/Sint-Gillis) - Luik 5° van het SVC - Sociaal-economische acties - Pool Jeugd - Goedkeuring van aanhangsel 1 bij de overeenkomst van 29.09.2021 betreffende het project “Ouderschapsondersteuning - APOMSA”.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente en tot vastlegging van de subsidiëeringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging voorgelegd aan de Gemeenteraad van 16 februari 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties



en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 oktober 2018 waarin het voorstel van selectiemethodologie van de projecten van het luik 5° van het SVC Koning gevalideerd werd en, in het bijzonder, de doelstelling om thema's die vastgelegd werden in het programma van het SVC Koning intergemeentelijk te behandelen;

Gelet op de beslissing van het College van 17 juni 2021 om:

*De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;*

*De ondersteuning door het SVC Koning van het door de vzw APOMSA ingediende project “Ouderschapsondersteuning” goed te keuren;*

*De bij deze beraadslaging gevoegde projectfiche goed te keuren en ter goedkeuring voor te leggen aan de Directie Stadsvernieuwing;*

*De gemeenteraad in zijn volgende zitting de overeenkomst betreffende de toekenning van deze nieuwe subsidie aan de vzw APOMSA in het kader van het SVC Koning te doen goedkeuren.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 september 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw APOMSA voor de uitvoering van de pool Jeugd;

Gelet op de beraadslaging van het College van 29 september 2022:

*{...} Om alle projectdragers van het sociaal-economische luik in staat te stellen hun activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;*

*De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;*

*Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.*

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende dat gezien de evolutie van het SVC Koning en de bijzondere omstandigheden van de jaren 2020 en 2021, werd voorgesteld de enveloppe voor een oproep tot burgerprojecten te schrappen;

Overwegende dat de vrijmaking van deze enveloppe het derhalve mogelijk maakt bepaalde projecten te verlengen dankzij een versterking van de financiële middelen;

Overwegende dat alleen het project van APOMSA later van start is gegaan en het project met een aanvullende bijdrage van 15.000 euro zou kunnen worden verlengd tot december 2023;

Overwegende dat er een nieuwe budgettaire uitsplitsing moet worden voorgesteld;

BESLIST:

Het aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst, zoals die als bijlage gaat, goed te keuren;

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

De verlenging van het project “Ouderschapsondersteuning - APOMSA” tot 31/12/2023 goed te keuren;

De bijkomende subsidie van 15.000 euro voor het project “Ouderschapsondersteuning - APOMSA” goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van het aanhangsel;

Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

7 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 4 : « Avenue du Roi » (Forest/Saint-Gilles) – Volet 5° du CRU - Actions socio-économiques – pôle Petite Enfance - Approbation de l’Avenant 01 à la convention du 13.01.2020 relatif au projet Lieu de rencontre parents-enfants (LREP) – « La Récré du Midi».**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Région et la commune et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu la délibération du Conseil du 02 juillet 2019 approuvant l'avenant N°1 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu la délibération proposée au Conseil du 16 février 2021 approuvant l'avenant N°2 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la délibération du collège du 11 octobre 2018 validant la proposition de méthodologie de sélection des projets du volet 5° du CRU ROI et, en particulier, l'objectif de traiter des thématiques retenues dans le programme du CRU ROI de manière intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2019 approuvant la convention relative au projet Petite Enfance porté conjointement par le service Petite enfance de la commune de Forest et le Réseau Saint-Gillois des mini-crèches asbl ;

Vu la délibération du collège du 29 septembre 2022 :

*{...} De permettre à tous les porteurs de projet du Volet Socio-économique de poursuivre leurs activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;  
D'approuver les nouvelles ventilations budgétaires jointes à la présente délibération ;  
De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.*

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant les résultats accomplis par ce projet, dans des conditions compliquées par la crise Covid ;

Considérant qu'indépendamment de ces difficultés le projet rencontre son public et permet de compléter l'offre d'accompagnement pour les tout-petits et leurs parents ;

Considérant que le service Petite Enfance de la commune de Forest et l'asbl le Réseau ont indiqué être en mesure de prolonger le projet au cours de l'année 2023, moyennant un apport complémentaire de 20.000,00 euros, soit 10.000,00 euros par commune ;

Considérant que les deux communes disposent chacune d'une enveloppe de 1.099.500,00 euros à affecter au volet 5°, dit socio-économique ;

Considérant que sur base des différentes réaffectations des crédits non dépensés sur les exercices antérieurs, cette enveloppe est disponible ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer une nouvelle ventilation budgétaire ;

Considérant que pour les besoins du projet, la commune de Forest versera en deux fois une partie de son subside un montant de 23.191,7 € à l'asbl « Réseau Saint-Gillois des mini-crèches » sur base d'une déclaration de créance ;

Considérant que le montant de 23.191,7 € servira à subvenir aux dépenses liées aux frais d'investissement et de fonctionnement au sein du LREP ;

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2022 par le Conseil communal et la tutelle)

De charger le Collège de l'exécution de la présente ;

D'approuver l'avenant à la convention de partenariat telle que reprise en annexe ;

D'approuver la prolongation du projet du 01/01/2023 jusque au 31/12/2023 ;

D'approuver le subside supplémentaire de 20.000 euros au projet « Récré du Midi » (10.000 pour Saint-Gilles et 10.000 pour Forest) ;

D'approuver le versement en deux fois d'une partie du subside de la Commune de Forest à l'asbl « Réseau Saint-Gillois des mini-crèches » d'un montant de 23.191,7euros ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants ;

De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract - SVC 4 “Koningslaan” (Vorst/Sint-Gillis) - Luik 5° van het SVC - Sociaal-economische acties - Pool Kinderopvang - Goedkeuring van aanhangsel 1 bij de overeenkomst van 13.01.2020 betreffende het project “Ontmoetingsplaats voor ouders en kinderen - La Récré du Midi”.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente en tot vastlegging van de subsidiëeringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging voorgelegd aan de Gemeenteraad van 16 februari 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 oktober 2018 waarin het voorstel van selectiemethodologie van de projecten van het luik 5° van het SVC Koning gevalideerd werd en, in het bijzonder, de doelstelling om thema’s die vastgelegd werden in het programma van het SVC Koning intergemeentelijk te behandelen;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 december 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende het project Kinderopvang dat gezamenlijk wordt uitgevoerd door de dienst Kinderopvang van de gemeente Vorst en de vzw “Réseau Saint-Gillois des mini-crèches”;

Gelet op de beraadslaging van het College van 29 september 2022:

*{...} Om alle projectdragers van het sociaal-economische luik in staat te stellen hun activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;*

*De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;*

*Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.*

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende de resultaten van dit project, onder omstandigheden die door de Covid-crisis worden bemoeilijkt;

Overwegende dat ondanks deze moeilijkheden het project zijn publiek tegemoetkomt en het ondersteuningsaanbod voor jonge kinderen en hun ouders kan worden aangevuld;

Overwegende dat de dienst Kinderopvang van de gemeente Vorst en de vzw Réseau hebben aangegeven dat zij het project in het jaar 2023 kunnen verlengen tegen een bijkomende bijdrage van 20.000 euro, d.w.z. 10.000 euro per gemeente;

Overwegende dat beide gemeenten elk over een enveloppe van 1.099.500 euro beschikken voor luik 5, het zogenaamde sociaal-economische luik;

Overwegende dat deze enveloppe op basis van de verschillende herbestemmingen van de in de vorige dienstjaren niet gebruikte middelen beschikbaar is;

Overwegende dat er een nieuwe budgettaire uitsplitsing moet worden voorgesteld;

Overwegende dat de gemeente Vorst voor de behoeften van het project in twee schijven een deel van haar subsidie, nl. 23.191,7 euro, zal betalen aan de vzw “Réseau Saint-Gillois des mini-crèches” op basis van een schuldvordering;

Overwegende dat het bedrag van 23.191,7 euro zal dienen om de uitgaven in verband met de investerings- en werkingskosten binnen de Ontmoetingsplaats voor Ouders en Kinderen te dekken;

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2022 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid)

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

Het aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst, zoals die als bijlage gaat, goed te keuren;

De verlenging van het project van 01/01/2023 tot 31/12/2023 goed te keuren;

De bijkomende subsidie van 20.000 euro voor het project “Récré du Midi” (10.000 euro voor Sint-Gillis en 10.000 euro voor Vorst) goed te keuren;

De betaling in twee schijven van een deel van de subsidie van de Gemeente Vorst aan de vzw “Réseau Saint-Gillois des mini-crèches” ten bedrage van 23.191,7 euro goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

8 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 4 « Avenue du Roi » (Forest/Saint-Gilles) – Volet 5° du CRU - Actions socio-économiques - Pôle Jeunesse – Approbation de l’Avenant 01 à la convention du 13.01.2020 relatif au projet « MJ2 - Zéro frontière ».**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Région et la commune et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu la délibération du Conseil du 02 juillet 2019 approuvant l’avenant N°1 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu la délibération proposée au Conseil du 16 février 2021 approuvant l’avenant N°2 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la délibération du collège du 11 octobre 2018 validant la proposition de méthodologie de sélection des projets du volet 5° du CRU ROI et, en particulier, l’objectif de traiter des thématiques retenues

dans le programme du CRU ROI de manière intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2019 approuvant la convention entre la commune de Forest et la Maison des Jeunes de Forest pour la mise en œuvre du pôle Jeunesse;

Vu la délibération du Collège du 29 septembre 2022 :

*{...} De permettre à tous les porteurs de projet du Volet Socio-économique de poursuivre leurs activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;  
D'approuver les nouvelles ventilations budgétaires jointes à la présente délibération ;  
De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.*

Considérant que dans une volonté de mener des projets intercommunaux, le projet du Pôle Jeunesse « MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière » est porté par la Maison des Jeunes de Forest et la Cité des Jeunes de Saint-Gilles ;

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant que les circonstances particulières de l'année 2020 et 2021, en particulier dues à l'impact de la pandémie de Covid19, n'ont pas permis au porteur de développer son projet conformément aux prévisions ;

Considérant que le projet Jeunesse « MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière » va réaffecter les crédits non consommés en 2020 et 2021 sur 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer une nouvelle ventilation budgétaire ;

Considérant que la nouvelle ventilation budgétaire proposée par le porteur, permet de prolonger le projet en 2023 ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention de partenariat telle que reprise en annexe ;

De charger le Collège de l'exécution de la présente ;

D'approuver la prolongation du projet « MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière » du 01/01/2023 jusque au 31/12/2023 ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants ;

De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract - SVC 4 “Koningslaan” (Vorst/Sint-Gillis) - Luik 5° van het SVC - Sociaal-economische acties - Pool Jeugd - Goedkeuring van aanhangsel 1 bij de overeenkomst van 13.01.2020 betreffende het project “MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière”.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;



Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente en tot vastlegging van de subsidiëringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging voorgelegd aan de Gemeenteraad van 16 februari 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 oktober 2018 waarin het voorstel van selectiemethodologie van de projecten van het luik 5° van het SVC Koning gevalideerd werd en, in het bijzonder, de doelstelling om thema’s die vastgelegd werden in het programma van het SVC Koning intergemeentelijk te behandelen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 december 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het Jeugdhuis van Vorst voor de uitvoering van de pool

Jeugd;

Gelet op de beraadslaging van het College van 29 september 2022:

*{...} Om alle projectdragers van het sociaal-economische luik in staat te stellen hun activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;*

*De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;*

*Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.*

Overwegende dat in een streven naar het opzetten van intergemeentelijke projecten, het project van de pool Jeugd “MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière” wordt gedragen door het Jeugdhuis van Vorst en jeugdhuis “La Cité des Jeunes” van Sint-Gillis;

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende dat de bijzondere omstandigheden van het jaar 2020 en 2021, met name door de Covid-pandemie, de projectdrager niet de mogelijkheid boden zijn project zoals gepland ten uitvoer te leggen;

Overwegende dat het project “MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière” de in 2020 en 2021 niet gebruikte fondsen zal herbestemmen naar 2023;

Overwegende dat er een nieuwe budgettaire uitsplitsing moet worden voorgesteld;

Overwegende dat de door de projectdrager voorgestelde nieuwe budgettaire uitsplitsing het mogelijk maakt het project te verlengen tot 2023;

BESLIST:

Het aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst, zoals die als bijlage gaat, goed te keuren;

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

De verlenging van het project “MJ<sup>2</sup> - Zéro frontière” van 01/01/2023 tot 31/12/2023 goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

- 
- 9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 4 : « Avenue du Roi » (Forest/Saint-Gilles) – Volet 5° du CRU - Actions socio-économiques – Pôle culture – Approbation de l’Avenant 01 à la convention du 08.01.2020 relatif au projet « Hors les muren ! ».**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la «zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Région et la commune et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu la délibération du Conseil du 02 juillet 2019 approuvant l'avenant N°1 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu la délibération proposée au Conseil du 16 février 2021 approuvant l'avenant N°2 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4/Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 qui prévoit malgré la suspension et la prolongation des délais, un délai complémentaire de 6 mois pour les opérations de rénovation urbaine en cours d'exécution portant le délai de la phase d'exécution au 31 décembre 2023 ;

Vu la délibération du collège du 11 octobre 2018 validant la proposition de méthodologie de sélection des projets du volet 5° du CRU ROI et, en particulier, l'objectif de traiter des thématiques retenues dans le programme du CRU ROI de manière intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2019 approuvant la convention entre la

commune de Forest et le Wiels pour la mise en œuvre du pôle culture ;

Vu la délibération du Collège du 29 septembre 2022 :

*{...} De permettre à tous les porteurs de projet du Volet Socio-économique de poursuivre leurs activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;  
D'approuver les nouvelles ventilations budgétaires jointes à la présente délibération ;  
De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.*

Considérant que dans une volonté de mener des projets intercommunaux, le projet du pôle culture est porté par le Wiels, la Maison des cultures de Saint-Gilles et le Brass ;

Considérant que le Wiels représente les 3 institutions ;

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant que les circonstances particulières de l'année 2020 et 2021, en particulier dues à l'impact de la pandémie de Covid19, n'ont pas permis au porteur de développer son projet conformément aux prévisions ;

Considérant que le projet Culture « Hors les muren ! » va réaffecter les crédits non consommés au cours des années précédentes ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer une nouvelle ventilation budgétaire ;

Considérant que la nouvelle ventilation budgétaire proposée par le porteur, permet de prolonger le projet en 2023 ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention de partenariat telle que reprise en annexe ;

De charger le Collège de l'exécution de la présente ;

D'approuver la prolongation du projet « Hors les muren ! » du 01/01/2023 jusque au 31/12/2023 ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants ;

De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract - SVC 4 “Koningslaan” (Vorst/Sint-Gillis) - Luik 5° van het SVC - Sociaal-economische acties - Pool Cultuur - Goedkeuring van aanhangsel 1 bij de overeenkomst van 08.01.2020 betreffende het project “Hors les muren!”.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente en tot vastlegging van de subsidiëeringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging voorgelegd aan de Gemeenteraad van 16 februari 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 ‘Koning’;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van sommige termijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, die ondanks de opschorting en de verlenging van de termijnen, voorziet in een bijkomende termijn van 6 maanden voor stadsvernieuwingsoperaties in uitvoering, waardoor de einddatum voor de uitvoeringsfase op 31 december 2023 komt;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 oktober 2018 waarin het voorstel van selectiemethodologie van de projecten van het luik 5° van het SVC Koning gevalideerd werd en, in het bijzonder, de doelstelling om thema’s die vastgelegd werden in het programma van het SVC Koning intergemeentelijk te behandelen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 december 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en Wiels voor de uitvoering van de pool cultuur;

Gelet op de beraadslaging van het College van 29 september 2022 om:

*{...} Alle projectdragers van het sociaal-economische luik in staat te stellen hun activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;  
De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;  
Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.*

Overwegende dat in een streven naar het opzetten van intergemeentelijke projecten het project van de pool cultuur gedragen wordt door Wiels, het Huis van Culturen van Sint-Gillis en Brass;

Overwegende dat Wiels de 3 instanties vertegenwoordigt;

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende dat de bijzondere omstandigheden van het jaar 2020 en 2021, met name door de Covid-pandemie, de projectdrager niet de mogelijkheid boden zijn project zoals gepland ten uitvoer te leggen;

Overwegende dat het cultuurproject “Hors les muren!” de in de vorige jaren niet gebruikte middelen zal herbestemmen;

Overwegende dat er een nieuwe budgettaire uitsplitsing moet worden voorgesteld;

Aangezien de door de projectdrager voorgestelde nieuwe verdeling van de begroting het mogelijk maakt het project te verlengen tot 2023;

BESLIST:

Het aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst, zoals die als bijlage gaat, goed te keuren;

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

De verlenging van het project “Hors les muren!” van 01/01/2023 tot 31/12/2023 goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

- 
- 10 **Revitalisation des quartiers - ABY - Marché de services CSC 2016-01 - Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité "d'auteur de projet", en vue de la réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel – Modification sans nouvelle procédure – Avenant 3 : Adaptation des honoraires – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.00, 00€ pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mai 2015 octroyant une subvention de 7.359.272,00€ à la commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Abbaye de Forest » intégré au programme opérationnel FEDER Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/2 et l'article 38/19 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018, dit 'de réparation', modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics, notamment l'article 14 rendant applicable les articles 38/1, 38/2 et 38/19 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 pour les marchés publiés avant le 30 juin 2017 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15 juin 2017 relative à l'attribution du marché de services ABY - CSC 2016-01 " Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité "d'auteur de projet", en vue de la réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel ", d'attribuer le marché susdit à l'Association Momentanée: A Practice sprl / :mlzd GmbH, Boulevard du Midi 25-27 - 1000 Bruxelles , conformément à son offre du 19 avril 2017 se révélant la plus avantageuse au regard des critères d'attribution, pour un montant de 2.250.000,00€ HTVA soit 2.755.000,00€ TVAC comportant une tranche ferme de 1.350.000,00€ HTVA soit 1.633.500,00€ TVAC et une tranche conditionnelle d'un montant de 900.000,00€ HTVA soit 1.089.000,00€ TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 15 novembre 2018, relative à « l'Avenant 1 : extension de la mission à la restauration et la mise en valeur des jardins de l'Abbaye de Forest », d'approuver la modification sans nouvelle procédure du marché de service initial CSC 2016-01 et ayant pour objet l'extension de la mission de base à la « mission d'auteur de projet pour la restauration et la mise en valeur des Jardins de l'Abbaye de Forest » pour le montant forfaitaire de 270.000,00€ HTVA, soit 326.700,00 euros TVAC, comportant une tranche ferme d'un montant de 162.000,00€ HTVA soit 196.020,00€ TVAC et une tranche conditionnelle d'un montant de 108.000,00€ HTVA soit 130.680,00€ TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 19 décembre 2019, relative à « l'Avenant 2 : Extension pôle », d'approuver la modification sans nouvelle procédure du marché de service initial CSC 2016-01 et ayant pour objet l'extension de la mission de base à la « mission d'auteur de projet relative à la démolition/reconstruction de 2 maisons sise chaussée de Bruxelles 18-20 et 22-24, à l'extension du pôle spectacle, à la rénovation de la cure et à la construction d'un équipement de

détente» pour le montant forfaitaire de 630.000,00€ htva (soit 762.300,00€ tvac) comprenant une tranche ferme pour un montant de 378.000,00€ htva (soit 457.380,00€ tvac) et une tranche conditionnelle pour un montant de 252.000,00€ htva (soit 304.920,00€ tvac) ;

Considérant le courrier adressé à la Commune par le bureau d'études A-practice sprl daté du 24 octobre 2022, en vue d'obtenir la valorisation de prestations, échues ou en cours, pour lesquelles une adaptation des honoraires est nécessaire ;

Considérant que les revendications du bureau d'étude A-practice, à intégrer sous forme d'avenant à la mission d'auteur de projet, portent sur :

- TITRE I : ADAPTATION HONORAIRES « BÂTI » : Adaptation des honoraires relatifs à la mission d'auteur de projet au regard de l'augmentation du budget estimatif des travaux « BÂTI » de 21.234.690,20€ htva (mission de base + avenant 2) à 24.520.568,00€ htva (estimation stade dépôt PU1bis), soit une augmentation de 3.285.877,80€ htva ;
- TITRE II : ADAPTATION HONORAIRES « JARDINS » : Adaptation des honoraires relatifs à la mission d'auteur de projet au regard de l'augmentation du budget estimatif des travaux « JARDINS » de 3.000.000,00€ htva (mission de base + avenant 1) à 3.791.248,43€ htva (estimation stade dépôt PU1bis), soit une augmentation de 791.248,43€ htva ;
- TITRE III : MISSION D'ETUDE COMPLEMENTAIRE : Valorisation d'une étude complémentaire visant à intégrer les contraintes d'accès d'Audi au parking P1 et à certaines installations logistiques accessibles depuis la rue des Abbesses ;

Considérant la note technique NT54 rédigée par le chef de projet en vue d'analyser le cadre réglementaire et la légitimité de cette demande d'honoraires complémentaires et d'en évaluer le montant ;

Considérant que les augmentations des budgets de travaux « bâtis » et « jardins » ainsi que la mission relative au Titre III de l'avenant sont imputables à des demandes supplémentaires et/ou à des modifications de programme formulées en cours d'exécution de la mission : modifications programmatiques, réorganisation complète des fonctions à l'échelle du pôle, demandes patrimoniales spécifiques, prise en compte de contraintes techniques spécifiques ou d'exigences spécifiques en termes de performances...;

Considérant que ces modifications constituent des « modifications rendues nécessaires par des circonstances qu'un adjudicateur diligent ne pouvait pas prévoir » au sens de l'article 38/2-1° de l'AR du 14 janvier 2013 ;

Considérant que ces modifications ne changent pas la nature globale du marché initial relatif à la « *réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel* » au sens de l'article 38/2-2° de l'AR du 14 janvier 2013 ;

Considérant que la nature globale du marché initial vise la « *réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel* », que l'ensemble des modifications envisagées à travers l'Avenant 3 s'inscrivent dans ce projet de reconversion et de réhabilitation du site, et que ces modifications ne changent dès lors pas la nature globale du marché au sens de l'article 38/2-2° de l'AR du 14 janvier 2013 ;

Considérant que le montant global des honoraires relatifs à l'avenant 3 peut être évalué forfaitairement et détaillé comme suit, la portée des tranches fermes et conditionnelles se reportant à l'article 1.5 « Fractionnement de la mission – marché par tranches » du cahier des charges CSC 2016-01 de la mission de base :

- TITRE I : ADAPTATION HONORAIRES « BÂTI » : 435.000,00€ htva (soit 526.350€ tvac)



comprenant une tranche ferme de 261.000,00€ htva (soit 315.810,00€ tvac) et une tranche conditionnelle de 174.000,00€ htva (soit 210.540,00€ tvac) ;

- TITRE II : ADAPTATION HONORAIRES « JARDINS » : 69.400,00€ htva (soit 83.974,00€ tvac) comprenant une tranche ferme de 41.640,00€ htva (soit 50.384,40€ tvac) et une tranche conditionnelle de 27.760,00€ htva (soit 33.589,60€ tvac) ;
- TITRE III : MISSION D'ETUDE COMPLEMENTAIRE visant à intégrer les contraintes d'accès d'Audi : 13.400,00€ htva, soit 16.214,00€ tvac ;

Considérant que le montant global des honoraires relatifs à l'Avenant 3 est dès lors fixé forfaitairement à 517.800,00€ htva (soit 626.538,00€ tvac), comprenant une tranche ferme pour un montant de 316.040,00€ htva (soit 382.408,40€ tvac) et une tranche conditionnelle pour un montant de 201.760,00€ htva (soit 244.129,60€ tvac) ;

Considérant que le montant forfaitaire global des honoraires relatifs à l'Avenant 3, soit 626.538,00€ tvac, représente 22,7% (pourcentage arrondi) du montant forfaitaire global du marché initial fixé à 2.755.000,00€ TVAC et que l'augmentation de prix résultant de cette modification apportée au marché initial n'est dès lors, au sens de l'article 38/2-3° de l'AR du 14 janvier 2013, pas supérieure à 50% de la valeur du marché initial;

Considérant qu'en vertu de l'article 236 §3 de la Nouvelle loi communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat relatif au cahier spécial des charges ABY-CSC 2016-01 toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant la demande de dérogation budgétaire approuvée par la Tutelle en date du 27 juillet 2022 et permettant l'utilisation des crédits inscrits à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que la dépense correspondant à la tranche ferme de la mission, soit 316.040,00€ htva ou 382.408,40€ tvac, sera financée à 100% par les fonds FEDER et que la dépense relative à la tranche conditionnelle, soit 201.760,00€ htva ou 244.129,60€ tvac sera financée, le cas échéant, à 100% par un emprunt à charge de la Commune ;

Considérant également que, dans son courrier du 24 octobre 2022, le bureau A-practice sollicite, conformément aux termes de l'article 3.6 du cahier des charges de la mission de base, l'accord du Collège concernant la réorganisation de son équipe et les missions confiées à ses sous-traitants tel que détaillé dans la note « équipe » annexée à la présente ;

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 10 novembre 2022 :

*D'approuver la modification sans nouvelle procédure du marché de service initial CSC 2016-01, reprise sous la dénomination « Avenant 3 » pour un montant total fixé forfaitairement à 517.800,00€ htva (soit 626.538,00€ tvac), comprenant une tranche ferme pour un montant de 316.040,00€ htva (soit 382.408,40€ tvac) et une tranche conditionnelle pour un montant de 201.760,00€ htva (soit 244.129,60€ tvac) et détaillé comme suit :*

- TITRE I : ADAPTATION HONORAIRES « BÂTI » : 435.000,00€ htva (soit 526.350€ tvac) comprenant une tranche ferme de 261.000,00€ htva (soit 315.810,00€ tvac) et une tranche conditionnelle de 174.000,00€ htva (soit 210.540,00€ tvac) ;

- *TITRE II : ADAPTATION HONORAIRES « JARDINS » : 69.400,00€ htva (soit 83.974,00€ tvac) comprenant une tranche ferme de 41.640,00€ htva (soit 50.384,40€ tvac) et une tranche conditionnelle de 27.760,00€ htva (soit 33.589,60€ tvac) ;*
- *TITRE III : MISSION D'ETUDE COMPLEMENTAIRE visant à intégrer les contraintes d'accès d'Audi : 13.400,00€ htva, soit 16.214,00€ tvac ;*

*De publier la présente modification de marché sans nouvelle procédure au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 38/19 de l'AR du 14 janvier 2013 ;*

*D'approuver la réorganisation de l'équipe d'auteur de projet telle que détaillée dans la note « équipe » annexée à la présente ;*

*De passer commande de la tranche ferme du présent avenant 3 pour un montant de 316.040,00€ htva soit 382.408,40€ tvac ;*

*D'engager la dépense correspondant à la tranche ferme de l'avenant soit 316.040,00€ htva 382.408,40€ tvac à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du budget extraordinaire de l'exercice 2022.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – ABY – Opdracht voor diensten BB 2016-01 – Aanstelling van een multidisciplinair team, handelend in de hoedanigheid van 'projectontwerper', met het oog op de renovatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool – Wijziging zonder nieuwe procedure – Aanhangsel 3: Aanpassing van de erelonen – Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 mei 2015 tot toekenning van een subsidie van 7.359.272 € aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project 'Abdij van Vorst', opgenomen in het operationele EFRO-programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236, § 3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/2 en artikel 38/19;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het herstel-KB van 15 april 2019 tot wijziging van verschillende KB's betreffende overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 14 betreffende de toepassing van artikel 38/1, 38/2 en 38/19 van het KB van 14 januari 2013 voor de opdrachten bekendgemaakt voor 30 juni 2017;

Gelet op de beslissing het College van Burgemeester en Schepenen van 15 juni 2017 betreffende de gunning van de opdracht voor diensten ABY - BB 2016-01 "Aanstelling van een multidisciplinair team, handelend in de hoedanigheid van 'projectontwerper', met het oog op de renovatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool" om de bovenvermelde opdracht toe te kennen aan de tijdelijke vereniging A Practice sprl / :mlzd GmbH, Zuidlaan 25-27 - 1000 Brussel, overeenkomstig haar offerte van 19 april 2017 die de voordeligste bleek rekening houdend met de toekenningscriteria, voor een bedrag van 2.250.000 € excl. btw, zijnde 2.755.000 € incl. btw, met een vaste schijf van 1.350.000 € excl. btw, zijnde 1.633.500 € incl. btw en een voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 900.000 € excl. btw, zijnde 1.089.000 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 november 2018 betreffende "Aanhangsel 1: uitbreiding van de opdracht tot de restauratie en de opwaardering van de tuinen van de Abdij van Vorst" om goedkeuring te verlenen aan de wijziging zonder nieuwe procedure van de oorspronkelijke opdracht voor diensten BB 2016-01 met als voorwerp de uitbreiding van de basisopdracht tot "opdracht van projectontwerper voor de restauratie en de opwaardering van de tuinen van de Abdij van Vorst" voor het forfaitaire bedrag van 270.000 € excl. btw, zijnde 326.700 € incl. btw, met een vaste schijf voor een bedrag van 162.000 € excl. btw, zijnde 196.020 € incl. btw en een voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 108.000 € excl. btw, zijnde 130.680 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 betreffende "Aanhangsel 2: Uitbreiding pool" om goedkeuring te verlenen aan de wijziging zonder nieuwe procedure van de oorspronkelijke opdracht voor diensten BB 2016-01 met als voorwerp de uitbreiding van de basisopdracht tot "opdracht van projectontwerper met betrekking tot de afbraak/heropbouw van 2 huizen gelegen Brusselsesteenweg 18-20 en 22-24, de uitbreiding van de pool voor vertoningen, de renovatie van de pastorie en de bouw van een ontspanningsvoorziening" voor het forfaitaire bedrag van 630.000 € excl. btw (zijnde 762.300 € incl. btw) met een vaste schijf voor een bedrag van 378.000 € excl. btw (zijnde 457.380 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 252.000 € excl. btw (zijnde 304.920 € incl. btw);

Overwegende de brief van 24 oktober 2022 die het studie bureau A-practice sprl naar de Gemeente heeft gezonden met het oog op het verkrijgen van de valorisatie van verschuldigde of lopende prestaties, waarvoor een aanpassing van de erelonen noodzakelijk is;

Overwegende dat de eisen van het studie bureau A-practice, op te nemen in de vorm van een aanhangsel bij de opdracht van projectontwerper, betrekking hebben op:

- TITEL I: AANPASSING ERELONEN "GEBOUWEN": Aanpassing van de erelonen betreffende de opdracht van projectontwerper met betrekking tot de verhoging van het geraamde budget voor de werken aan "GEBOUWEN" van 21.234.690,20 € excl. btw (basisopdracht + Aanhangsel 2) tot 24.520.568 € excl. btw (raming stadium indiening SV1bis), zijnde een verhoging van 3.285.877,80 € excl. btw;
- TITEL II: AANPASSING ERELONEN "TUINEN" Aanpassing van de erelonen betreffende de opdracht van projectontwerper met betrekking tot de verhoging van het geraamde budget voor de werken aan de "TUINEN" van 3.000.000,00 € excl. btw (basisopdracht + Aanhangsel 1) tot 3.791.248,43 € excl. btw (raming stadium indiening SV1bis), zijnde een verhoging van 791.248,43 € excl. btw;
- TITEL III: AANVULLENDE STUDIE: Valorisatie van een aanvullende studie met het oog op de integratie van de toegangsbeperkingen van Audi tot parking P1 en bepaalde logistieke voorzieningen die toegankelijk zijn vanaf de Abdissenstraat;

Overwegende de door de projectleider opgestelde technische nota NT54 om het regelgevend kader en de rechtmatigheid van dit verzoek om aanvullende erelonen te analyseren en het bedrag ervan te ramen;

Overwegende dat de verhogingen van de budgetten voor werken aan de “gebouwen” en “tuinen” en de opdracht in verband met Titel III van het aanhangsel toe te schrijven zijn aan aanvullende verzoeken en/of programmawijzigingen die tijdens de uitvoering van de opdracht zijn geformuleerd: programmatorische wijzigingen, volledige reorganisatie van functies op het niveau van de pool, specifieke verzoeken in verband met het erfgoed, rekening houden met specifieke technische beperkingen of specifieke prestatie-eisen, ... ;

Overwegende dat deze wijzigingen “het noodzakelijke gevolg zijn van omstandigheden die een zorgvuldige aanbesteder niet kon voorzien” in de zin van artikel 38/2-1° van het KB van 14 januari 2013;

Overwegende dat deze wijzigingen niets veranderen aan de globale aard van de oorspronkelijke opdracht met betrekking tot de “renovatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool” in de zin van artikel 38/2-2° van het KB van 14 januari 2013;

Overwegende dat de globale aard van de oorspronkelijke opdracht betrekking heeft op de “renovatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool”, dat alle door Aanhangsel 3 beoogde wijzigingen deel uitmaken van dit project voor reconversie en renovatie van de site, en dat deze wijzigingen bijgevolg de globale aard van de opdracht niet wijzigen in de zin van artikel 38/2-2° van het KB van 14 januari 2013;

Overwegende dat het totale bedrag van de erelonen met betrekking tot Aanhangsel 3 forfaitair kan worden geraamd en als volgt kan worden gespecificeerd, waarbij voor de omvang van de vaste en voorwaardelijke schijven wordt verwezen naar artikel 1.5 “Verdeling van de opdracht - opdracht in schijven” van het bestek BB 2016-01 van de basisopdracht:

- TITEL I: AANPASSING ERELONEN “GEBOUWEN”: 435.000 € excl. btw (zijnde 526.350 € incl. btw) met een vaste schijf van 261.000 € excl. btw (zijnde 315.810 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf van 174.000 € excl. btw (zijnde 210.540 € incl. btw);
- TITEL II: AANPASSING ERELONEN “TUINEN” 69.400 € excl. btw (zijnde 83.974 € incl. btw) met een vaste schijf van 41.640 € excl. btw (zijnde 50.384,40 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf van 27.760 € excl. btw (zijnde 33.589,60 € incl. btw);
- TITEL III: AANVULLENDE STUDIE met het oog op de integratie van de toegangsbeperkingen van Audi: 13.400 € excl. btw, zijnde 16.214 € incl. btw;

Overwegende dat het totale bedrag van de erelonen met betrekking tot Aanhangsel 3 bijgevolg forfaitair wordt vastgesteld op 517.800 € excl. btw (zijnde 626.538 € incl. btw), met een vaste schijf voor een bedrag van 316.040 € excl. btw (zijnde 382.408,40 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 201.760 € excl. btw (zijnde 244.129,60 € incl. btw);

Overwegende dat het totale forfaitaire bedrag van de erelonen met betrekking tot Aanhangsel 3, zijnde 626.538,00 € incl. btw 22,7 % (afgerond percentage) vertegenwoordigt van het totale forfaitaire bedrag van de oorspronkelijke opdracht vastgesteld op 2.755.000 € incl. btw, en dat de prijsstijging die deze wijziging teweegbrengt aan de oorspronkelijke opdracht in de zin van artikel 38/2-3° van het KB van 14 januari 2013 niet hoger ligt dan 50 % van de waarde van de oorspronkelijke opdracht;

Overwegende dat krachtens artikel 236, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet het College van Burgemeester en Schepenen aan de overeenkomst betreffende het bijzonder bestek ABY-BB 206-01 elke wijziging kan aanbrengen die het noodzakelijk acht bij de uitvoering;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt, ingeschreven is op artikel 9307/723-60/84 “Inrichting van gebouwen in uitvoering” van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende de aanvraag tot afwijking van de begroting goedgekeurd door de toezichhoudende overheid op 27 juli 2022 en die het mogelijk maakt kredieten te gebruiken ingeschreven op artikel 9307/723-60/84 “Inrichting van gebouwen in uitvoering” van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat de uitgave die overeenstemt met de vaste schijf van de opdracht, zijnde 316.040 € excl. btw of 382.408,40 € incl. btw, voor 100% gefinancierd zal worden door EFRO-fondsen en dat de uitgave voor de voorwaardelijke schijf, zijnde 201.760 € excl. btw of 244.129,60 € incl. btw, in voorkomend geval voor 100% gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de Gemeente;

Overwegende tevens dat het bureau A-practice, in zijn brief van 24 oktober 2022, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3.6 van het lastenboek van de basisopdracht, de instemming van het College vraagt betreffende de reorganisatie van zijn team en de aan zijn onderaannemers toevertrouwde opdrachten, zoals beschreven in de bijgevoegde nota “team”;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 10 november 2022 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de wijziging zonder nieuwe procedure van de oorspronkelijke opdracht voor diensten BB 2016-01, “Aanhangsel 3” genoemd, voor een totaalbedrag forfaitair vastgesteld op 517.800 € excl. btw (zijnde 626.538 € incl. btw), met een vaste schijf voor een bedrag van 316.040 € excl. btw (zijnde 382.408,40 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 201.760 € excl. btw (zijnde 244.129,60 € incl. btw) als volgt gespecificeerd:*

- *TITEL I: AANPASSING ERELONEN “GEBOUWEN”: 435.000 € excl. btw (zijnde 526.350 € incl. btw) met een vaste schijf van 261.000 € excl. btw (zijnde 315.810 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf van 174.000 € excl. btw (zijnde 210.540 € incl. btw);*
- *TITEL II: AANPASSING ERELONEN “TUINEN” 69.400 € excl. btw (zijnde 83.974 € incl. btw) met een vaste schijf van 41.640 € excl. btw (zijnde 50.384,40 € incl. btw) en een voorwaardelijke schijf van 27.760 € excl. btw (zijnde 33.589,60 € incl. btw);*
- *TITEL III: AANVULLENDE STUDIE met het oog op de integratie van de toegangsbeperkingen van Audi: 13.400 € excl. btw, zijnde 16.214 € incl. btw;*

*Deze wijziging van de opdracht zonder nieuwe procedure bekend te maken in het Officieel Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen overeenkomstig artikel 38/19 van het KB van 14 januari 2013;*

*Goedkeuring te verlenen aan de reorganisatie van het team van projectontwerpers zoals gespecificeerd in de bijgevoegde nota “team”;*

*Over te gaan tot de bestelling van de vaste schijf van onderhavig Aanhangsel 3 voor een bedrag van 316.040 € excl. btw, zijnde 382.408,40 € incl. btw;*

*De uitgave die overeenstemt met de vaste schijf van het aanhangsel, zijnde 316.040 € excl. btw, 382.408,40 € incl. btw, vast te leggen op artikel 9307/723-60/84 “Inrichting van gebouwen in uitvoering” van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

---

11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine ROI et Contrat de Quartier Durable Wiels sur Senne – Sites Chassart (Avenue Van Volxem 400-402) et Axima (Rue du Monténégro 138-152) – Occupation temporaire et transitoire des sites – Prolongation de l’occupation – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du « Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi » ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 octroyant une subvention de € 3.295.251,00 à la Commune de Forest pour l’exécution du programme CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

*D’approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;*

*De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites conventions, ci-annexées.*

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la première modification du programme Contrat de Rénovation Urbaine – CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire du complexe immobilier composé d’un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400, et d’un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402, cadastré actuellement section A

numéro 17 C 9 pour une superficie de dix ares cinquante centiares (10a 50ca) ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 juillet 2019 revue par le Conseil du 10 septembre 2019 relative à la convention d'occupation entre la Région et la Commune ;

Considérant que la Commune a acquis le bien sis rue du Monténégro 138-152 et qu'il était souhaitable que le bien soit occupé de manière temporaire afin d'éviter les dégradations du site et aussi offrir des espaces d'activation possibles aux associations et citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne intégrant entre autre comme opération la rénovation du site Axima en logements accessibles, accueil Petite enfance et équipement de proximité ;

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 21 avril 2020 décidant entre autres :

*De procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Axima et Chassart ;*

*D'utiliser le subside reçu de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du CRU ROI à cet effet (le projet sélectionné qui répondra au mieux à l'appel à projet bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises aux normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;*

*D'approuver les termes et la diffusion de l'appel à projets joint en annexe en vue de confier la gestion et l'activation d'une partie du site Axima et du site Chassart à un tiers ;*

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juin 2020 d'entre autres :

*Approuver l'occupation à titre temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima par le candidat COMMUNA asbl via une convention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;*

*D'approuver la subvention du projet « Axima Chassart - l'urbanisme transitoire pour soutenir les dynamiques locales » porté par le candidat 2, Communa, permettant l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima, via une convention de subvention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;*

*D'approuver le paiement d'un acompte de 70% du montant prévu pour l'année 2020 par le crédit inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2020 à l'article 93010/332-02/90 - Subsidés aux organismes au service des ménages, sous réserve d'approbation de la convention de subvention par le conseil communal et la réception d'une déclaration de créance ;*

*De transmettre pour paiement la déclaration de créance au service financier ;*

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 7 juillet 2020 :

*D'approuver le modèle de convention de subvention et de convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 proposées en annexes ;*

*De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer les conventions avec le candidat sélectionné.*

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 6 juillet 2021 :

*D'approuver le modèle d'avenant à la convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 proposé en annexe ;*

*De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer l'avenant à ladite convention avec le bénéficiaire, à savoir l'asbl Communa.*

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant l'occupation temporaire des sites Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro, 138-152) dont la convention prévoit l'occupation jusqu'en novembre 2022 ;

Vu la décision du collège du 7 juillet 2022 :

*D'approuver le principe que Communa occupe les deux sites 'Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro, 138-152) jusque fin 2023 ;  
Que le service Revitalisation des quartiers cherche des solutions financières pour maintenir Communa dans les sites.*

Considérant que le projet de rénovation du site Chassart (Avenue Van Volxem 400-402) en cité de la Petite Enfance fait partie du programme du CRU ROI avec Beliris en tant que Maître d'ouvrage dont le planning actuel et prévisionnel prévoit un démarrage des travaux en mars 2025 ;

Considérant que pour le site Axima (Rue du Monténégro 138-152), le service Travaux - Revitalisation des quartiers, étudie actuellement les différentes options et que des travaux n'interviendront raisonnablement pas avant 2026 ;

Considérant que la gestion transitoire des deux sites permet l'accueil de diverses activités consacrées à toutes tranches d'âges ;

Considérant qu'un projet pour les jeunes du quartier (porté par la Maison des jeunes) s'est installé dans le site Axima récemment, que les acteurs qui occupaient l'Imprimerie (fermée pour raison de sécurité et d'un futur chantier) s'installent dans le foyer, qu'une dynamique est en cours tant sur Chassart que sur Axima ;

Considérant les résultats obtenus via les occupations temporaires dans des conditions compliquées par la crise Covid ;

Considérant qu'indépendamment de ces difficultés le projet répond aux besoins des associations et citoyens du périmètre en terme d'accompagnement social ;

Considérant qu'au vu de l'évolution du CRU ROI et des circonstances particulières des années 2020 et 2021, il a été proposé de supprimer l'enveloppe de 230.000,00 euros dédiée à un appel à projet citoyen ;



Considérant que sur base des différentes réaffectations des crédits non dépensés sur les exercices antérieurs, cette enveloppe est disponible ;

Considérant dès lors que la libération de cette enveloppe permettrait de prolonger certains projets grâce à un renforcement de l'enveloppe financière ;

Considérant que la Commune souhaite maintenir ces projets et que pour se faire il y'a lieu de prévoir des montants importants pour les charges (électricité, eau) ainsi qu'un montant pour l'asbl qui en assure la gestion ;

Considérant que le porteur Communa asbl a indiqué être à mesure de prolonger le projet au cours de l'année 2023, moyennant un apport supplémentaire de 50.000,00 euros ;

Considérant qu'il y'a lieu de proposer une nouvelle ventilation budgétaire ;

Considérant l'avenant 02 à la convention d'occupation à titre précaire ci-annexé permettant de prolonger l'occupation temporaire des deux sites Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro 138-152) jusque fin décembre 2023 ;

Considérant l'avenant 02 à la convention de subventionnement ci-annexé pour l'occupation et la gestion des bâtiments sis Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro 138-152) ;

DECIDE :

De charger le Collège de l'exécution des présentes ;

Compte tenu des différents arrêtés qui portent au 31 décembre 2023 la date de fin du CRU ROI – de permettre au porteur Communa asbl de poursuivre ses activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;

D'approuver le subside supplémentaire de 50.000,00 euros au projet Occupation temporaire des sites Chassart et Axima porté par Communa asbl ;

D'approuver les avenants à la convention d'occupation et de subventionnement tels que repris en annexes ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants ;

De transmettre la présente délibération et ses annexes à la Direction de la Rénovation Urbaine pour accord.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) – Tijdelijk en overgangsgebruik van de sites – Verlenging van het gebruik – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot toekenning van een toelage van € 3.295.251,00 aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het programma SVC nr. 4 “Koningslaan”;

Gelet op zijn beslissing van 19 december 2017 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC ‘Koningslaan’;*

*Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten, opgenomen als bijlage, te ondertekenen.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 tot toekenning van de bijkomende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen toegekend aan de begunstigden voor de uitvoering van de acties en operaties naar aanleiding van de eerste programmawijziging van het SVC nr. 4 ‘Koningslaan’;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het vastgoedcomplex bestaande uit een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en aanhorigheden, gelegen Van Volxemlaan 400, en van een appartements- of kantoorgebouw (met uitzondering van één appartement), met inrit voor vrachtwagens via binnenplein, gelegen Van Volxemlaan 402, momenteel gekadastreerd onder sectie A, nummer 17 C 9 met een oppervlakte van tien are vijftig centiare (10a 50ca);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 juli 2019, herzien door de Raad van 10 september 2019, betreffende de gebruiksovereenkomst tussen het Gewest en de Gemeente;

Overwegende dat de Gemeente het goed gelegen Montenegrostraat 138-152 aangekocht heeft en dat het wenselijk was dat het goed tijdelijk gebruikt wordt om verval van de site te vermijden en ook om mogelijke activeringsruimten te bieden aan verenigingen en burgers;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 om de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract ‘Wiels aan de Zenne’ goed te keuren, met o.a. de renovatie van de Axima-site tot toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 april 2020, waarbij onder meer beslist werd:

*Een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart;*

*De subsidie ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het SVC 'Koningslaan' daartoe te gebruiken (het geselecteerde project dat het best beantwoordt aan de projectoproep, zal genieten van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socio-culturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk);*

*Goedkeuring te verlenen aan de inhoud en de verspreiding van de als bijlage opgenomen projectoproep die ertoe strekt het beheer en de activering van een deel van de sites Axima en Chassart aan een derde toe te vertrouwen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om onder meer:

*Goedkeuring te verlenen aan het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima door de kandidaat, vzw COMMUNA, via een overeenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;*

*Goedkeuring te verlenen aan de subsidie van het project 'Axima Chassart - transitiestedenbouw om de plaatselijke dynamieken te ondersteunen' gedragen door kandidaat 2, Communa, dat het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima mogelijk maakt, via een subsidiëringsovereenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;*

*Goedkeuring te verlenen aan de betaling van een voorschot van 70% van het bedrag voorzien voor het jaar 2020, met het krediet ingeschreven op de gewone dienst van de begroting 2020 op artikel 93010/332-02/90 - Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen, onder voorbehoud van goedkeuring van de subsidiëringsovereenkomst door de gemeenteraad en de ontvangst van een schuldvordering;*

*De schuldvordering voor betaling over te maken aan de financiële dienst.*

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 7 juli 2020 om:

*Het model van subsidiëringsovereenkomst en overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;*

*Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomsten met de geselecteerde kandidaat te ondertekenen.*

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 6 juli 2021 om:

*Het model van aanhangsel bij de overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;*

*Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel van voornoemde overeenkomst met de begunstigde, namelijk de vzw Communa, te ondertekenen.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende de tijdelijke bezetting van de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152), waarvan de overeenkomst voorziet in een bezetting tot november 2022;

Gelet op de beslissing van het College van 7 juli 2022 om:

*Goedkeuring van het principe dat Communa de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) tot eind 2023 bezet;*

*Dat de dienst Heropleving van de Wijken zoekt naar financiële oplossingen om Communa op de sites te houden.*

Overwegende dat de renovatie van de Chassart-site (Van Volxemlaan 400-402) tot centrum voor het jonge kind deel uitmaakt van het programma van het CSV Koning met Beliris als opdrachtgever, waarvan de huidige en voorlopige planning voorziet in de aanvang van de werkzaamheden in maart 2025;

Overwegende dat voor de Axima-site (Montenegrostraat 138-152) de dienst Werken - Heropleving van de Wijken momenteel de verschillende opties bestudeert en dat de werkzaamheden redelijkerwijs niet vóór 2026 zullen plaatsvinden;

Overwegende dat het overgangsbeheer van beide sites verschillende activiteiten voor alle leeftijdsgroepen kan behelzen;

Overwegende dat er op de Axima-site onlangs een project voor de jongeren van de wijk is opgezet (gedragen door het Jeugdhuis), dat de actoren die de Drukkerij gebruikten (gesloten om veiligheidsredenen en geplande werken), hun intrek nemen in de foyer, dat er zowel in Chassart als in Axima een dynamiek op gang is gekomen;

Overwegende de resultaten van dit project, onder omstandigheden die door de coronacrisis worden bemoeilijkt;

Overwegende dat, los van deze moeilijkheden, het project beantwoordt aan de behoeften van de verenigingen en de burgers van de perimeter op het vlak van sociale ondersteuning;

Overwegende dat gezien de evolutie van het SVC Koning en de bijzondere omstandigheden van de jaren 2020 en 2021, werd voorgesteld de enveloppe van 230.000,00 euro voor een oproep tot burgerprojecten te schrappen;

Overwegende dat deze enveloppe op basis van de verschillende herbestemmingen van de in de vorige dienstjaren niet gebruikte middelen beschikbaar is;

Overwegende dat de vrijmaking van deze enveloppe het derhalve mogelijk maakt bepaalde projecten te verlengen dankzij een versterking van de financiële middelen;

Overwegende dat de Gemeente deze projecten wil behouden en dat daarvoor aanzienlijke bedragen moeten worden uitgetrokken voor de lasten (elektriciteit, water) en een bedrag voor de vzw die voor

het beheer instaat;

Overwegende dat de vzw Communa heeft aangegeven dat ze het project in het jaar 2023 kan voortzetten, mits een bijkomende inbreng van 50.000,00 euro;

Overwegende dat er een nieuwe budgettaire uitsplitsing moet worden voorgesteld;

Overwegende aanhangsel 2 bij de bijgevoegde overeenkomst waardoor het tijdelijk en overgangsgebruik van de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) wordt verlengd tot eind december 2023;

Overwegende aanhangsel 2 bij de bijgevoegde subsidieovereenkomst voor gebruik en beheer van de gebouwen Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152);

## BESLIST

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

Rekening houdend met de verschillende besluiten die de einddatum van het SVC Koning verlengen tot 31 december 2023, de vzw Communa de mogelijkheid te bieden haar activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen de enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;

Goedkeuring te verlenen aan de bijkomende subsidie van 50.000,00 euro voor het tijdelijk gebruik van de sites Chassart en Axima door de vzw Communa;

Goedkeuring te verlenen aan de als bijlage opgenomen aanhangsels bij de gebruiks- en subsidieovereenkomst;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging en de bijlagen ter goedkeuring over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### IT - IT

#### 12 **Informatique – Acquisition de matériel informatique – Désignation – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieure ;

Vu la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1°, d), ii) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2022-2023 ;

Considérant que les écoles sont déjà équipées par ce type de matériel et que le personnel enseignant a été formé pour celui-ci ;

Vu l'offre régulière et conforme de la S.A. KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, B.C.E. 0437.838.895 ;

Considérant que ces fournitures ne peuvent être livrées que par la S.A. KOESIO BELGIQUE pour les raisons techniques suivantes : les nouveaux ActivPanels doivent être compatibles avec les ActivPanels existants et entretenus par le même adjudicataire ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 7202/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (subsidié à 100% à l'article de recette 7202/661-51/15) ;

Vu la notification du Ministre des Pouvoirs locaux du 27 juillet 2022 autorisant l'administration communale à exécuter plusieurs articles budgétaires (dans l'attente que le budget 2022 soit approuvé), notamment l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 pour un montant de 47.000,00 € ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 novembre 2022 :

- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42 § 1er, 1°, d), ii) de la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics ;
- De désigner la société S.A. KOESIO BELGIQUE pour l'acquisition d'ActivPanels pour diverses écoles de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécialisé de la commune au cours de l'année 2022-2023 ;
- D'inscrire la dépense de 3.539,25 € TVAC à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 et de financer ces dépenses par le subside inscrit à l'article de recette 7202/661-51/15.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Informatica – Aankoop van informaticamateriaal – Aanstelling – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1<sup>o</sup>, d), ii);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is in het jaar 2022-2023 ActivPanels aan te kopen voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs in de gemeente;

Overwegende dat de scholen reeds met dit soort materiaal zijn uitgerust en het onderwijzend personeel ervoor is opgeleid;

Gelet op de regelmatige en conforme offerte van de nv KOESIO BELGIQUE, rue des Aises 5, 6060 Charleroi, KBO 0437.838.895;

Overwegende dat deze benodigdheden enkel geleverd kunnen worden door de nv KOESIO BELGIQUE om de volgende technische redenen: de nieuwe ActivPanels moeten compatibel zijn met de bestaande ActivPanels die door dezelfde opdrachtnemer onderhouden worden;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op begrotingsartikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/15);

Gelet op de kennisgeving van de minister van Plaatselijke Besturen van 27 juli 2022 waarbij het gemeentebestuur wordt gemachtigd verschillende begrotingsartikelen uit te voeren (in afwachting van de goedkeuring van de begroting 2022), met name artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 voor een bedrag van 47.000,00 €;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 november 2022 om:

- De opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42 §1, 1<sup>o</sup>, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
- De firma nv KOESIO BELGIQUE aan te stellen voor de aankoop van ActivPanels voor verschillende scholen van het basis- en het bijzonder onderwijs in de gemeente in het jaar 2022-2023;
- De uitgave van 3.539,25 € incl. btw in te schrijven op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 en deze uitgaven te financieren door de subsidie

ingeschreven op artikel van ontvangst 7202/661-51/15.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**13 Informatique – Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour l'installation de l'administration au sein de l'hôtel communal ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2022 ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité	Produits	Prix unitaire	Prix total	Adjudicataires
7	Bizhub C550i	1.874,75 €	13.123,25 €	Konica
16	Mfp Konica C3350i	609,83 €	9.757,28 €	Konica
23	Licences SafeQ	643,76 €	14.806,48 €	Konica
24	Netgear wax 610	167,52 €	4.020,48 €	Econocom
2	Netgear wax 620	241,11 €	482,22 €	Econocom
1	TBI + Roulettes	3.140,00 €	3.140,00 €	Play AV
2	Barco Clicshare CX-30	2.067,00 €	4.134,00 €	Play AV
4	VideoConferecing	795,00 €	3.180,00 €	Play AV
10	Docking 27"	306,85 €	3.068,50 €	Econocom



10	Bras support docking	156,95 €	1.569,50 €	Econocom
15	ACT Cable management	9,51 €	142,65 €	Econocom
1	Devis 22001384 Upfront	38.256,20 €	38.256,20 €	Upfront
1	Firewall	27.331,48 €	33.071,09 €	Irisnet
		<b>Total htva</b>	<b>128.751,65 €</b>	
		<b>Total tvac</b>	<b>155.789,50 €</b>	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2022, soit 155.789,50 €;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 octobre 2022 de désigner, sur base de la convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 128.751,65 € HTVA (155.789,50 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**Informatica – Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikels 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de installatie van de administratie in het gemeentehuis;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2022;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelheid	Producten	Eenheidsprijs	Totale prijs	Opdrachtnemers
7	Bizhub C550i	1.874,75 €	13.123,25 €	Konica
16	Mfp Konica C3350i	609,83 €	9.757,28 €	Konica
23	Licences SafeQ	643,76 €	14.806,48 €	Konica
24	Netgear wax 610	167,52 €	4.020,48 €	Econocom
2	Netgear wax 620	241,11 €	482,22 €	Econocom
1	IWB + Rolletjes	3.140,00 €	3.140,00 €	Play AV
2	Barco Clicshare CX-30	2.067,00 €	4.134,00 €	Play AV
4	VideoConferecing	795,00 €	3.180,00 €	Play AV
10	Docking 27"	306,85 €	3.068,50 €	Econocom
10	Steunarm docking	156,95 €	1.569,50 €	Econocom
15	ACT Cable management	9,51 €	142,65 €	Econocom
1	Offerte 22001384 Upfront	38.256,20 €	38.256,20 €	Upfront
1	Firewall	27.331,48 €	33.071,09 €	Irisnet
		<b>Totaal excl. btw</b>	<b>128.751,65 €</b>	
		<b>Totaal incl. btw</b>	<b>155.789,50 €</b>	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2022, namelijk 155.789,50 €;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 oktober 2022 om op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 128.751,65 excl. btw (155.789,50 € 21% btw inbegrepen) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Cédric Pierre entre en séance / treedt in zitting.*

---

## RECEVEUR - ONTVANGER

### Recette - Ontvangsten

#### 14 Finances – Receveur – Comptes annuels pour l'exercice 2021.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19 mai 2022 arrêtant la liste des crédits et engagement à reporter vers l'exercice 2021 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2022 certifiant que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2021 se présente comme suit ;

	Ordinaire	Extraordinaire	Total Général
Droits constatés	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,3
- Non-Valeurs	0,00	0,00	0,00
= Droits constatés net	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,3
- Engagements	120.699.129,97	59.938.133,50	180.637.263,4
= Résultat budgétaire de l'exercice	-344.151,49	5.406.047,34	5.061.895,85
Droits constatés	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,3
- Non-Valeurs	0,00	0,00	0,00
= Droits constatés net	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,3
- Imputations	115.208.793,05	19.783.942,89	134.992.735,9
= Résultat comptable de l'exercice	5.146.185,43	45.560.237,95	50.706.423,38
Engagements	120.699.129,97	59.938.133,50	180.637.263,4
- Imputations	115.208.793,05	19.783.942,89	134.992.735,9
= Engagements à reporter de l'exercice	5.490.336,92	40.154.190,61	45.644.527,53

DECIDE,

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2021, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31 décembre 2021 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 19 votes positifs, 7 votes négatifs, 7 abstentions.

*Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

*Abstentions : Cédric Pierre, Simon De Beer, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.*

---

### **Financiën – Ontvanger – Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2021.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 96 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 72 tot 79 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2022, waarbij de

lijst van de over te dragen kredieten en vastleggingen naar het dienstjaar 2021 wordt afgesloten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2022, bevestigend dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct zijn opgenomen in de rekeningen;

Gelet op de samenvattende tabel van de rekening 2021 hieronder;

	Gewone	Buitengewone	Algemeen to
Vastgestelde rechten	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,
- Onwaarden	0,00	0,00	0,00
= Nettovastgestelde rechten	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,
- Vastleggingen	120.699.129,97	59.938.133,50	180.637.263,
= Budgettair resultaat van het dienstjaar	-344.151,49	5.406.047,34	5.061.895,85
Vastgestelde rechten	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,
- Onwaarden	0,00	0,00	0,00
= Nettovastgestelde rechten	120.354.978,48	65.344.180,84	185.699.159,
- Boekhoudkundige aanrekeningen	115.208.793,05	19.783.942,89	134.992.735,
= Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar	5.146.185,43	45.560.237,95	50.706.423,3
Vastleggingen	120.699.129,97	59.938.133,50	180.637.263,
- Boekhoudkundige aanrekeningen	115.208.793,05	19.783.942,89	134.992.735,
= Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar	5.490.336,92	40.154.190,61	45.644.527,5

BESLIST,

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2021 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31 december 2021, alsook de toelichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 19 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

*Onthoudingen : Cédric Pierre, Simon De Beer, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.*

### **Intervention de Mr Van Vlasselaer.**

**Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Membres du Collège, Cher(e)s Collègues, Je souhaite , tout d’abord , remercier Mme la Secrétaire communale, Mr le Receveur, son équipe et les services des finances et RH pour la qualité des documents communiqués au conseil !**

**Chacun se souviendra que, lors de la discussion des modifications budgétaires 98 et 99 du budget communal 2021 au cours de la séance du conseil du 14 novembre 2022, un certain nombre de remarques avaient déjà été émises , notamment à propos du déficit à l’exercice propre et du déficit cumulé**

**Sans revenir sur ces considérations, je concentrerai donc mon intervention sur quelques observations importantes**

**Pour rappel, ce budget 2021 avait été critiqué pour des prévisions de recettes peu raisonnables, des dépenses exagérées (en particulier en ce qui concerne le personnel ) peu ou pas justifiées et**

**des conséquences défavorables dues à l'envolée de la dette sur la situation financière de la commune**

**Et, il faut le constater, les chiffres du compte montrent que ces remarques étaient fondées**  
**Tout d'abord, une observation générale s'impose qui concerne le correctif des caractéristiques générales remis in extremis lors du conseil du 14 novembre 2022 :**

**Les remarques suivantes s'imposent:**

**A1/ le déplacement de la hausse de + de 100 ETP de 2021 vers 2019**

**A2/ce déplacement entraîne à l'exercice 2019 une forte diminution du coût moyen par ETP(-12%), ce qui est aberrant compte tenu de la tendance constante à la hausse de ce coût moyen en raison des divers facteurs de la progression constante des rémunérations**  
**A3/l'augmentation des dépenses de personnel en 2019 (1,6 million) ne couvre d'évidence pas le coût de 112,97ETPs !**

**A4/ le montant supplémentaire 2021 de dépenses de personnel (2,9 millions) pourrait sans conteste absorber bien plus que 13,2 ETP !**

**A5/ conclusion : les chiffres du correctif manquent de crédibilité**

**En ce qui concerne le service ordinaire :**

**B1/ En comparant le montant global des dépenses de personnel de la modification budgétaire n°98 et celui du compte 2021 , on relève une diminution des crédits de 1,36 million ; pourquoi avoir demandé une rallonge budgétaire de 2,9 millions pour la réduire de moitié une semaine après ?**

**B2/ En ce qui concerne les exercices antérieurs, le compte affiche en p.22 un boni de crédits budgétaires de 3.8.7.710,58€ ; comme signalé précédemment ce montant était visé par les instructions du 7/12/2021 et du 13/6/2022 de la tutelle ! il apparaîtrait donc que le compte 2021 ne satisfait pas aux instructions de la tutelle !**

**B3/ Le résultat à l'exercice propre du compte 2021 est déficitaire de 2,525 millions, soit un déficit près de 2 fois supérieur que celui affiché au budget initial ...ce qui n'est pas rien ! Un vrai dérapage !**

**En outre, il convient de tenir compte du caractère temporaire des inscriptions affichées dans la sous-fonction 149( calamités – covid)**

**Recettes 4.164.031,71€ dépenses 2.800.147,71€**

**L'effet sur le résultat est donc positif de 1.363.884,00€ ; sans ce montant, le résultat réel de l'exercice propre serait donc un déficit de 3.888.690€ !...ce qui reflète la situation réelle de l'exercice propre 2021 !**

**B4/ globalement, les recettes sont inférieures de 5,38 millions par rapport au budget initial ( sans l'apport covid , 9,46 millions)**

**Le principal du manque de recettes a pour cause le faible rendement de la fiscalité ( -2,9 millions par rapport au budget initial 2021 ! ) ; ce constat n'est pas nouveau puisque lors de chaque discussion budgétaire, DéFI attire l'attention sur la dégradation de la situation socio-économique de la population forestoise !**

**Faut-il encore rappeler que :**

- 1. tant le rendement du PRI que ceux de l'IPP et des taxes communales est inférieur à la moyenne régionale en raison cette faiblesse structurelle !**
- 2. les droits constatés pour les recettes ordinaires en 2019 étaient déjà largement inférieurs à ceux de 2017 (-1,8 million)et de 2018 !!**

**B5/ En dépenses :**

**a) Au total, au compte 2020 les dépenses de personnel atteignaient 56,7 millions ) ! Au compte 2021, le total des dépenses de personnel atteignent 60,44 millions , soit une augmentation de 3,74 millions en 1 an et absorbent plus de 50% des recettes ordinaires !**

b) On relève aussi que le taux de réalisation des dépenses de personnel est de 103,29% du crédit initial 2021, ce qui signifie que des dépenses ont été liquidées en l'absence de crédits budgétaires autorisés en violation des règles fixées par le RGCC (notamment l'art.10)...même par rapport au budget modifié !...fait reconnu dans le rapport au conseil (p.9 in fine)

c) La dotation au CPAS atteint 17,92 millions, en baisse par rapport au budget initial ; pour avoir une vision correcte du coût du CPAS pour la commune, il convient d'y ajouter le montant de l'intervention dans le coût des agents art.60, soit 692.839,16€ (code économique 122-06 dans les différentes sous-fonctions concernées), soit un coût total de 18.612.996,52€ (18,56% des recettes communales, hors enseignement subventionné et sans les inscriptions covid 19,35 %) **Transparence oblige !**

d) Les non-valeurs et irrécouvrables portés au bilan s'élèvent à 467.260,47€ (sans décaissement) et 82.928,10€ avec décaissement, des montants nettement inférieurs à ceux des exercices précédents qui posent la question de la continuité du nettoyage bien nécessaire de créances irrécouvrables, lequel n'est pas sans conséquence sur la situation de comptes antérieurs !!

C) En ce qui concerne le service extraordinaire :

c1) Le résultat de l'exercice propre affiche un boni de 1.804.753,95€

c2) quelques caractéristiques importantes :

- en recettes : l'essentiel provient des subsides d'investissement (5,38 millions) et des emprunts contractés pour financer les dépenses d'investissement (10,8 millions), nettement inférieurs aux chiffres de 2020 !
- en dépenses : les dépenses d'investissement ont été réalisées à 66,47%

D) Le solde de la dette communale à rembourser passe au 31/12 de 94.277.584 (2020) à 102.208.727 (2021), soit +8,41%

Les charges de la dette atteignent 7,44 millions, soit une hausse de 800.000€ par rapport à 2020!

E) Quelques Ratios :

E1) Fonds de roulement, Besoin en fonds de roulement et trésorerie nette :

E1a/ Fonds de roulement(FRN) :

2018	2021
44.172.085	38.029.980 soit -14% !

E1b Besoin en fonds de roulement (FRN) :

2018	2021
47.059.609	65.116.538 soit +38%

E1c Trésorerie (FRN-BFR):

2018	2021
-2.347.524	-27.086.558 soit +11,54%

E1d Constatations :

Le fonds de roulement se contracte année après année tandis que le besoin en fonds de roulement s'accroît ...et devient supérieur au FRN ! ... ce qui signifie un recours accru à des avances de trésorerie ou des emprunt court terme !

En conséquence l'évolution de la trésorerie nette, déjà déficitaire de 2,3 millions en 2018 passe à plus de 27 millions en 2021 !! ...et c'est le bilan qui le révèle !!

L'évolution négative de la trésorerie nette, matérialisée par la croissance des dettes financières à court terme, est un clignotant rouge fiable de la proximité de difficultés financières !

E2) le ratio de solvabilité de la commune diminue de 66%(2018) à 59% (2021), en dépit des subsides reçus !

E3) Le ratio de liquidité générale :

Se dégrade nettement passant de 2,07 en 2018 à 1,52 en 2021, soit chute de près de 80%

E4) Le ratio de liquidité réduite :

Qui normalement doit être supérieur à 1, chute de 0,72 en 2018 à 0,45 en 2021 !

E5) le taux d'endettement :

S'accroît nettement pour atteindre 69 %

Bref, TOUS les clignotants de gestion au rouge !

F) Conclusions :

Rappelons que le compte à l'exercice propre

Pour le service ordinaire, se clôture par un déficit de

-2,525 millions€, hors la sous-fonction « Clamités / covid : 3,888millions !!

Quant au service extraordinaire, il affiche un boni de 2,471 millions

2. Il ressort des tableaux d'évolution des recettes et dépenses ordinaires figurant aux pages 21 et 29 des annexes au compte qu'entre 2018 et 2021 : - les recettes augmentent de 10 millions!

...

Et les dépenses de 15 millions ! il va de soi que cette distorsion ne peut que générer d'année en année plus de déficit !!

En ce qui concerne le service extraordinaire, le tableau de la page 31 des annexes affiche des dépenses d'investissement de 14,2 millions , mais plus de 44,2 millions d'engagements ont été reportés !!...une bombe retardement !

Ce compte est mauvais !...la situation budgétaire et financière particulièrement aggravée qui en ressort montre que les responsables n'ont pas en rien tenu compte des déconvenues du passé ... pire, ils ont persisté dans des errements qui auront des conséquences sur les exercices 2022 et suivants ...auxquels viendront, en outre, s'ajouter celles de la crise économique actuelle !

Un bulletin exécrationnel !!

C'est pourquoi le groupe DÉFI vote contre l'arrêt du compte 2021 !

#### Tussenkomsst van de heer Van Vlasselaer

Mevrouw de Voorzitster, dames en heren van het College, Beste collega's,

Allereerst wil ik mevrouw de Gemeentesecretaris, mijnheer de Ontvanger, zijn team en de dienst Financiën en HR bedanken voor de hoge kwaliteit van de documenten die aan de raad werden voorgelegd!

Iedereen zal zich herinneren dat bij de bespreking van begrotingswijziging nr. 98 en 99 bij de gemeentebegroting 2021 in de raad van 14 november 2022 al een aantal opmerkingen werden gemaakt, met name over het tekort op het eigen dienstjaar en het gecumuleerde tekort.

Zonder op deze overwegingen terug te komen, zal ik mijn interventie daarom toespitsen op enkele belangrijke opmerkingen.

Ter herinnering: de begroting 2021 werd bekritiseerd omwille van onredelijke inkomstenramingen, overdreven uitgaven (vooral voor personeel) die weinig of niet verantwoord waren en de ongunstige gevolgen van de torenhoge schuldenlast voor de financiële situatie van de gemeente.

En de cijfers van de rekening tonen dat deze opmerkingen gefundeerd waren.

Allereerst is een algemene opmerking op zijn plaats over de correctie van de algemene kenmerken die in extremis op de zitting van 14 november 2022 zijn verstrekt.

De volgende opmerkingen moeten hier gemaakt worden:

A1/ De verschuiving van de toename met meer dan 100 VTE van 2021 naar 2019.

A2/ Deze verschuiving leidt tot een sterke daling van de gemiddelde kosten per VTE in 2019 (-12%), wat absurd is gezien de constante stijging van deze gemiddelde kosten als gevolg van de verschillende factoren van de constante stijging van de lonen.

A3/ De stijging van de personeelskosten in 2019 (1,6 miljoen) dekt duidelijk niet de kosten van 112,97 VTE!

**A4/ Het bijkomend bedrag aan personeelskosten in 2021 (2,9 miljoen) kan duidelijk veel meer opslokken dan 13,2 VTE!**

**A5/ Conclusie: De cijfers van de correctie zijn niet geloofwaardig.**

**In verband met de gewone dienst:**

**B1/ Als we het totaalbedrag van de personeelsuitgaven in begrotingswijziging nr. 98 vergelijken met rekening 2021, zien we een daling van de kredieten met 1,36 miljoen; waarom vroeg u om een begrotingsverlenging van 2,9 miljoen om die een week later te halveren?**

**B2/ Met betrekking tot de vorige dienstjaren vermeldt de rekening op blz. 22 een overschot aan begrotingskredieten van 387.710,58 €; zoals eerder aangegeven werd dit bedrag vermeld in de instructies van 7/12/2021 en 13/6/2022 van het toezicht. Het lijkt er dus op dat de rekening 2021 niet in overeenstemming is met de instructies van het toezicht!**

**B3/ Het resultaat voor het eigen dienstjaar van rekening 2021 vertoont een tekort van 2,525 miljoen, zijnde bijna 2 keer meer dan in de initiële begroting ... wat niet niks is! Wat een ontsporing!**

**Voorts moet er rekening worden gehouden met de tijdelijke aard van de in subfunctie 149 (rampen - covid) vermelde boekingen.**

**Ontvangsten 4.164.031,71 € uitgaven 2.800.147,71 €**

**Het effect op het resultaat is dus + 1.363.884,00 euro; zonder dit bedrag zou het werkelijke resultaat van het eigen dienstjaar dus een tekort van 3.888.690 euro zijn ... wat de werkelijke situatie van het eigen dienstjaar 2021 weergeeft!**

**B4/ In totaal zijn de inkomsten 5,38 miljoen lager dan de initiële begroting (zonder de covid-bijdrage, 9,46 miljoen).**

**De belangrijkste reden voor de tegenvallende inkomsten is de lage opbrengst van de belastingen (-2,9 miljoen ten opzichte van de initiële begroting 2021). Deze vaststelling is niet nieuw, want bij elke begrotingsbespreking vestigt DÉFI de aandacht op de verslechtering van de sociaal-economische situatie van de Vorstse bevolking!**

**Dan is er ook nog dit:**

- 1. Zowel de opbrengst van de onroerende voorheffing als van de personenbelasting en de gemeentebelastingen ligt lager dan het gewestelijk gemiddelde als gevolg van deze structurele zwakte!**
- 2. De vastgestelde rechten voor de gewone inkomsten in 2019 waren reeds veel lager dan in 2017 (-1,8 miljoen) en in 2018!**

**B5/ Wat de uitgaven betreft:**

**a) De personeelskosten bedroegen in de rekening 2020 in totaal 56,7 miljoen! In de rekening 2021 bereikten de totale personeelskosten 60,44 miljoen, d.w.z. een stijging met 3,74 miljoen in één jaar en deze slorpten meer dan 50% van de gewone ontvangsten op.**

**b) Tevens stellen wij vast dat het realisatiepercentage van de personeelsuitgaven 103,29% van het initiële krediet 2021 bedraagt, wat betekent dat er uitgaven zijn gedaan zonder goedgekeurde begrotingskredieten, wat in strijd is met de voorschriften van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (met name art. 10) ... zelfs met betrekking tot de gewijzigde begroting ... dat wordt erkend in het verslag aan de raad (blz. 9 in fine).**

**c) De dotatie aan het OCMW bedraagt 17,92 miljoen, wat lager is dan in de initiële begroting; om een correct beeld te krijgen van de kosten van het OCMW voor de gemeente, moet het bedrag van de tussenkomst in de kosten van art. 60 personeel worden toegevoegd, zijnde 692.839,16 € (economische code 122-06 in de verschillende betrokken subfuncties), zijnde een totale kostprijs van 18.612.996,52 € (18,56% van de gemeentelijke ontvangsten, excl. gesubsidieerde onderwijs en zonder de covid-inschrijvingen 19,35%).**

**Transparantie is een must!**



**d) De onwaarden en oninvorderbare bedragen die in de balans zijn opgenomen, zijn goed voor 467.260,47 € (zonder uitbetaling) en 82.928,10 € met uitbetaling, bedragen die duidelijk lager zijn dan die van de vorige begrotingsjaren, wat de vraag doet rijzen of de hoognodige sanering van oninbare schulden wordt voortgezet, wat niet zonder gevolgen is voor de situatie van de vorige rekeningen!**

**C) Met betrekking tot de buitengewone dienst:**

**C1) Het resultaat van het eigen dienstjaar vertoont een overschot van 1.804.753,95 €.**

**C2) Enkele belangrijke kenmerken:**

- **Ontvangsten:** het grootste deel is afkomstig van investeringssubsidies (5,38 miljoen) en leningen aangegaan voor de financiering van de investeringsuitgaven (10,8 miljoen), veel lager dan de cijfers van 2020!
- **Uitgaven:** de investeringsuitgaven werden voor 66,47% gerealiseerd.

**D) Het saldo van de terug te betalen gemeenteschuld stijgt op 31/12 van 94.277.584 (2020) naar 102.208.727 (2021), zijnde +8,41%.**

**De schuldenlast bedraagt 7,44 miljoen, zijnde een stijging met 800.000 € ten opzichte van 2020!**

**E) Enkele ratio's:**

**E1) Werkkapitaal, behoefte aan werkkapitaal en nettokasstroom:**

**E1a/ Werkkapitaal:**

2018	2021
44.172.085	38.029.980 d.w.z. -14%!

**E1b/ Behoeftte aan werkkapitaal:**

2018	2021
47.059.609	65.116.538 d.w.z. +38%

**E1c/ Kasstroom (werkkapitaal - behoefte aan werkkapitaal):**

2018	2021
-2.347.524	-27.086.558 d.w.z. +11,54%

**E1d/ Vaststellingen:**

**Het werkkapitaal krimpt jaar na jaar, terwijl de behoefte aan werkkapitaal toeneemt ... en hoger wordt dan het werkkapitaal! Dat betekent dat er meer gebruik wordt gemaakt van voorschotten of kortlopende leningen.**

**Bijgevolg zal de evolutie van de nettokasstroom, die in 2018 reeds een tekort van 2,3 miljoen vertoonde, oplopen tot meer dan 27 miljoen in 2021! En het is de balans die dit toont!**

**De negatieve evolutie van de nettokasstroom, die aangegeven wordt door de groei van de financiële schulden op korte termijn, is een rood knipperlicht voor de komst van financiële moeilijkheden.**

**E2) De solvabiliteitsratio van de gemeente daalt van 66% (2018) naar 59% (2021), ondanks de ontvangen subsidies!**

**E3) Algemene liquiditeitsratio:**

**verslechtert duidelijk van 2,07 in 2018 tot 1,52 in 2021, zijnde een daling van bijna 80%.**

**E4) Verminderde liquiditeitsratio:**

**Die normaal gesproken boven de 1 zou moeten liggen, daalt van 0,72 in 2018 naar 0,45 in 2021!**

**E5) De schuldenlast:**

**Stijgt sterk, tot 69%.**

**Kortom, ALLE indicatoren op het vlak van beleid staan in het rood!**

**F) Conclusie:**

**De rekening voor het eigen dienstjaar:**

**Voor de gewone dienst: afsluiting met een tekort van  
-2,525 miljoen €, excl. de subfunctie “rampen / covid”: 3,888 miljoen!  
Wat de buitengewone dienst betreft, is er een overschot van 2,471 miljoen.**

**2. Uit de tabellen over de evolutie van de gewone uitgaven en inkomsten op blz. 21 en 29 van de bijlagen bij de rekening, blijkt dat tussen 2018 en 2021: - de ontvangsten stijgen met 10 miljoen ...**

**En de uitgaven met 15 miljoen! Het spreekt voor zich dat deze ontwrichting jaar na jaar alleen maar meer tekorten kan opleveren!**

**Wat de buitengewone dienst betreft, geeft de tabel op blz. 31 van de bijlagen 14,2 miljoen investeringsuitgaven, maar meer dan 44,2 miljoen uitgaven zijn uitgesteld ... een tijdbom!**

**Dit is een slechte rekening! De bijzonder verslechterde budgettaire en financiële situatie die zich voordoet, toont dat de beleidsvoerders geen rekening hebben gehouden met de lessen uit het verleden. Erger nog, ze zijn blijven volharden in fouten die gevolgen zullen hebben voor de begrotingsjaar 2022 en volgende ... waar nog die van de huidige economische crisis zullen bijkomen!**

**Een verschrikkelijk rapport!**

**Daarom stemt de DÉFI-fractie tegen de rekening 2021.**

*44 annexes / 44 bijlagen*

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

### **Taxes - Belastingen**

#### **15 Finances – Taxe sur des emplacements de parcage – Nouveau règlement-taxe.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la matière visée par le présent règlement taxe engendre dans ses alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publiques de la part des services communaux ;

Considérant que la taxe sur les emplacements de parcage est pertinente quant au type de redevables, à savoir les propriétaires de 9 emplacements ou plus, desservant des immeubles de bureaux et/ou des équipements d'intérêt collectif ou de service public, ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou d'exploitation, qui ont un patrimoine d'une certaine ampleur et pour lesquels lesdits parkings créent un certain enrichissement ;

Considérant que le prélèvement de cette taxe aux taux proposés tient compte de la capacité contributive des contribuables et que les taux n'influencent pas de manière significative leur activité d'autant plus que, comme la plupart des taxes communales, cela est déductible à titre de charges d'exploitation ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre la Commune et les opérateurs privés pour que soit facilitée l'utilisation des emplacements de parcage pendant les heures de fermeture des établissements, et ce, afin de remédier aux difficultés de stationnement dans certains quartiers forestois où l'indisponibilité en stationnement, notamment en période nocturne, est élevée ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour rendre la mutualisation de ces emplacements de parcage plus attractifs, en accordant une réduction de la taxe pour les premiers exercices d'imposition de partenariat, ceci en compensation du financement des investissements de gestion du parking partagé ;

Considérant que les offres des emplacements de parcage disponibles pendant les heures de fermeture des établissements sont insuffisantes par rapport à la demande globale des riverains ou des visiteurs du territoire, la Commune souhaite, dans le cadre de sa politique de stationnement, favoriser l'utilisation optimale des emplacements visés pour améliorer le stationnement sur le territoire communal, lequel est densément peuplé et fréquenté, et doit donc inclure dans le processus les surfaces de parking de moins de 10 emplacements ;

Considérant par ailleurs, qu'il existe sur le territoire de la commune des emplacements de parcage non utilisés à certaines heures et un nombre considérable qui ne sont pas accessibles au public ;

Considérant que l'exonération consentie aux surfaces de parking de moins de neuf emplacements se justifie par le fait qu'elles sont surtout nécessaires à l'usage du propriétaire et/ou son personnel ;

Considérant que l'exonération établie au profit des surfaces de parking affectées aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques et aux œuvres de bienfaisance, non utilisées dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales, se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants et qu'il est donc justifié que, par le bais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;

Considérant que les emplacements de parcage servant comme stockage de véhicules non immatriculés faisant l'objet d'un permis d'urbanisme et/ou d'un permis d'environnement ou utilisés par l'occupant

lui-même pour stationner ses propres véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture ne sont pas mutualisables et qu'au vu de la politique locale poursuivie, ceux-ci ne peuvent donc pas être imposés ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

### **Article 1**

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2023 à 2025, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parcage.

Sont visées :

1. les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou des équipements d'intérêt collectif ou de service public, et ce, que ceux-ci soient ou non occupés ;
2. les surfaces de parking affectées à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels, et ce, que cette activité soit ou non exercée ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage.

### **Article 2**

§ 1 - Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par emplacement de parcage : une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs.

§ 2 - Pour l'application des présentes dispositions, le bien immobilier est défini par son affectation urbanistique.

§ 3 - En cas de contestation quant au nombre d'emplacements de parcage existants, notamment en cas d'absence de marquage au sol, le calcul se fera en divisant la surface affectée au stationnement renseignée au cadastre et/ou au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte par une surface forfaitaire de 13 m<sup>2</sup> (surface d'un emplacement).

### **Article 3**

Les taux de la taxe pour l'exercice d'imposition 2023 sont fixés à :

- 142,04 € par emplacement pour les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public [taux 1];
- 174,82 € par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2];

• 87,41 € par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage [taux 3].  
Ces taux seront majorés de 2% au 1er janvier 2024 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

	Exercice 2024	Exercice 2025
[Taux 1]	144,85	147,75
[Taux 2]	178,31	181,88
[Taux 3]	89,15	90,93

Une réduction de 80 % du taux 1 et 2 est accordée aux établissements qui s'engagent dans le processus de mise à disposition d'emplacements de parcage (d'au moins 10 heures consécutives) au bénéfice des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur établissement.

Toutefois, cette réduction est étendue à 100% pour les trois premiers exercices d'imposition lors de la signature d'un premier partenariat avec la Commune, ou avec une société reconnue par la Commune, spécialisée dans la gestion de places de stationnement disponibles pour les riverains, en dehors des heures d'ouverture normales de l'établissement visé à l'article 1er, points 1 et 2.

Cette réduction porte exclusivement sur le nombre d'emplacements mis à disposition et est accordée entièrement par exercice quel que soit le mois au cours duquel la mise à disposition est réalisée.

Lorsque dans un même bien, sont rassemblés aussi d'autres emplacements de parcage que ceux mis à disposition des riverains, il y a lieu de distinguer les uns des autres au moyen d'une signalisation appropriée. A défaut de signalisation, les emplacements de parcage mis à disposition des riverains ne seront pas considérés comme tels.

Chaque engagement en vue d'une réduction de la taxe doit être soumis pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### **Article 4**

La taxe est due par le propriétaire des emplacements de parcage visés à l'article premier. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité de la surface de parking, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

#### **Article 5**

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin de l'affectation visée à l'article premier.

#### **Article 6**

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

1. de moins de 9 emplacements ;
2. servant aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. qui sont utilisées comme stockage de véhicules non immatriculés pour autant que ceci est spécifié

au permis

d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte ;

4. qui sont utilisées par l'occupant lui-même pour stationner ses véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture.

### **Article 7**

§1er – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant des éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

### **Article 8**

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50 € sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

### **Article 9**

§1er - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le

contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

#### **Article 10**

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune.

#### **Article 11**

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition. La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

#### **Article 12**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

#### **Article 13**

§1er - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 21 votes positifs, 7 votes négatifs, 5 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Christiane Defays, Mostafa Bentaha.*

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Mustapha Al Masude, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

---

### **Financiën – Belasting op de parkeerplaatsen – Nieuw belastingreglement.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet, waarin de fiscale autonomie van de gemeenten is vastgelegd, onder voorbehoud van de wettelijke uitzonderingen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1e lid en artikel 118, 1e lid;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de

vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gelet op de noodzaak voor de Gemeente om haar verplichtingen na te komen overeenkomstig de eisen van het beheersplan en de bepalingen van artikel 252 NGW, dat gemeenten verplicht een sluitende begroting op te stellen;

Gelet op de noodzaak voor de Gemeente om inkomsten te genereren om de uitgaven te dekken die nodig zijn voor al haar activiteiten, in het bijzonder om de inkomsten te verzekeren om de financiële lasten te kunnen dragen in verband met haar verplichting om de openbare rust, veiligheid en netheid te waarborgen;

Overwegende dat deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de materie waarop dit belastingreglement betrekking heeft, in de onmiddellijke omgeving een bijzonder toezicht door de politie en meer interventies op het vlak van openbare netheid en veiligheid door de gemeentediensten teweegbrengt;

Overwegende dat de belasting op parkeerplaatsen relevant is voor het type belastingplichtigen, namelijk de eigenaars van 9 of meer parkeerplaatsen, die dienen voor kantoorgebouwen en/of voorzieningen van collectief belang of openbare diensten, of die bestemd zijn voor een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of uitbating, die over een zeker patrimonium beschikken en waarvoor die parkeerplaatsen een zekere verrijking creëren;

Overwegende dat bij de heffing van deze belasting tegen de voorgestelde tarieven rekening wordt gehouden met de draagkracht van de belastingplichtigen en dat de tarieven geen noemenswaardige impact hebben op hun activiteit, temeer daar zij - zoals de meeste gemeentebelastingen - aftrekbaar is als bedrijfskosten;

Overwegende dat partnerschappen tussen de Gemeente en privé-operatoren moeten worden aangemoedigd om het gebruik van parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van etablissementen te vergemakkelijken, teneinde de parkeerproblemen te verhelpen in bepaalde delen van Vorst waar vooral 's nachts weinig parkeerplaatsen beschikbaar zijn;

Overwegende dat er maatregelen moeten worden genomen om het delen van deze parkeerplaatsen aantrekkelijker te maken, door voor de eerste aanslagjaren van het partnerschap een belastingverlaging toe te kennen als compensatie voor de financiering van de investeringen in het beheer van de gedeelde parkeerplaatsen;

Overwegende dat het aanbod aan beschikbare parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van etablissementen onvoldoende is in verhouding tot de totale vraag van omwonenden of bezoekers van het gebied, wil de Gemeente in het kader van haar parkeerbeleid een optimaal gebruik van de betrokken plaatsen stimuleren om het parkeren op het dichtbevolkte en drukbezochte grondgebied van de gemeente te verbeteren, en moet zij dus parkings met minder dan 10 plaatsen in het proces betrekken;

Overwegende voorts dat er in de gemeente parkeerplaatsen zijn die op bepaalde tijdstippen niet worden gebruikt en een aanzienlijk aantal dat niet toegankelijk is voor het publiek;



Overwegende dat de vrijstelling voor parkings met minder dan negen parkeerplaatsen wordt gerechtvaardigd door het feit dat zij meestal noodzakelijk zijn voor gebruik door de eigenaar en/of diens personeel;

Overwegende dat de vrijstelling voor parkings die bestemd zijn voor ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken en liefdadigheidsinstellingen en die niet worden gebruikt voor winstgevende of commerciële activiteiten, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening van de aldus bedoelde activiteiten op het grondgebied van de Gemeente het leven van haar inwoners rechtstreeks en gunstig beïnvloedt en dat het derhalve gerechtvaardigd is dat het gemeentebestuur met deze vrijstelling deze activiteiten tracht te ondersteunen;

Overwegende dat parkeerplaatsen die dienen als opslagplaats voor niet-ingeschreven voertuigen waarvoor een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist is of die door de bewoner zelf worden gebruikt om zijn eigen bedrijfsvoertuigen buiten de normale openingsuren te parkeren, niet kunnen worden samengevoegd en dus in het licht van het gevoerde lokale beleid niet kunnen worden belast;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is om de administratieve lasten voor de belastingbetaler en de gemeentediensten te verlichten;

Overwegende dat het volgens recente rechtspraak passend is een zekere progressiviteit in het verhogingspercentage van ambtshalve opgelegde belastingaanslagen te verzekeren, rekening houdend met de frequentie waarmee de belastingplichtige zijn aangifteplicht niet nakomt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

#### **Artikel 1**

Er wordt voor de aanslagjaren 2023 tot en met 2025 een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerplaatsen voor kantoren en/of voorzieningen van collectief belang of openbare dienstverlening, ongeacht of deze in gebruik zijn;
2. parkeerplaatsen die worden gebruikt voor commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten of voor de vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen, ongeacht of deze activiteit wordt uitgeoefend;
3. commercieel uitgebate parkeerplaatsen.

#### **Artikel 2**

§ 1 - Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder parkeerplaats verstaan: een afgebakende oppervlakte bestemd voor het parkeren van een motorvoertuig, in een gesloten ruimte of in de openlucht, op of in een onroerend goed, die gratis of tegen betaling ter beschikking wordt gesteld door een natuurlijke of rechtspersoon en gebruikt wordt voor de ontvangst van personen die er werken, ongeacht hun hoedanigheid, of van klanten, leveranciers of bezoekers.

§ 2 - Voor de toepassing van deze bepalingen wordt het onroerend goed gedefinieerd op basis van zijn stedenbouwkundige bestemming.

§ 3 - Bij betwisting van het aantal bestaande parkeerplaatsen, met name bij het ontbreken van

grondmarkeringen, wordt de berekening gemaakt door de voor parkeren bestemde oppervlakte zoals vermeld in het kadaster en/of de stedenbouwkundige vergunning en/of de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning te delen door een forfaitaire oppervlakte van 13 m<sup>2</sup> (oppervlakte van een parkeerplaats).

### Artikel 3

De belastingvoet wordt voor het aanslagjaar 2023 vastgesteld op:

- 142,04 € per parkeerplaats bestemd voor kantoren en/of voorzieningen van collectief belang of openbare dienstverlening [aanslagvoet 1];
- 174,82 € per parkeerplaats voor parkeerplaatsen die verband houden met een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of met de vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];
- 87,41 € per parkeerplaats voor commercieel uitgebate parkeerplaatsen [aanslagvoet 3].

Deze tarieven worden op 1 januari 2024 verhoogd met 2% en het jaar daarop met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Begrotingsjaar ar 2024	Begrotingsjaar ar 2025
[Aanslagvoet 1]	144,85 €	147,75 €
[Aanslagvoet 2]	178,31 €	181,88 €
[Aanslagvoet 3]	89,15 €	90,93 €

Een vermindering met 80% op de aanslagvoet 1 en 2 wordt toegekend aan de etablissementen die zich verbinden tot het beschikbaar stellen van parkeerplaatsen (minstens 10 opeenvolgende uren) ten behoeve van omwonenden buiten de normale openingsuren van hun etablissement.

Deze vermindering wordt echter uitgebreid tot 100% voor de eerste drie belastingjaren wanneer een eerste partnerschap wordt gesloten met de Gemeente of met een door de Gemeente erkende onderneming gespecialiseerd in het beheer van voor omwonenden beschikbare parkeerplaatsen buiten de normale openingsuren van de in artikel 1, punt 1 en 2, bedoelde inrichting.

Deze vermindering heeft uitsluitend betrekking op het aantal beschikbaar gestelde plaatsen en wordt per begrotingsjaar volledig toegekend, ongeacht de maand waarin de terbeschikkingstelling wordt gerealiseerd.

Wanneer zich in hetzelfde goed andere parkeerplaatsen dan de voor omwonenden beschikbaar gestelde plaatsen bevinden, moeten deze door middel van passende borden van elkaar worden onderscheiden. Indien er geen borden zijn aangebracht, worden de aan omwonenden ter beschikking gestelde parkeerplaatsen niet als zodanig beschouwd.

Elke verbintenis betreffende de verlaging van de belasting moet ter goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen worden voorgelegd.

### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de in artikel 1 bedoelde parkeerplaatsen. In geval van erfpacht of opstalrecht is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de grondeigenaar en respectievelijk de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

In geval van mede-eigendom is de belasting verschuldigd voor de volledige parkeerruimte die in

handen is van alle mede-eigenaren; deze belasting wordt echter slechts geëist volgens ieders individuele aandeel in de mede-eigendom.

#### **Artikel 5**

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, ongeacht de datum van aanvang of stopzetting van de in artikel 1 bedoelde bestemming.

#### **Artikel 6**

De volgende parkeerruimten vallen niet onder dit reglement:

1. met minder dan 9 plaatsen;
2. gebruikt door ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken en liefdadigheidsinstellingen, met uitzondering van parkeerplaatsen die gebruikt worden in verband met winstgevende of handelsactiviteiten;
3. die worden gebruikt voor de opslag van niet-ingeschreven voertuigen, voor zover dit in de stedenbouwkundige en/of milieuvergunning en/of gemengde vergunning is vermeld;
4. die door de gebruiker zelf worden gebruikt om zijn bedrijfsvoertuigen buiten de normale openingsuren te parkeren.

#### **Artikel 7**

§ 1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, zoals bepaald in dit belastingreglement.

§ 2 - Voor een welbepaald aanslagjaar stuurt het Gemeentebestuur uiterlijk op 10 december van het belastingjaar per aangetekend schrijven een voorstel van aangifte aan de belastingplichtige die het kan identificeren, met vermelding van de belastbare elementen.

§ 3 - Indien deze voorgestelde aangifte volgens de belastingplichtige onnauwkeurigheden of weglatingen bevat in die zin dat zij niet overeenstemt met de belastbare grondslag, is de belastingplichtige verplicht binnen 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de voorgestelde aangifte, de naar behoren gecorrigeerde, ingevulde, gedateerde en ondertekende voorgestelde aangifte bij het Bestuur in te dienen.

Indien het Gemeentebestuur geen ingevulde, gedateerde en ondertekende verklaring ontvangt, geldt het door het Gemeentebestuur toegezonden voorstel van aangifte als aangifte.

§ 4 - De belastingplichtige die geen voorstel van aangifte ontvangt, is verplicht het aangifteformulier aan te vragen en zijn aangifte, naar behoren ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het aanslagjaar terug te zenden.

§ 5 - De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

§ 6 - In geval van wijziging van de belastinggrondslag moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en dit naar behoren ingevuld en ondertekend terugzenden naar het Gemeentebestuur binnen tien dagen nadat het feit zich heeft voorgedaan. Deze nieuwe aangifte dient als basis voor latere inkohierungen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

#### **Artikel 8**

De belastingplichtige is ertoe gehouden de controle van zijn aangiften te vergemakkelijken, met name door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem daartoe worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhindering van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt er een administratieve boete van 50 € opgelegd. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als vastgelegd in artikel 10 tot 12 van dit reglement.

## **Artikel 9**

§ 1 - Het ontbreken van een aangifte binnen de voorgeschreven termijnen of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige leidt tot de ambtshalve vestiging van de aanslag op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§ 2 - Vooraleer er wordt overgegaan tot de ambtshalve vestiging van de belasting, brengt het Gemeentebestuur de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom er gebruik gemaakt wordt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§ 3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen. Het Gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige aan het einde van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§ 4 - In dit geval wordt de ambtshalve ingekohierde belasting als volgt verhoogd:

- 1e inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2e inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3e en volgende inbreuken: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

## **Artikel 10**

De belasting wordt via een kohier ingevorderd en moet per elektronische betaling op de bankrekening van de Gemeente worden betaald.

## **Artikel 11**

De belastingkohieren worden uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De ingekohierde belasting dient betaald binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Indien de betaling niet binnen deze termijn wordt uitgevoerd, leiden de verschuldigde bedragen tot verwijlntresten ten voordele van het Bestuur, berekend op basis van de regels bepaald in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen van 1992.

## **Artikel 12**

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger geïnd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

## **Artikel 13**

§ 1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen de geheven belasting, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat als bestuurlijke overheid optreedt. Op straffe van nietigheid moet dit bezwaarschrift met redenen omkleed en ondertekend zijn en vermelden: de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

§2 - Bezwaren moeten op straffe van nietigheid worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na verzending of indiening van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbevestiging gezonden.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst te worden gehoord in het kader van

het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij daar in zijn bezwaarschrift uitdrukkelijk om verzoeken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Christiane Defays, Mostafa Bentaha.*

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Mustapha Al Masude, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

### **Intervention de Mr Loewenstein.**

**Je trouve intéressante l'idée d'exonérer des entreprises d'une taxe dès lors qu'elles mutualisent leurs emplacements de stationnement au bénéfice des riverains. C'est un bon incitant lorsque la taxe existe.**

**Mais ici, on crée la taxe pour prévoir une exonération.**

**Vous avez précisé en commission que vous vous étiez calqués sur le règlement de Schaerbeek.**

**En effet, sauf que Schaerbeek n'a pas mis en place un règlement taxe en prévoyant initialement une exonération. Ce règlement taxe existe depuis longtemps à Schaerbeek et ce n'est qu'après de longues années d'application que des exonérations ont été prévues, dès 2000, pour favoriser la mutualisation hors voirie.**

**Ici, on propose une exonération récompensant la mutualisation de places pour les riverains, c'est très bien, mais cette exonération est prévue en créant une nouvelle taxe, ce que nous regrettons. Taxe qui pourrait toucher 3035 places de stationnement et 26 entreprises, la recette estimée d'un rendement à 100% de la taxe pourrait s'élever à plus de 400.000€ à se répartir entre donc 26 entreprises.**

**On aurait pu encourager la mutualisation autrement qu'en activant le bâton.**

**Raison pour laquelle nous nous abstiendrons.**

### **Intervention de Mr Pierre-De Permentier.**

**Nous voterons contre cette taxe pour le motif que ça rajoute une charge financière sur les commerçants qui sont déjà largement impactés par la crise COVID et les coûts énergétiques. Bien que l'on comprenne les impératifs économiques de la commune de Forest, on estime que le contexte n'est pas favorable. Il y aurait peut-être moyen de faire des économies plutôt que de s'attaquer à la classe moyenne, aux travailleurs, à ceux qui sont vecteurs d'emplois. On comprend la volonté de disposer de plus de places hors voirie, mais on estime que cela aurait pu être fait de manière incitative et non en prenant directement le bâton.**

### **Intervention de Mr Hacken.**

**Si l'objectif peut être justifié, la non exonération de cette taxe pour les entreprises qui mettraient des places disponibles pour les riverains, après 3 ans d'exonération, et ensuite une exonération que de 80%, pour les montants que ça représente, est un peu vexatoire. Cette mesure semble contreproductive car elle n'incitera pas les entreprises à faire l'effort car, en plus de devoir gérer l'effort de gestion de ces places, elles devront aussi continuer à gérer administrativement le paiement de cette taxe. Le reste du texte me semble intéressant et est aussi d'application dans d'autres communes. Aussi, je proposerai un amendement à l'article 3, alinéa 3 en supprimant la phrase : « pour les trois premiers exercices d'imposition », de manière à ce que l'exonération soit garantie tant que l'entreprise aménage son parking.**

**Le Conseil n'approuve pas l'amendement.**

**33 votants sur l'amendement : 2 oui, 21 non, 10 abstentions**

**Non : Fatima Abbach, Charles Spapens, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise**

*Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghysse, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Denis Stokkink, , Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq.*

*Abstentions : Cédric Pierre, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Mustapha Al Masude*

#### Tussenkoms van de heer Loewenstein

Ik vind het idee om bedrijven vrij te stellen van een belasting als zij hun parkeerplaatsen ter beschikking stellen voor omwonenden, interessant. Het is een goede stimulans als de belasting bestaat.

Maar hier wordt de belasting gecreëerd om een vrijstelling te kunnen bieden.

U zei in de commissie dat het gebaseerd is op het Schaarbeekse reglement. Dat klopt, behalve dat Schaarbeek geen belastingregeling heeft ingevoerd en dadelijk in een vrijstelling voorzien. Het belastingreglement bestaat al lang in Schaarbeek en pas na vele jaren toepassing werden er in 2000 vrijstellingen vastgelegd om de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen buiten de openbare weg aan te moedigen.

Hier wordt een vrijstelling aangeboden om het delen van plaatsen met buurtbewoners te belonen - wat op zich prima is - maar deze vrijstelling wordt gerealiseerd door een nieuwe belasting in het leven te roepen, wat wij betreuren. De belasting kan betrekking hebben op 3.035 parkeerplaatsen en 26 bedrijven; de geschatte opbrengst met een 100% rendement van de belasting zou kunnen oplopen tot meer dan 400.000 euro, te verdelen dus over de 26 bedrijven. Wij hadden het delen van parkeerplaatsen op een andere manier kunnen aanmoedigen dan door de knuppel te hanteren.

Daarom onthouden wij ons van stemming.

#### Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Wij zullen tegen deze belasting stemmen omdat zij een bijkomende financiële last legt op de handelaars, die al zwaar worden getroffen door de coronacrisis en hoge energiekosten. Hoewel wij begrip hebben voor de economische verplichtingen van de gemeente Vorst, zijn wij van mening dat de context hier niet gunstig voor is. Er is misschien een manier om te bezuinigen in plaats van de middenklasse, de werkende klasse, degenen die werkgelegenheid creëren, hard aan te pakken. Wij begrijpen de wens om meer parkeerplaatsen buiten de openbare weg te hebben, maar wij vinden dat dit op een stimulerende manier had kunnen gebeuren en niet door rechtstreeks de knuppel ter hand te nemen.

#### Tussenkoms van de heer Hacken

Hoewel het doel gerechtvaardigd kan zijn, is de niet-vrijstelling van deze belasting voor ondernemingen die parkeerplaatsen ter beschikking stellen aan buurtbewoners, na 3 jaar vrijstelling en vervolgens een vrijstelling van slechts 80%, voor de bedragen die dit vertegenwoordigt, veeleer wraakroepend. Deze maatregel lijkt contraproductief, omdat hij de ondernemingen niet aanmoedigt om de inspanning te leveren, omdat zij niet alleen de inspanning voor het beheer van deze ruimten moeten leveren, maar ook de betaling van de belasting administratief moeten blijven beheren. De rest van de tekst lijkt me interessant en is ook van toepassing in andere gemeenten. Daarom stel ik een wijziging van artikel 3, 3e lid, voor via de schrapping van de woorden “voor de eerste drie aanslagjaren”, zodat de vrijstelling gegarandeerd is zolang de onderneming haar parkeerplaats inricht.

De Raad gaat niet akkoord met het amendement.

*33 stemmen: 2 voor, 21 tegen en 10 onthoudingen*

*Nee: Fatima Abbach, Charles Spapens, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, Marc-Jean Ghysels, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Denis Stokkink, , Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq*  
*Onthoudingen: Cédric Pierre, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Mustapha Al Masude*

2 annexes / 2 bijlagen

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 16 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de livres dans le cadre du marché public « Fourniture de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002) » - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2022-F-041 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de livres pour couvrir les besoins de la bibliothèque communale néerlandophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1<sup>er</sup> octobre 2020 d'attribuer le marché public « Fourniture de livres scolaires et non scolaires » (2021-F-002) notamment le lot 3 « Fournitures de livres en néerlandais - hors livres scolaires en néerlandais d'éditeurs belges - pour la bibliothèque communale néerlandophone » à Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 boîte A à 9100 Saint-Nicolas (numéro d'entreprise 0426.396.954) ;

Considérant que ce marché a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 septembre 2022, de faire l'acquisition de livres via le marché public de fourniture de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002) auprès de l'adjudicataire du lot 3 « Fournitures de livres en néerlandais - hors livres scolaires en néerlandais d'éditeurs belges - pour la bibliothèque communale néerlandophone » Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 boîte A à 9100 Saint-Nicolas (numéro d'entreprise 0426.396.954) pour un montant total estimé à maximum € 18.867,92 hors TVA ou € 20.000,00 TVA 6 % comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7672/744-98/53 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la notification de Bruxelles Pouvoirs locaux du 27 juillet 2022 autorisant l'administration communale à exécuter plusieurs articles budgétaires (dans l'attente que le budget 2022 soit approuvé), notamment l'article 7672/744-98/53 du service extraordinaire de l'exercice 2022 pour un montant de 20.000,00 € (TVAC) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 septembre 2022 de faire l'acquisition de livres via le marché public de fourniture de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002) auprès de l'adjudicataire du lot 3 « Fournitures de livres en néerlandais - hors livres scolaires en néerlandais d'éditeurs belges - pour la bibliothèque communale néerlandophone » Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 boîte A à 9100 Saint-Nicolas (numéro d'entreprise 0426.396.954) pour un montant total estimé à maximum € 18.867,92 hors TVA ou € 20.000,00 TVA 6 % comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7672/744-98/53 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Aankoop van boeken in het kader van de overheidsopdracht "Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2021-F-002)" - Keuze van de gunningsprocedure en vaststelling van de lastvoorwaarden - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is boeken aan te kopen voor dekking van de behoeften van de Nederlandstalige gemeentebibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 oktober 2020 om de overheidsopdracht "Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken" (2021-F-002), met name perceel 3 "Leveringen van Nederlandstalige boeken - buiten Nederlandstalige schoolboeken van Belgische uitgevers - voor de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek" te gunnen aan Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 bus A te 9100 Sint-Niklaas (ondernemingsnummer



0426.396.954);

Overwegende dat deze opdracht verlengd werd tot 31 december 2022;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 september 2022 om boeken aan te kopen via de overheidsopdracht voor levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2021-F-002) bij de opdrachtnemer van perceel 3 “Leveringen van Nederlandstalige boeken - buiten Nederlandstalige schoolboeken van Belgische uitgevers - voor de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek”, Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 bus A te 9100 Sint-Niklaas (ondernemingsnummer 0426.396.954), voor een totaal geraamd bedrag van maximaal 18.867,92 € excl. btw of 20.000,00 € incl. 6% btw en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7672/744-98/53 van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 2022 en te financieren door een lening;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de kennisgeving van Brussel Plaatselijke Besturen van 27 juli 2022 waarbij het gemeentebestuur wordt gemachtigd verschillende begrotingsartikelen uit te voeren (in afwachting van de goedkeuring van de begroting 2022), met name artikel 7672/744-98/53 van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 2022 voor een bedrag van 20.000,00 € (incl. btw);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 september 2022 om boeken aan te kopen via de overheidsopdracht voor levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2021-F-002) bij de opdrachtnemer van perceel 3 “Leveringen van Nederlandstalige boeken - buiten Nederlandstalige schoolboeken van Belgische uitgevers - voor de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek”, Standaard Boekhandel, Industriepark-Noord 28 bus A te 9100 Sint-Niklaas (ondernemingsnummer 0426.396.954), voor een totaal geraamd bedrag van maximaal 18.867,92 € excl. btw of 20.000,00 € incl. 6% btw en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7672/744-98/53 van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 2022 en te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

**procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2022-F-043 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier pour les crèches (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition de mobilier pour les crèches" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 7.935,72 € hors TVA ou 9.602,24 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/741-51/ - /19 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 octobre 2022 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition de mobilier pour les crèches" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 7.935,72 € hors TVA ou 9.602,24 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/741-51/ - /19 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van meubilair voor de kinderdagverblijven – Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 2022-F-043 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3

dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair aan te kopen voor de kinderdagverblijven (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair voor de kinderdagverblijven” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 7.935,72 € excl. btw of 9.602,24 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/741-51/ - /19 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022 (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair voor de kinderdagverblijven” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 7.935,72 € excl. btw of 9.602,24 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/741-51/ - /19 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022 (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

18 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition d’électroménager, hifi, multimédia – Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – 2022-F-042 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'électroménager, hifi, multimédia pour divers services communaux (nouveaux investissements et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 13 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « **Acquisition d'électroménager, hifi, multimédia** » (2022-F-042) par la procédure de marché public de faible montant au montant estimé de 11.434,48 € hors TVA ou 13.835,75 €, 21% TVA comprise et financé par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16), 7202/744-51/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 844/744-51/ - /19 (financement par emprunt) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins du 13 octobre 2022 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « **Acquisition d'électroménager, hifi, multimédia** » (2022-F-042) par la procédure de marché public de faible montant au montant estimé à 11.434,48 € hors TVA ou 13.835,75 €, 21% TVA comprise et financé par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16), 7202/744-51/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 844/744-51/ - /19 (financement par emprunt) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van huishoudtoestellen, hifi en multimedia – Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 2022-F-042 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen

machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 €, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om huishoudtoestellen, hifi en multimedia aan te kopen voor verschillende gemeentediensten (nieuw investeringen en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober 2022 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van huishoudtoestellen, hifi en multimedia**” (2022-F-042) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 11.434,48 € excl. btw of 13.835,75 €, 21% btw inbegrepen en gefinancierd door de kredieten ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd door artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7202/744-51/ - /51 (100% gesubsidieerd door artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober 2022 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van huishoudtoestellen, hifi en multimedia**” (2022-F-042) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 11.434,48 € excl. btw of 13.835,75 €, 21% btw inbegrepen en gefinancierd door de kredieten ingeschreven op begrotingsartikelen 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd door artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 7202/744-51/ - /51 (100% gesubsidieerd door artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Entretien bâtiments et Energie - Onderhoud gebouwen en Energie

#### 19 Energie : Avenant de la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga.

##### LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 7 et 24bis ;

Considérant que pour rappel :

- Sibelga exerce certaines missions de service public au profit des pouvoirs locaux et régionaux, notamment en vue de promouvoir les mesures d'économie d'énergie, la rénovation des bâtiments et la production d'électricité verte, par un accompagnement desdits pouvoirs locaux et régionaux, des conseils et un support technique et administratif ;
- la Région de Bruxelles-Capitale et Sibelga ont conclu un contrat de gestion qui fixe des objectifs stratégiques ; que ces objectifs se déclinent en plusieurs piliers, dont celui relatif à la compatibilité énergétique dont la finalité consiste à fournir aux pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale, les informations nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions en matière d'efficacité énergétique mais également de par la mise à disposition des données de consommation, vérifier la rentabilité des investissements effectués et, le cas échéant, de les optimiser ;
- dans ce cadre, Sibelga a repris et élargi le projet NRClick, lequel était déjà mis à disposition des communes, visant à offrir un service de comptabilité énergétique reposant notamment sur la mise à disposition d'une application informatique contenant les données de consommations énergétiques des sites concernés ;
- une convention a donc été établie pour modaliser la collaboration entre parties ;

Considérant les évolutions législatives à la fois en faveur d'un accroissement des projets de rénovation mais cadrant également davantage certains transferts de données, il est actuellement proposé un avenant à la convention existante. Avec cet avenant, les données contractuelles et de consommations énergétiques des sites concernés, ainsi que les données contractuelles et de consommations énergétiques de tous les compteurs ouverts au nom de tiers (en ce compris les compteurs privés ou professionnels) situés dans des immeubles dont le pouvoir public est propriétaire ou occupant sont rapatriées dans l'application ;

Vu l'intérêt pour la Commune de Forest d'avoir l'image la plus précise et réaliste de la situation énergétique de ses immeubles ;

##### DECIDE :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga;
- D'autoriser le Collège communal de conclure ladite convention et de se charger de son exécution.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

## **Energie : Avenant bij de overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van een dienst van energieboekhouding met Sibelga.**

### **DE RAAD,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikelen 7 en 24bis;

Overwegende, ter herinnering:

- dat Sibelga bepaalde openbare dienstverplichtingen uitvoert ten behoeve van de lokale en regionale besturen, met name met het oog op de bevordering van energiebesparende maatregelen, de renovatie van gebouwen en de productie van groene elektriciteit, door aan deze lokale en regionale besturen bijstand, advies en technische en administratieve ondersteuning te verlenen;
- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Sibelga hebben een beheerscontract gesloten waarin strategische doelstellingen zijn vastgelegd; deze doelstellingen zijn onderverdeeld in verschillende pijlers, waaronder de pijler inzake energieboekhouding, die tot doel heeft de lokale en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de informatie te verstrekken die zij nodig hebben om een actieplan inzake energie-efficiëntie op te stellen en uit te voeren, maar ook om de rentabiliteit van de gedane investeringen na te gaan en deze zo nodig te optimaliseren, door verbruiksgegevens ter beschikking te stellen;
- in deze context heeft Sibelga het project NRClick, dat reeds ter beschikking van de gemeenten stond, overgenomen en uitgebreid, met het oog op het aanbieden van een dienst voor energieboekhouding die met name gebaseerd is op de terbeschikkingstelling van een informatica-applicatie met de gegevens over het energieverbruik van de betrokken sites;
- daarom werd er een overeenkomst opgesteld om de samenwerkingsmodaliteiten tussen de partijen te regelen.

Overwegende de wijzigingen in de wetgeving, zowel ten gunste van een toename van de renovatieprojecten als van een meer gedetailleerd kader voor bepaalde gegevensoverdrachten, wordt thans via dit avenant een wijziging van de bestaande overeenkomst voorgesteld. Met dit avenant worden de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van de betrokken sites, alsmede de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van alle meters die op naam van derden zijn geopend (met inbegrip van particuliere of professionele meters) en die zich bevinden in gebouwen die eigendom zijn van of worden gebruikt door de overheidsinstantie, naar de applicatie overgebracht;

Gelet op het belang voor de Gemeente Vorst om een zo accuraat en realistisch mogelijk beeld te hebben van de energiesituatie van haar gebouwen;

### **BESLIST,**

- de voorwaarden goed te keuren van het avenant van de overeenkomst met Sibelga voor de terbeschikkingstelling van een dienst voor energieboekhouding;
- het College te machtigen de genoemde overeenkomst te sluiten en de uitvoering ervan op

zich te nemen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

---

## **Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies**

### **20 Développement Durable – Programme d’Action Climat de Forest - Subside de Bruxelles Environnement – Avenant - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du Conseil du 26 janvier 2021 approuvant la convention de subside entre la commune et Bruxelles Environnement pour l’élaboration du Programme d’Action Climat de Forest ;

Considérant que la convention arrive à échéance, en principe, le 31 décembre 2022 ;

Considérant qu’un délai supplémentaire de 3 mois a été demandé pour optimiser l'utilisation du montant octroyé ;

Considérant que la demande a été approuvée par Bruxelles Environnement lors du comité d’accompagnement du 05 octobre 2022 ;

Considérant l’avenant joint au dossier permettant à la commune de Forest de poursuivre l’élaboration du Programme d’Action Climat de Forest jusqu’au 31 mars 2023;

Considérant qu’il y a lieu d’approuver cet avenant;

DECIDE,

D’approuver l’avenant à la convention de subside entre la commune de Forest et Bruxelles Environnement pour l’élaboration du Programme d’Action Climat de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Duurzame Ontwikkeling – KlimaatActieProgramma van Vorst - Subsidie van Leefmilieu Brussel – Bijakte – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;



Gelet op de beslissing van de Raad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de ontwikkeling van het KlimaatActieProgramma van Vorst;

Overwegende dat de overeenkomst in principe afloopt op 31 december 2022;

Overwegende dat er een bijkomende termijn van 3 maanden werd aangevraagd om het gebruik van het toegekende bedrag te optimaliseren;

Overwegende dat de aanvraag werd goedgekeurd door Leefmilieu Brussel tijdens het begeleidingscomité van 5 oktober 2022;

Overwegende de bij het dossier gevoegde bijakte die de gemeente Vorst toelaat de ontwikkeling van het KlimaatActieProgramma van Vorst voort te zetten tot en met 31 maart 2023;

Overwegende dat deze bijakte moet worden goedgekeurd;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijakte bij de subsidieovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel voor de ontwikkeling van het KlimaatActieProgramma van Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de voornoemde bijakte rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken**

### **21 Marchés publics - 2022-S-030 - Marché de Traduction (2023-2025) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234§3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

*Considérant la nécessité d'externaliser la traduction de certaines parties des dispositions techniques des marchés publics, vu la surcharge de travail des traducteurs communaux ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 octobre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-030 - Marché de Traduction (2023-2025)», pour un montant estimé à 30.000,00 € TTC pour 3 ans, soit 10.000,00 € TTC par année;

Considérant que les crédits nécessaires à ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription à l'article budgétaire 138/122-04/03 du service ordinaire du budget des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 octobre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-030 - Marché de Traduction (2023-2025)», pour un montant estimé à 30.000,00 € TTC pour 3 ans, soit 10.000,00 € TTC par année et que les crédits nécessaires à ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription à l'article budgétaire 138/122-04/03 du service ordinaire du budget des exercices 2023, 2024 et 2025 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2022-S-030 - Opdracht voor vertaling (2023-2025) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

*Overwegende de noodzaak van uitbesteding de vertaling van bepaalde delen van de technische*

*bepalingen van overheidsopdrachten, gezien de hoge werkdruk van de gemeentelijke vertalers;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2022-S-030 – Opdracht voor vertaling (2023-2025)”, voor een geraamd bedrag van 30.000,00 € alle heffingen inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 10.000,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgaven aan de gemeenteraad zullen worden voorgesteld voor opnemings op begrotingsartikel 138/122-04/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2022-S-030 – Opdracht voor vertaling (2023-2025)”, voor een geraamd bedrag van 30.000,00 € alle heffingen inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 10.000,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar en dat de nodige kredieten voor deze uitgaven aan de gemeenteraad zullen worden voorgesteld voor opnemings op begrotingsartikel 138/122-04/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

22 **Marchés publics - 2022-T-008 - Entretien des voiries communales 2022 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

*Considérant que pour la sécurité, le confort des usagers et pour éviter que des dégradations des coffres de voiries entraînent des réparations onéreuses, il y a lieu de conclure un marché d'entretien des voiries communales ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 octobre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-T-008 - Entretien des voiries communales 2022», pour un montant estimé à 29.990,00 € hors TVA ou 36.287,90€, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Conseil Communal du 21 juin 2022 autorisant la disposition de six derniers douzièmes provisoires ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Considérant que le crédit nécessaire permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2022 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 octobre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-T-008 - Entretien des voiries communales 2022», pour un montant estimé à 29.990,00 € hors TVA ou 36.287,90€, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 421/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2022-T-008 - Onderhoud van de gemeentewegen 2022 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

*Overwegende dat het voor de veiligheid en het comfort van de gebruikers en ter voorkoming van schade aan het wegdek die tot dure herstellingen leidt, noodzakelijk is een opdracht te sluiten voor het onderhoud van de gemeentewegen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van

de opdracht “2022-T-008 - Onderhoud van de gemeentewegen 2022”, voor een geraamd bedrag van 29.990,00 € excl. btw of 36.287,90 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2022 om de zes laatste voorlopige twaalfden toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodige krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2022-T-008 - Onderhoud van gemeentewegen 2022” voor een geraamd bedrag van 29.990,00 € excl. btw of 36.287,90 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

## **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

### **23 Régie Foncière - Modifications n° 2 au budget d'exploitation et au budget patrimoniale exploitation de la régie foncière pour l'exercice 2022 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 21 juin 2012 instituant une allocation loyer ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Vu le courrier du 5 août 2022 de Bruxelles logement notifiant un subside de 125.351,94 € en rétrocession de 85% du produit des amendes régionales sur les logements inoccupés ;

Vu le rapport de la Commission d'avis en date du 7 novembre 2022 ;

Considérant que trois logements communaux doivent encore faire l'objet d'une certification PEB (+ 900 € à l'article 612-01 « honoraires ») ;

Considérant qu'un supplément est nécessaire à la remise en état des pompes de relevage des eaux usées chaussée de Neerstalle et que diverses réparations sont nécessaires détaillées dans le tableau ci-dessous (+ 95.038,35 € à l'article 614-01 frais des bâtiments,) ;

Montant estimé	Intervention
3.200,00	Avenant remplace pompes et cuve de relevage Neerstalle 153
75.000,00	Remplacement châssis cfhr Divercity Pont de lutte 134
3.700,00	Rembourst AISF porte d'entrée rue de Liège 62
6.000,00	Rembourst AISF remise en état pompe eau de pluie Neerstalle 153
1.650,00	Nettoyage des appartements place Saint-Denis 7
500,00	Remplacement d'une vitre bâtiment place St-Denis 7
5.000,00	Remplacement de la chaudière Moines 12

Considérant que le coût des maintenances des bâtiments repris à la régie foncière peut être réévalué à la baisse à concurrence de 33.500 € (- 33.500 € à l'article 614-01) ;

Considérant que l'exonération du précompte immobilier pour l'ensemble des bâtiments de Divercity est acquis et qu'il n'y a plus lieu de prévoir un montant pour la partie centre de formation Horeca reprise dans la régie foncière (- 11.202,15 € à l'article 616-01 Impôts, taxes et redevances sur l'immobilier) ;

Considérant que les recettes de loyer peuvent d'une part être revues à la hausse compte-tenu du taux d'indexation effective des loyers et de la location d'un parking automobile aux Huileries (+ 38.371,24 € à l'article 703-01 produits de location) ;

Considérant que les recettes de loyers doivent d'autre part être revues à la baisse compte-tenu du mécanisme répondant à la demande du Conseil Communal de limitation à 4% de l'augmentation des loyers de logements, appliqué à partir du premier octobre (- 2.720 € à l'article 703-01) ;

Considérant que l'incendie qui a détruit deux châssis au rez-de-chaussée du centre de formation Horeca de Divercity devrait être remboursé par l'assurance sous déduction de la franchise et que le départ d'un locataire de logements communaux avant la fin du premier triennat entraîne la récupération d'une indemnité de deux mois de loyers (+ 75.583,04 € à l'article 713-01 décomptes de charges et autres récupérations) ;

Considérant que la Région nous a informés de remboursements liés à des réductions de loyer octroyées à deux locataires en 2021 qui seront liquidés en 2022 et que le subsidé 2022 en rétrocession des amendes régionales sur les logements inoccupés permet de financer certaines dépenses nouvelles du budget d'exploitation (+ 10.099,49 € à l'article 735-01 subsides d'exploitation obtenus de l'autorité supérieure) ;

Considérant que la majeure partie du subsidé 2022 en rétrocession des amendes pour logements inoccupés est inscrite en modification au budget patrimonial pour divers investissements qui n'auront plus besoin d'emprunts pour être financés et que dès lors les charges d'intérêt diminuent (- 2.010,89 € à l'article 651-04) ;

Considérant que le montant prévu au budget pour le remboursement des décomptes de charges en faveur des locataires s'avère insuffisant compte tenu des décomptes réalisés et qu'il faut le doubler (+

5.000 € à l'article 671-01 « petits dédommagement et charges exceptionnelles » ;

Considérant que les produits supplémentaires sont supérieurs aux charges supplémentaires à hauteur de 67.108,46 € ce qui permet de prévoir un boni d'exploitation de 284.611,33 €, à reprendre comme résultat à transférer au budget communal (+ 67.108,46 € au 694-01) ;

Considérant, au budget patrimonial, la nécessité d'un supplément pour le remplacement des compteurs de passage des logements passifs par des compteurs à radiofréquence (+ 4.700 € aux emplois à l'article 234 des emplois) ;

Considérant que le subside 2022 en rétrocession des amendes pour logements inoccupés peut-être en majeure partie inscrit au budget patrimonial de la régie foncière pour financer divers investissements comme détaillé ci-dessous et dans les annexes (+ 72.200 € à l'article 151 des ressources) ;

16.700,00      *remplacement compteurs de passage logements des bâtiments passifs*

15.500,00      *remplacement des fenêtres de toiture rue de Belgrade 78 et 84*

35.000,00      *achat véhicule électrique*

5.000,00      *achat logiciel comptable*

Considérant que les emprunts à charge de la régie peuvent diminuer d'autant (- 72.200 € à l'article 1710 des ressources) ;

Considérant que la commission d'avis, conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2022 modifié de la Régie Communale Ordinaire ;

DECIDE

D'approuver les modifications n° 2 au budget d'exploitation de la régie foncière pour 2022 joints en annexe ;

D'approuver les modifications n° 2 au budget patrimonial de la régie foncière pour 2022 et ses annexes joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 20 votes positifs, 13 abstentions.

*Abstentions : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.*

---

**Grondregie - Wijziging nr. 2 van de exploitatiebegroting en van de patrimoniale begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het

financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2012 tot instelling van een huurtoelage;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 tot goedkeuring van de statuten van de Grondregie van Vorst;

Gelet op de brief van 5 augustus 2022 van Brussel Huisvesting waarin een subsidie van 125.351,94 € wordt gemeld als terugbetaling van 85% van de opbrengst van de gewestelijke boetes op leegstaande woningen;

Gelet op het verslag van de adviescommissie van 7 november 2022;

Overwegende dat drie gemeentelijke woningen nog EPB-gecertificeerd moeten worden (+ 900 € op artikel 612-01 “erelonen”);

Overwegende dat een supplement nodig is om de opvoerpompen voor afvalwater aan de Neerstalsesteenweg te herstellen en dat diverse herstellingen nodig zijn zoals nader beschreven in onderstaande tabel (+ 95.038,35 € op artikel 614-01 “kosten voor gebouwen”);

Geraamd bedrag	Tussenkost
3.200,00	Aanhangsel vervanging pompen en pompput Neerstalsesteenweg 153
75.000,00	Vervanging ramen horeca-vormingscentrum Divercity Luttrebruglaan 134
3.700,00	Terugbetaling SVKV toegangsdeur Luikstraat 62
6.000,00	Terugbetaling SVKV herstelling regenwaterpomp Neerstalsesteenweg 153
1.650,00	Reiniging appartementen Sint-Denijsplein 7
500,00	Vervanging raam gebouw Sint-Denijsplein 7
5.000,00	Vervanging verwarmingsketel Monnikenstraat 12

Overwegende dat de onderhoudskosten van de gebouwen die op de Grondregie zijn overgenomen, met 33.500 € naar beneden kunnen worden herzien (- 33.500 € op artikel 614-01);

Overwegende dat de vrijstelling van de onroerende voorheffing voor alle gebouwen van Divercity is verworven en dat er geen bedrag meer hoeft te worden voorzien voor het gedeelte horeca-vormingscentrum dat in de Grondregie is opgenomen (- 11.202,15 € op artikel 616-01 “belastingen, taksen en retributies op onroerende goederen”);

Overwegende dat de huurontvangsten enerzijds naar boven kunnen worden herzien, rekening houdend met het effectieve indexeringspercentage van de huurprijzen en de huur van een parkeerplaats op de Olieslagerijsite (+ 38.371,24 € op artikel 703-01 “huuropbrengsten”);

Overwegende dat anderzijds de huurontvangsten naar beneden moeten worden herzien, rekening houdend met het mechanisme waarmee gevolg wordt gegeven aan het verzoek van de Gemeenteraad om de huurprijsverhoging van woningen te beperken tot 4%, toegepast vanaf 1 oktober (- 2.720 € op



artikel 703-01);

Overwegende dat de brand die twee ramen op de begane grond van het horeca-vormingscentrum Divercity heeft verwoest, mits aftrek van de vrijstelling door de verzekeringsmaatschappij moet worden vergoed en dat het vertrek van een huurder van een gemeentelijke woning vóór het einde van de eerste driejarige periode de terugvordering van een vergoeding van twee maanden huur met zich meebrengt (+ 75.583,04 € op artikel 713-01 “afrekening lasten en andere terugvorderingen”);

Overwegende dat het Gewest ons in kennis heeft gesteld van terugbetalingen in verband met huurverminderingen die in 2021 aan twee huurders zijn toegekend en die in 2022 worden verrekend, en dat de subsidie voor 2022 als terugbetaling van de gewestelijke boetes op leegstand het mogelijk maakt bepaalde nieuwe uitgaven in de exploitatiebegroting te financieren (+ 10.099,49 € op artikel 735-01 “van de hogere overheid verkregen exploitatiesubsidies”);

Overwegende dat het grootste deel van de subsidie voor 2022 als terugbetaling van boetes voor leegstand wordt ingeschreven als een wijziging van de patrimoniale begroting voor diverse investeringen waarvoor geen leningen meer nodig zijn, en dat bijgevolg de rentelasten dalen (- 2.010,89 € op artikel 651-04);

Overwegende dat het in de begroting voorziene bedrag voor de terugbetaling van de afrekeningen van lasten aan de huurders ontoereikend bleek rekening houdend met de opgestelde afrekeningen, en dat het moet worden verdubbeld (+ 5.000 € op artikel 671-01 “kleine schadeloosstellingen en andere uitzonderlijke kosten”);

Overwegende dat de bijkomende opbrengsten 67.108,46 € hoger zijn dan de bijkomende lasten, kan een batig exploitatieresultaat van 284.611,33 € worden verwacht, dat moet worden opgenomen als naar de gemeentebegroting over te dragen resultaat (+ 67.108,46 € op 694-01);

Overwegende dat in de patrimoniale begroting een supplement nodig is voor de vervanging van de tussenmeters in de passiefwoningen door meters met radiofrequentie (+ 4.700 € voor de bestedingen in artikel 234 van de bestedingen);

Overwegende dat de subsidie voor 2022 als terugbetaling van boetes voor leegstand grotendeels kan worden ingeschreven op de patrimoniale begroting van de Grondregie om diverse investeringen te financieren zoals hieronder en in de bijlagen nader wordt omschreven (+ 72.200 € op artikel 151 van de middelen);

16.700,00            *vervanging tussenmeters passiefwoningen*

15.500,00            *vervanging dakvensters Belgradostraat 78 en 84*

35.000,00            *aankoop elektrisch voertuig*

5.000,00             *aankoop boekhoudsoftware*

Overwegende dat de leningen ten laste van de Regie met hetzelfde bedrag kunnen worden verminderd (- 72.200 € op artikel 1710 van de middelen);

Overwegende dat de adviescommissie, in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven, een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de gewijzigde begroting 2022 van het gewone gemeentebedrijf;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen nr. 2 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor 2022 als bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen nr. 2 van de patrimoniale begroting van de Grondregie voor 2022 en de bijlagen, bijgevoegd bij onderhavige beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 20 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha.*

### **Intervention de Mr Loewenstein.**

**Merci à l'administration pour la clarté de la présentation faite en commission la semaine dernière. Nous n'avons rien à redire par rapport à cette modification budgétaire. Par contre, comme nous nous sommes abstenus sur le budget, nous nous abstiendrons sur la MB.**

### **Tussenkomst van de heer Loewenstein**

**Dank aan de administratie voor de duidelijke presentatie in de commissie vorige week. We hebben niets aan te merken op deze begrotingswijziging. Maar omdat we ons bij de begroting van stemming onthouden hebben, zullen we ons bij de begrotingswijziging van stemming onthouden.**

*5 annexes / 5 bijlagen*

---

## **Propreté publique - Openbare netheid**

### **24 Propreté publique - Programme de Transition Professionnel - convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Propreté publique.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique » approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 décembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de propreté publique ;

Considérant que cette convention a pour objet la reconduction du partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par le biais d'un projet de propreté publique couvrant prioritairement cinq quartiers de Forest pour l'année 2022 ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à

la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de **17.792,92 €** par an » ;

Vu la décision du Conseil Communal du 21 juin 2022 autorisant la disposition des six derniers douzièmes provisoires ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de **17.792,92 €** à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de **17.792,92 €** à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - Openbare netheid.**

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "openbare netheid" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van openbare netheid;

Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft de samenwerking met het gemeentebestuur te hernieuwen teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van een project van openbare netheid in vijf prioritaire wijken van Vorst voor het jaar 2022;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van **17.792,92 €** per jaar";

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2022 om de zes laatste voorlopige twaalfden toe te staan;

BESLIST:

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van **17.792,92 €** aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van **17.792,92 €** in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

25 **Propreté publique - Programme de Transition Professionnel - convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Détagage.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « détagage » approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de détagage;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de **8.896,46 €** par an » ;

Vu la décision du Conseil Communal du 21 juin 2022 autorisant la disposition des six derniers douzièmes provisoires ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP (détagage) et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de **8.896,46 €** à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de **8.896,46 €** à l'article 876/332-02/73 du service ordinaire du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

## **Openbare nethed - Doorstromingsprogramma - samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - graffitiwrijving.**

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "graffitiverwijdering" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 september 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van graffitiwrijving;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van **8.896,46 €** per jaar";

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2022 om de zes laatste voorlopige twaalfden toe te staan;

BESLIST:

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten (graffitiverwijdering) en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van **8.896,46 €** aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van **8.896,46 €** in te schrijven op artikel 876/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **PRÉVENTION - PREVENTIE**

### **Présence visible - Zichtbare aanwezigheid**

- 26 **Prévention – Travailleurs sociaux de rues – Accord de collaboration – ASBL PAG-ASA – Formation professionnelle sur la traite des êtres humains – PLPP – Safe Brussels.**

LE CONSEIL,

Vu le nouveau plan PLPP subventionné par Safe Brussels, en vue de financer le plan local de prévention et de proximité s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Vu le projet des travailleurs sociaux de rues « Tous égaux », visant la lutte contre le trafic d'être humain ;

Considérant ce nouveau plan et le projet s'y référant, les travailleurs sociaux de rues du service de prévention n'ayant pas de personnel formé spécialement à cette problématique, a pris la décision de collaborer avec l'ASBL PAG-ASA, située en son siège, Rue des Alexiens, 16B - 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur De Witte Jozef, président ;

Attendu que cette activité de formation souhaite former un maximum de professionnels forestois tant communaux que professionnels sur le territoire communal (ex : ASBL). L'association a pour objet la sensibilisation et la formation des professionnels sur la problématique du trafic et de la traite des êtres humains ;

Considérant les modalités de mise en place de cette activité, le service des travailleurs sociaux de rues et l'ASBL PAG-ASA souhaite proposer une formation au public cible le 13 décembre 2022 à la salle orange, abbaye de Forest – 1190 Forest (14h) ;

Considérant les modalités du pouvoir subsidiant, le service de prévention doit mettre en place un accord de collaboration, ainsi qu'une publicité sur l'événement, celle-ci suivra en Collège des Bourgmestres et échevins.

DECIDE :

- D'approuver l'accord de collaboration
- D'approuver les modalités de formation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Preventie – Straathoekwerkers – Samenwerkingsovereenkomst – Vzw PAG-ASA – Vorming i.v.m. mensenhandel – PPBP – Safe.Brussels.**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe, door Safe.Brussels gesubsidieerde Plaatselijke Preventie- en Buurtplan, met het oog op de financiering van het bijhorende PPBP voor de periode 2022-2024;

Gelet op het project van de straathoekwerkers "Iedereen gelijk", gericht op de bestrijding van mensenhandel;

Overwegende dit nieuwe plan en het bijhorende project hebben de straathoekwerkers van de preventiedienst, aangezien er geen personeel speciaal voor deze problematiek opgeleid is, beslist samen te werken met de vzw PAG-ASA, met zetel Cellebroersstraat 16B te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jozef De Witte, voorzitter;

Aangezien deze opleiding zo veel mogelijk Vorsts gemeentepersoneel en personen die werkzaam zijn op het gemeentelijke grondgebied wil bereiken (bv. vzw's); het doel van de vereniging is sensibilisering en vorming van professionals op het vlak van mensenhandel;

Overwegende de uitvoeringsmodaliteiten van deze activiteit bieden de dienst van de straathoekwerkers en de vzw PAG-ASA aan het doelpubliek een vorming aan op 13 december 2022 om 14 uur, in de oranje zaal in de Abdij van 1190 Vorst;

Overwegende de modaliteiten van de subsidiërende overheid moet de preventiedienst een samenwerkingsovereenkomst en een aankondiging van het evenement voorbereiden en deze voorleggen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST:

- Goedkeuring te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst;
- De vormingsmodaliteiten goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## Général - Algemeen

### 27 **Prévention – Violences conjugales et intrafamiliales – Appel à projet avec les membres de la zone police MIDI – Convention – SPF Intérieur.**

LE CONSEIL,

Vu le décide collège du 24 février 2022, approuvant le dépôt de l'appel à projet de la Zone Police Midi (sous entendu les trois communes de la Zone ainsi que la Police) et le projet de convention entre les différentes parties;

Vu le courrier du 16 aout 2022 reçu par la Commune de St Gilles pour l'approbation de notre projet d'impulsion contre les violences familiales;

Considérant la mise en place du projet *Rézone Midi #VIF*, la convention doit être approuvée par le Conseil communal afin d'y apposer notre accord pour signature;

Considérant la mise en place de ce projet, le service de prévention va prendre contact avec les différents acteurs forestois afin d'impliquer le plus grand nombre dans ce projet;

DECIDE :

D'approuver la convention du projet *Rézone Midi #VIF* entre la Commune d'Anderlecht, La Commune de St Gilles, la Police Zone Midi et la Commune de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Preventie – Intrafamiliaal en partnergeweld – Projectoproep met de leden van politiezone ZUID**

## **– Overeenkomst – FOD Binnenlandse Zaken.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 24 februari 2022 tot goedkeuring van de indiening van de projectoproep van de politiezone Zuid (d.w.z. de drie gemeenten van de zone en de politie) en de ontwerpovereenkomst tussen de verschillende partijen;

Gelet op de brief van 16 augustus 2022 die de gemeente Sint-Gillis heeft ontvangen voor de goedkeuring van ons impulsproject tegen huiselijk geweld;

Overwegende de uitvoering van het project *Rézone Midi #VIF* moet de overeenkomst door de Gemeenteraad worden goedgekeurd om ons akkoord voor ondertekening te kunnen aanbrengen;

Overwegende de uitvoering van dit project zal de Preventiedienst contact opnemen met de verschillende Vorstse actoren om zoveel mogelijk mensen bij dit project te betrekken;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van het project *Rézone Midi #VIF* tussen de gemeente Anderlecht, de gemeente Sint-Gillis, de politiezone Zuid en de gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

### **Intervention de Mr Hacken.**

**Je souhaiterai une présentation plus longue qui peut m’être envoyée par mail.**

### **Tussenkomst van de heer Hacken**

**Ik wil graag een langere presentatie die mij per e-mail kan worden toegestuurd.**

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Propreté publique - Openbare netheid**

- 28 **Bien-être animal - Projet de convention - Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, visuel « animaux bienvenus », événement autour du bien-être animal, abris chats errants.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de l’obtention ou du maintien du label « Commune amie des animaux », Bruxelles-Environnement octroie des subventions pour la réalisation d’un ou plusieurs critères à concurrence de 7000 € ;



Considérant que l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, un événement autour du bien-être animal, des abris pour chats errants, un visuel « animaux bienvenus » dans les lieux publics, rentrent dans les critères et peuvent donc être subsidiés ;

Considérant que le service Bien-être animal a introduit une demande de subvention auprès de Bruxelles-Environnement pour ces critères ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a confirmé que le dossier de demande était complet ;

Vu le Projet de convention en annexe ;

Considérant que la période effective à subsidier prend cours le 15/05/2022 et se termine le 31/12/2022 ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée, relative à la subvention afin de financer l'intervention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, un événement autour du bien-être animal, des abris pour chats errants, un visuel « animaux bienvenus » dans les lieux publics ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Dierenwelzijn - Ontwerp van overeenkomst - Subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, een visuel "huisdieren welkom", evenement rond dierenwelzijn, schuilplekken voor zwervkatten**

DE RAAD,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in het kader van het verkrijgen of behouden van het label "Diervriendelijke gemeente" subsidies toekent voor het behalen van een of meer criteria, ten belope van 7.000 euro;

Overwegende dat de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, een visuel "huisdieren welkom" op openbare plaatsen, een evenement rond dierenwelzijn en schuilplekken voor zwervkatten deel uitmaakt van de criteria en dus kan worden gesubsidieerd;

Overwegende dat de dienst Dierenwelzijn voor deze criteria een subsidieaanvraag heeft ingediend bij Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel heeft bevestigd dat het aanvraagdossier volledig was;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst;

Overwegende dat de daadwerkelijk te subsidiëren periode aanvangt op 15/05/2022 en eindigt op 31/12/2022;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, een visueel “huisdieren welkom” op openbare plaatsen, een evenement rond dierenwelzijn en schuilplekken voor zwerfkatten;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Marc Loewenstein quitte la séance / verlaat de zitting.  
Laurent Hacken quitte la séance / verlaat de zitting.  
Dominique Goldberg quitte la séance / verlaat de zitting.  
Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.  
Simon De Beer quitte la séance / verlaat de zitting.  
Christophe Borcy quitte la séance / verlaat de zitting.  
Valérie Michaux quitte la séance / verlaat de zitting.  
Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.  
Samir Ahrouch quitte la séance / verlaat de zitting.  
Xavier Jans quitte la séance / verlaat de zitting.  
Michael Van Vlasselaer quitte la séance / verlaat de zitting.  
Christiane Defays quitte la séance / verlaat de zitting.  
Francis Dagrín quitte la séance / verlaat de zitting.  
Mostafa Bentaha quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **Mobilité - Mobiliteit**

### **29 Stationnement - Redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - Règlement - Modifications - Report du 27/10/2022**

LE CONSEIL,

Vu le règlement - redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - adopté par le conseil communal en séance du 10 septembre 2019 et modifié par le conseil communal en séance du 17 décembre 2019;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 137bis de la nouvelle loi communale relative au recouvrement des créances non fiscales ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur et ses modifications subséquentes ;

Vu l'Arrêté Royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu le projet de Plan d'Action Communal du Stationnement élaboré par l'Agence du stationnement pour le compte de la commune de Forest ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, en vue d'instaurer trois nouvelles zones de stationnement dénommées « chargement électrique », « autocars » et « poids lourds » ;

Considérant que le parc horodateur est renouvelé en 2022 et qu'il y a lieu d'adapter le règlement afin d'y intégrer les nouvelles technologies et les nouvelles fonctionnalités, notamment :

- La disparition du ticket de stationnement sous format papier pour les horodateurs de nouvelle génération
- L'introduction de « totems » en lieu et place d'horodateurs, se matérialisant par des panneaux d'information sur le stationnement payant

Considérant qu'il est pertinent de remplacer le chapitre « généralités » par le chapitre « généralités aux zones payantes » issu du modèle de règlement proposé par l'Agence et ce afin de mieux répondre aux réalités de terrain ;

Considérant la volonté de se mettre en conformité avec les horaires de stationnement définis dans la nouvelle Ordonnance ;

Considérant la nécessité de modifier les modalités de recouvrement pour permettre à l'Agence de poursuivre le recouvrement des redevances conformément à la nouvelle Ordonnance ;

Considérant que le présent règlement fera prochainement l'objet d'une mise à jour complète afin de se mettre en conformité avec l'Arrêté Régional relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogations ;

DECIDE :

De modifier le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2022 comme suit :

Ancien Texte	Nouveau texte
<b>Article 2 : Définitions</b> - Agence : l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement création de l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.	<b>Article 2 : Définitions</b> - Agence : l'agence du : définie dans le chapitre de la politique du stationnement de l'Agence du :
<b>Article 2 : Définitions</b> - billet de stationnement : document, également appelé "notification", placé par le contrôleur sur la face externe du pare-brise avant du véhicule lorsque, au moment de la vérification, le ticket de stationnement fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ou en cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.	<b>Article 2 : Définitions</b> - Redevance de stationnement : redevance de stationnement en disposition d'un emplacement de stationnement à l'embarquement ou le départ de l'article 2.23 de l'arrêté de la police de la circulation en vertu de l'article 14, § 1  - Redevance de stationnement de l'article 14, § 2 de l'
<b>Article 2 : Définitions</b> - ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Il doit être apposé, en original, de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule.	<b>Article 2 : Définitions</b> - ticket de stationnement : présent règlement. Le ticket de 15 ou 30 minutes selon par l'utilisateur et/ou le type de stationnement peut être une marque d'immatriculation électronique, etc.).
<b>Article 2 : Définitions</b> - Agent assermenté : agent communal désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de veiller à l'application du présent règlement-redevance.	<b>Article 2 : Définitions</b> -

**Article 3 : Modalités applicables aux zones de couleurs**  
Sauf disposition contraire, la redevance pour le stationnement sur la voie publique est d'application dans les zones de couleurs, entre 9h et 13h et de 14h à 18h, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés légaux, aux tarifs et selon les modalités suivantes :

**a. Tarifs horaires**

Le ticket doit être posé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

En zone « rouge » :

- Le tarif horaire du stationnement est de 1,5€.
- Toutefois, si l'usager ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

En zone «verte » :

- Le tarif horaire du stationnement est de 1 €.
- Dans cette zone, tous les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement de stationnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur.
- Toutefois, si l'usager ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

[...]

**Article 3 : Modalités a**  
Sauf disposition contrai  
est d'application dans le  
dimanches et jours férié

**a. Tarifs de stationnen**

En zone « rouge » :

- Le tarif horaire du sta

En zone «verte » :

- Le tarif horaire du sta
- Dans cette zone, tous  
stationnement sont disp

[...]

### **Article 3 : Modalités applicables aux zones de couleurs**

#### **b. Tarif forfaitaire**

Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire de 25 € ou 100 € dans les cas suivants :

- Lorsque, au moment de la vérification par un contrôleur, le ticket de stationnement se trouvant en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ;
  - En cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule au moment de la vérification par un contrôleur ;
  - En cas de non-conformité de la carte habitant ou de l'abonnement ;
- Le montant déjà acquitté dans l'horodateur ne sera pas déduit du montant de la tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait choix du système forfaitaire, les tarifs suivants sont d'application :

§1. Pour les zones rouge et verte

- 25 € en matinée (de 9h00 à 13h).
- 25 € l'après-midi (de 14h à 18h00).

§2. Pour la zone jaune

- 100 € (de 9h00 à 18h00).

§3. Pour la zone « chargement électrique » et lorsque l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique :

- 50 € en matinée (de 9h00 à 13h).
- 50 € l'après-midi (de 14h à 18h00).

### **Article 3 : Modalités a** **b. Tarif de redevance**

Il sera toujours considéré

- paiement du tarif forfaitaire
- En cas de non-paiement
- en cas de dépassement horaire a été payée
- En cas de non-conformité

Le montant déjà acquitté

tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait

d'application :

- §1. Pour les zones rouge
- 25 € en matinée (de 9h00 à 13h)
  - 25 € l'après-midi (de 14h à 18h00)

§2. Pour la zone jaune

- 100 € (de 9h00 à 18h00)

§3. Pour la zone « chargement électrique » et lorsque l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique :

- 50 € en matinée (de 9h00 à 13h)
- 50 € l'après-midi (de 14h à 18h00)

#### **Article 4 : Modalités applicables à la zone évènement**

Les tarifs et modalités applicables en zone évènement sont les suivants :

##### **a. Tarif horaire**

Le ticket doit être posé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

- La durée maximale de stationnement y est de 4h30 au tarif de 5€ par heure.

- Dans cette zone, tous les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement de stationnement délivré par la Commune de Forest sont dispensés d'alimenter l'horodateur.

- Toutefois, si l'utilisateur ne désire stationner qu'un maximum de 30 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

##### **b. Tarif forfaitaire**

Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire dans les cas suivants :

- Lorsque, au moment de la vérification par un contrôleur, le ticket de stationnement se trouvant en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la taxe a été payée ;

- En cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule au moment de la vérification par un contrôleur ;

- En cas de non-conformité de la carte habitant ou de l'abonnement ;

Le montant déjà acquitté dans l'horodateur ne sera pas déduit du montant de la tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait choix du système forfaitaire, les tarifs suivants sont d'application :

- 50 € en soirée (19h30 à 24h00)

#### **Article 6 : Carte communale de stationnement**

##### **b. Carte riverain temporaire**

§1. La carte riverain temporaire est délivrée à tout ménage forestois qui en fait la demande.

§2. La carte riverain temporaire est strictement personnelle. Elle ne peut être ni cédée, ni revendue à une tierce personne. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'utilisateur, des éventuels abus d'utilisation. En cas de cession avérée de la carte riverain temporaire à une tierce personne, le titulaire de la carte concernée perdra le bénéfice de la carte riverain temporaire.

§3. Tarifs pour les forestois habitant dans la zone évènement :

- La carte riverain temporaire pour les forestois possédant la carte habitant est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 1250 heures.

#### **Article 4 : Modalités a**

Les tarifs et modalités a

##### **a. Tarif de redevance**

- La durée maximale de

- Dans cette zone, tous stationnement délivré p l'horodateur.

##### **b. Tarif de redevance**

Il sera toujours considéré paiement du tarif forfait

- En cas de non-paieme

- En cas de dépassemen horaire a été payée

- En cas de non-conform

Le montant déjà acquitt tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait d'application :

- 50 € en soirée (19h30 à

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 750 heures.

Après épuisement des 2000 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Une seule carte de ce type peut être délivrée.

- La carte riverain temporaire pour les forestois ne possédant pas la carte habitant est valable un an au prix de 15 € pour un crédit de 1750 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 1000 heures.

Après épuisement des 2750 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Sur demande, le crédit supplémentaire peut être attribué sous la forme d'une deuxième carte physique.

En zone verte, la carte sera débitée de 1€/h.

En zone événement, la carte sera débitée de 5€/h.

§4. Tarifs pour les forestois habitant en dehors dans la zone événement :

- La carte riverain temporaire pour les forestois possédant la carte habitant est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 250 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 150 heures.

Après épuisement des 400 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Une seule carte de ce type peut être délivrée.

- La carte riverain temporaire pour les forestois ne possédant pas la carte habitant est valable un an au prix de 15 € pour un crédit de 350 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 200 heures.

Après épuisement des 550 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Sur demande, le crédit supplémentaire peut être attribué sous la forme d'une deuxième carte physique.

§5. Les tickets obtenus à l'aide de la carte riverain temporaire sont valables uniquement en zone verte et en zone événement.

§6. La durée de validité de la carte riverain temporaire est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§7. La demande doit être introduite auprès du service stationnement accompagnée des documents suivants :

- la copie de la carte d'identité du demandeur ;
- le formulaire de demande de carte visiteur dûment complété et signé ;
- une procuration dans le cas où la personne qui retire la carte n'est pas le bénéficiaire de la carte.

§8. Les cartes perdues ou volées peuvent être remplacées au prix de la

**Article 6 : Carte commur**  
**b. Carte visiteur**

§1. Peuvent bénéficier de carte est toujours délivrée

**§2. Le prix de la carte de minutes.**

**§3. Le nombre de période par ménage est de maxi**

**§4. La carte de dérogation**

**c. Carte visiteur « événement**

§1. Peuvent bénéficier de d'un ménage résidant dans bruxellois exclusivement, j

**§2. Le prix de la carte de minutes.**

**§3. Le nombre de période par ménage est de maxi**

§4. La carte de dérogation événement



recharge auquel 5,00 € sont rajoutés et ne peuvent plus être rechargées.

Si la carte perdue ou volée a déjà été rechargée dans le courant de l'année, elle ne peut plus être remplacée.

## **Article 6 : Carte communale de stationnement**

### **c. Carte club sport**

§1. La carte club sport doit être demandée par le club de sport pour ses membres. Le nombre de cartes est limité au nombre de membre non-forestois.

§2. Tarif pour les clubs sportifs dont l'adresse du club est située dans la zone événement:

La carte club sport est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 1000 heures.

En zone verte, la carte sera débitée de 1€/h.

En zone événement, la carte sera débitée de 5€/h.

§2bis. Tout concessionnaire domanial et de service public sportif d'une propriété communale ayant son activité dans le périmètre de la zone événement peut obtenir une carte visiteur événement. Cette carte se présente sous forme de billets dont le nombre est limité à 4000 par année à dater de la première demande.

Les billets peuvent être achetés à l'unité (au prix de 0,60 € par unité), sans possibilité de reporter le nombre de billets.

La durée de validité du billet est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance du ticket. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

Chaque billet permet à un véhicule visiteur de rester stationné de 19h30 à 24 h du lundi au dimanche pour une durée de 6 h, sans possibilité de fractionner cette période de 4h30 h en deux ou plusieurs périodes plus courtes.

Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande :

- la preuve de la concession domaniale ;

§3. Tarif pour les clubs sportifs dont l'adresse du club est située en dehors la zone événement:

La carte club sport est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 200 heures.

§4. La durée de validité de la carte club sport est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§5. La demande doit être introduite, maximum une fois par trimestre, auprès de l'Agence du stationnement accompagnée des documents suivants :

## **Article 6 : Carte communale de stationnement**

### **d. Carte club sport « événement »**

§1. Peuvent bénéficier de la carte club sport les clubs sportifs dont l'installation est située dans la zone événement.

§2. Le prix de la carte de stationnement est de 20 € pour un crédit de 1000 heures.

§3. Le nombre de périodes de validité par club sportif est de 1 par trimestre.

§4. La carte de stationnement est valable un an à compter de la date de délivrance.

- la preuve que le membre est affilié au club sportif ;
- la copie de la carte d'identité du membre ;
- une attestation reprenant l'identité du responsable désigné pour retirer les abonnements ;
- le formulaire de demande de carte club sport dûment complété et signé

§6. Les cartes perdues ou volées ne seront pas remplacées.

## Article 9 : Généralités

§1. Le stationnement est régi suivant les modalités et conditions reprises dans le présent règlement ainsi que celles mentionnées sur les horodateurs. Les cartes et abonnements sont délivrés selon les modalités prévues aux articles 5 à 6 du présent règlement.

§2. Conformément à l'article 27.3.1.2° de l'arrêté royal du 1er décembre 1975, lorsque l'horodateur le plus proche de l'endroit où est stationné son véhicule est hors d'usage, tout conducteur est tenu d'employer le disque de stationnement.

§3. Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement, au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé et, au plus tard, 2 heures après son arrivée si son utilisateur a placé un disque de stationnement en évidence derrière son pare-brise avant en cas d'horodateur défectueux.

§4. L'utilisateur supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

§5. Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance ne donne droit à aucune surveillance. L'administration communale ni l'Agence du stationnement ne peuvent être rendues responsables des faits de dégradations ou de vol du véhicule ou dans le véhicule.

§6. Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

## Article 9 : Généralités

§1. Le stationnement de  
les modalités et conditi

§2. La redevance due, p  
est payable par insertio  
cartes de débit et de car  
telle que SMS ou applic  
horodateurs ou toute au

§3. Le cas échéant, le ti  
l'horodateur, doit être aj  
face interne du pare-bri  
tel n'est pas le cas, aucu  
paiement ne doit quant

§4. Le paiement de la r  
ininterrompue, dont la c

§5. En cas de non-pai  
stationnement payée ou  
est réputé avoir opté po  
par période de stationne

§6. L'utilisateur répond de  
app, ...) pour l'obtentio  
également s'appliquer c  
s'ajoutent au tarif de la

§7. L'utilisateur supporte le  
détériorations qu'il lui a

§8. Il est possible d'obt  
dans les zones de coule  
moyennant l'enregistre  
électronique, soit par le

§9. Pour la même place  
(ou 30 minutes en zone

§10. Le quart d'heure g  
stationnement payant.

§11. Aucune des dispos  
une quelconque surveill

### Article 10: Recouvrement

En cas de non respect d'une des dispositions énumérées dans ce règlement, une notification sera apposée sur la face externe du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule par un agent contrôleur de la commune ou de l'Agence.

Un délai de maximum 5 jours ouvrables est prévu pour régler la notification.

A défaut de paiement intégral de la notification dans les temps, un premier rappel sans frais sera envoyé.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire des frais administratifs d'un montant de 15,00 € seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite, toujours en cas de non-paiement, l'Agence décide de la suite à réserver au dossier et des éventuelles poursuites à intenter contre le redevable de la redevance.

En cas de non paiement par le conducteur, le titulaire de l'inscription auprès du « Service de l'Immatriculation des véhicules » est tenu solidairement et indivisiblement responsable.

### Article 10: Recouven

§1. Dans l'hypothèse où dispose, pour s'acquitter l'apposition lorsque l'ir le pare-brise. Ce délai e l'invitation à acquitter l

§2. En cas de non-paiement indiqué dans l'invitation envoyé.

§3. En cas de non-paiement rappel, un deuxième rap d'envoi et d'une indem

§4. Lorsque la redevance lorsque le créancier pro prestataire de services c d'une indemnité forfaitaire dépenses liées au recou en cas de recouvrement

§5. En cas de non-paiement poursuivi conformément 6 juillet 2022 et, en par

§6. Conformément à l'emplacem de station redevance est mise à ch de laquelle ce véhicule

Le Conseil approuve le projet de délibération.

19 votants : 19 votes positifs.

### **Parkeerbeleid - Retributie op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Reglement - Wijzigingen - Uitstel van 27/10/2022**

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 10 september 2019 en gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 17 december 2019;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd

aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op artikelen 2, 3, 4 en 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Gelet op het ontwerp van Gemeentelijk Parkeeractieplan uitgewerkt door het Parkeeragentschap voor rekening van de gemeente Vorst;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2018 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, met het oog op de invoering van drie nieuwe parkeerzones genaamd “elektrisch opladen”, “autocars” en “vrachtwagens”;

Overwegende dat het parkeermeterpark in 2022 wordt vernieuwd en het reglement moet worden



<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>- parkeerbiljet: document, tevens "notificatie" genoemd, geplaatst door de controleur aan de buitenkant van de voorruit van het voertuig wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, is overschreden of in geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar ticket, parkeerschijf, -kaart of -abonnement zichtbaar geplaatst achter de voorruit.</p>	<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>- Parkeerretributie per uur: financiële tegenprestatie verschuldigd voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg en vastgesteld krachtens artikel 14, §1 van de Ordonnantie van 6 juli 2022.</p> <p>- Forfaitaire parkeerretributie: financiële tegenprestatie vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de Ordonnantie van 6 juli 2022.</p>
<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>- parkeerticket: document afgeleverd door de parkeermeter in overeenstemming met het huidige reglement. Het moet, in zijn originele vorm, op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig worden aangebracht.</p>	<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>- parkeerticket: document afgeleverd door de parkeermeter in overeenstemming met het huidige reglement. Het parkeerticket kan ofwel gratis zijn, voor een duur van 15 of 30 minuten afhankelijk van de betalende zone, ofwel betalend voor een duur bepaald door de gebruiker en/of het type gereguleerde zone. Het "fysieke" parkeerticket kan worden vervangen door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling, ...).</p>
<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>- beëdigde beambte: gemeentelijke beambte aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen om toe te zien op de toepassing van het huidige retributiereglement.</p>	<p><b>Artikel 2: Definities</b></p> <p>-</p>

**Artikel 3: Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones**

**a. Uurtarieven**

Het ticket moet zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

In de “rode” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1,5 €.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum 15 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Het opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

In de “groene” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1 €.
- In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum 15 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

[...]

**Artikel 3: Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones**

**a. Parkeerretributietarieven per uur**

In de “rode” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1,5 €.

In de “groene” zone:

- Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1 €.
- In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.

[...]



<p><b>Artikel 3: Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones</b></p> <p><b>b. Forfaitair tarief</b></p> <p>In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief van 25 € of 100 € heeft gekozen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Wanneer de tijdslimiet waarvoor de retributie betaald werd, vermeld op het parkeerticket, zichtbaar geplaatst achter de voorruit van het voertuig, op het ogenblik van het nazicht door een controleur is overschreden;</li> <li>- In geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar parkeerticket dat zichtbaar geplaatst werd achter de voorruit van het voertuig op het ogenblik van het nazicht door een controleur;</li> <li>- In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;</li> </ul> <p>Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.</p> <p>Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, zijn de volgende tarieven van toepassing:</p> <p>§1. Voor rode en groene zones:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25 € in de voormiddag (van 9u tot 13u).</li> <li>- 25 € in de namiddag (van 14u tot 18u).</li> </ul> <p>§ 2. Voor de gele zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 € (van 9u00 tot 18u00).</li> </ul> <p>§ 3. Voor de zone “elektrisch opladen” en in het geval van een gebruiker van een niet elektrisch motorvoertuig of een gebruiker van een elektrisch voertuig dat geparkeerd staat zonder verbinding of fysieke aansluiting:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 € in de voormiddag (van 9u tot 13u).</li> <li>- 50 € in de namiddag (van 14u tot 18u).</li> </ul>	<p><b>Artikel 3: Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones</b></p> <p><b>b. Forfaitair parkeerretrotributietarief</b></p> <p>In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief van 25 € of 100 € heeft gekozen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bij niet-betaling van de parkeerretrotributie per uur</li> <li>- Indien de parkeertijd waarvoor een retributie per uur is betaald, wordt overschreden</li> <li>- In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;</li> </ul> <p>Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.</p> <p>Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, zijn de volgende tarieven van toepassing:</p> <p>§1. Voor rode en groene zones:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25 € in de voormiddag (van 9u tot 13u30).</li> <li>- 25 € in de namiddag (van 13u30 tot 18u00).</li> </ul> <p>§2. Voor de gele zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 € (van 9u00 tot 18u00).</li> </ul> <p>§ 3. Voor de zone “elektrisch opladen” en in het geval van een gebruiker van een niet elektrisch motorvoertuig of een gebruiker van een elektrisch voertuig dat geparkeerd staat zonder verbinding of fysieke aansluiting:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 € in de voormiddag (van 9u tot 13u30).</li> <li>- 50 € in de namiddag (van 13u30 tot 18u00).</li> </ul>
<p><b>Artikel 4: Modaliteiten van toepassing in de evenementzone</b></p> <p>De volgende tarieven en modaliteiten zijn van toepassing in de evenementzone:</p> <p><b>a. Uurtarief</b></p>	<p><b>Artikel 4: Modaliteiten van toepassing in de</b></p>

Het ticket moet zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

- De maximale parkeerduur is er beperkt tot 4u30 aan het tarief van 5€ per uur.
- In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement uitgereikt door de Gemeente Vorst vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum 30 minuten wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

#### a. Forfaitair tarief

In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief heeft gekozen:

- Wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, vermeld op het parkeerticket, zichtbaar geplaatst achter de voorruit van het voertuig, op het ogenblik van het nazicht door een controleur is overschreden;
- In geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar parkeerticket dat zichtbaar geplaatst werd achter de voorruit van het voertuig op het ogenblik van het nazicht door een controleur;

In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;

Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.

Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, zijn de volgende tarieven

#### evenementzone

De volgende tarieven en modaliteiten zijn van toepassing in de evenementzone:

##### a. Parkeerretributietarief per uur

- De maximale parkeerduur is er beperkt tot 4u30 aan het tarief van 5€ per uur.
- In deze zone zijn de houders van een parkeerkaart of -abonnement uitgereikt door de Gemeente Vorst vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.

##### a. Forfaitair parkeerretributietarief

In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor de betaling van het forfaitaire tarief heeft gekozen:

- Bij niet-betaling van de parkeerretributie per uur
- Indien de parkeertijd waarvoor een retributie per uur is betaald, wordt overschreden
- In geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement;

Het reeds via de parkeermeter betaalde bedrag wordt niet afgetrokken van het bedrag van de bijkomende tarifiering.

Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, is het volgende tarief van toepassing:  
- 50 € 's avonds (19u30 tot 24u00)

van toepassing:

~~50 € 's avonds (19u30 tot 24u00)~~

## **Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaart**

### b. Tijdelijke bewonerskaart

§1. De tijdelijke bewonerskaart wordt uitgereikt aan elk huishouden uit Vorst dat er een aanvraag voor indient.

§2. De tijdelijke bewonerskaart is strikt persoonlijk. Ze mag niet overgedragen, noch doorverkocht worden aan derden. De houder van de kaart zal, hoofdelijk met de gebruiker, aansprakelijk gesteld worden voor eventueel misbruik. In geval van bewezen overdracht van de tijdelijke bewonerskaart aan een derde, verliest de houder van de betrokken kaart het voordeel van de tijdelijke bewonerskaart.

§3. Tarieven voor de Vorstenaren die in de evenementzone wonen:

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren in het bezit van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 20 € voor een krediet van 1250 €.

Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 750 €.

Na uitputting van de 2000 jaarlijkse €, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.

Er kan één enkele kaart van dit type uitgereikt worden.

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren die niet in het bezit zijn van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 15 € voor een krediet van 1750 €.

Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 1000 €.

Na uitputting van de 2750 jaarlijkse €, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.

Op aanvraag kan het bijkomende krediet toegekend worden in de vorm van een tweede fysieke kaart.

In de groene zone zal er 1 € per uur van de kaart gedebiteerd worden.

In de evenementzone zal er 5 € per uur van de kaart gedebiteerd worden.

## **Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaart**

### a. Bezoekerskaart

§1. Komen in aanmerking voor de vrijstellingskaart 'bezoeker': de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt altijd uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.

§ 2. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 € per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

§ 3. Het aantal parkeerperioden (4.30 uur) dat

<p>§4. Tarieven voor de Vorstenaren die buiten de evenementzone wonen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren in het bezit van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 20 € voor een krediet van 250 €.</li> </ul> <p>Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 150 €.</p> <p>Na uitputting van de 400 jaarlijkse €, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.</p> <p>Er kan één enkele kaart van dit type uitgereikt worden.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren die niet in het bezit zijn van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 15 € voor een krediet van 350 €.</li> </ul> <p>Het bijkomende krediet vóór de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 200 €.</p> <p>Na uitputting van de 550 jaarlijkse €, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.</p> <p>Op aanvraag kan het bijkomende krediet toegekend worden in de vorm van een tweede fysieke kaart.</p> <p>§5. De tickets verkregen via de bezoekerskaart zijn enkel geldig in de groene zone <i>en in de evenementzone</i>.</p> <p>§6. De geldigheidsduur van de <i>bezoekerskaart</i> is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.</p> <p>§7. De aanvraag moet, samen met volgende documenten, ingediend worden bij de parkeerdienst:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de kopie van de identiteitskaart van de aanvrager;</li> <li>- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor de bezoekerskaart;</li> <li>- een volmacht in het geval dat de persoon die de kaart afhaalt niet de begunstigde van de kaart is.</li> </ul> <p>§8. Verloren of gestolen kaarten kunnen</p>	<p>toegekend kan worden per jaar en per gezin bedraagt maximaal 100.</p> <p><b>§ 4. De vrijstellingskaart ‘bezoeker’ is uitsluitend geldig in de groene zone.</b></p> <p style="padding-left: 40px;">a. <u>Bezoekerskaart bij evenementen</u></p> <p>§1. Komen in aanmerking voor de vrijstellingskaart ‘bezoeker bij evenementen’: de bezoeker(s) van een gezin dat in de evenementzone woont. De kaart wordt altijd uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.</p> <p><b>§ 2. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 € per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.</b></p> <p><b>§ 3. Het aantal parkeerperioden (4.30 uur) dat toegekend kan worden per jaar en per gezin bedraagt maximaal 100.</b></p> <p><b>§ 4. De vrijstellingskaart ‘bezoeker bij evenementen’ is uitsluitend geldig in de evenementzone.</b></p>
--	---

vervangen worden aan de prijs van de herlading waaraan 5,00 € toegevoegd wordt en kunnen niet meer herladen worden.  
Indien de verloren of gestolen kaart reeds herladen werd in de loop van het jaar, kan ze niet meer vervangen worden.

**Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaart**  
c. Kaart sportclub

§1. De sportclub kaart moet aangevraagd worden door de sportclub voor haar leden. Het aantal kaarten is beperkt tot het aantal niet-Vorstse leden.

§2. Tarief voor de sportclubs die hun adres in de evenementzone hebben:  
De sportclub kaart is geldig gedurende één jaar aan de prijs van 20 € voor een krediet van 1000 €.

In de groene zone zal er 1 € per uur van de kaart gedebiteerd worden.

In de evenementzone zone zal er 5 € per uur van de kaart gedebiteerd worden.

*§2bis. Elke domeinconcessiehouder of houder van een concessie van openbare sportdienstverlening van een gemeentelijke eigendom die zijn activiteit in de perimeter van de evenementzone heeft, kan een bezoekerskaart voor evenementen verkrijgen. Deze kaart neemt de vorm aan van biljetten, waarvan het aantal beperkt is tot 4000 per jaar vanaf de eerste aanvraag. De biljetten kunnen per stuk worden aangekocht (aan de prijs van 0,60 € per eenheid), zonder de mogelijkheid om het aantal biljetten over te dragen. De geldigheidsduur van het biljet is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van aflevering van het biljet. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.*

*Elk biljet laat een voertuig van een bezoeker toe om van 19u30 tot 24u van maandag tot zondag te parkeren, voor een duur van 4u30, zonder de mogelijkheid om deze duur van 4u30 in twee of meerdere kortere periodes op te splitsen.*

**Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaart**

d. Sportclubkaart bij evenementen

§1. Komen in aanmerking voor de vrijstellingskaart 'sportclub bij evenementen': sportclub(s) waarvan de sportaccommodatie in de evenementzone ligt.

§ 2. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 0,60 € per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

§ 3. Het aantal parkeerperiodes (4.30 uur) dat toegekend kan worden per jaar en per sportclub bedraagt maximaal 4000.

§ 4. De vrijstellingskaart 'sportclub bij evenementen'

*Volgend document moet bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd:*

- *het bewijs van de domeinconcessie.*

§3. Tarief voor de sportclubs die hun adres buiten de evenementzone hebben:

De sportclub kaart is geldig gedurende één jaar aan de prijs van 20 € voor een krediet van 200€.

§4. De geldigheidsduur van de sportclub kaart is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.

§5. De aanvraag moet, maximaal één keer per trimester, samen met volgende documenten ingediend worden bij het Parkeeragentschap:

- het bewijs dat het lid aangesloten is bij de sportclub;
- de kopie van de identiteitskaart van het lid;
- een attest met de identiteit van de verantwoordelijke aangesteld om de abonnementen af te halen;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor de sportclub kaart;

§6. Verloren of gestolen kaarten worden niet vervangen.

is uitsluitend geldig in de evenementzone.

## **Artikel 9: Algemeen**

§1. Het parkeren is geregeld volgens de modaliteiten en de voorwaarden opgenomen in huidig reglement evenals deze vermeld op de parkeermeters. De kaarten en abonnementen worden afgeleverd volgens de modaliteiten opgesomd in artikelen 5 en 6 van huidig reglement.

§2. Overeenkomstig artikel 27.3.1.2° van het koninklijk besluit van 1 december 1975, is elke bestuurder verplicht de parkeerschijf te gebruiken wanneer de parkeermeters in de

## **Artikel 9: Algemene bepalingen voor de betalende zones**

§1. Het parkeren in zones met parkeerautomaten / totems wordt geregeld volgens de modaliteiten en voorwaarden die vermeld staan op die toestellen.

§2. De verschuldigde retributie moet vooraf worden betaald, vanaf het moment dat het voertuig geparkeerd wordt, door muntstukken in de parkeerautomaat te steken, met een debet- of kredietkaart of met een andere technologie zoals sms of apps conform de vermeldingen op de parkeerautomaten of elke andere hiertoe voorziene signalisatie.

§3. In voorkomend geval moet het door de parkeerautomaat afgeleverde parkeerticket alleen en in zijn geheel goed leesbaar aan de binnenkant van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten, geplaatst worden. Indien dat niet het geval

<p>buurt van de plaats waar zijn voertuig geparkeerd staat, defect zijn, behalve indien de parkeermeter andere richtlijnen vermeldt.</p> <p>§ 3. Het voertuig moet uiterlijk bij het verstrijken van de toegestane parkeerduur de parkeerplaats verlaten hebben en, ten laatste 2 uur na zijn aankomst indien de gebruiker een parkeerschijf zichtbaar achter de voorruit heeft aangebracht in geval van defecte parkeermeter.</p> <p>§ 4. De gebruiker aanvaardt de consequenties die het gevolg kunnen zijn van een onrechtmatig gebruik van het toestel of beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.</p> <p>§5. Het parkeren van een gemotoriseerd voertuig op een parkeerplaats uitgerust met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven is. De betaling van de retributie houdt geen enkele vorm van bewaking in. Het gemeentebestuur noch het Parkeeragentschap kan verantwoordelijk gehouden worden voor beschadigingen of diefstal van of in het voertuig.</p> <p>§6. De overtredingen van het huidige reglement worden vastgesteld door beëdigde ambtenaren. De processen-verbaal die zij opstellen, zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.</p>	<p>is, zal geen enkele klacht in overweging genomen worden. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.</p> <p>§4. De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode waarvan de duur bepaald wordt door het betaalde bedrag.</p> <p>§5. Indien de verschuldigde retributie niet betaald wordt of de betaalde parkeertijd of maximaal toegestane parkeertijd overschreden wordt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naargelang het zonetype.</p> <p>§6. De gebruiker staat in voor eventuele kosten voor het gebruik van technologie (sms, app,...) voor het verkrijgen van parkeerrechten. Deze bepaling kan ook van toepassing zijn voor het parkeren in een blauwe zone. De kosten komen boven op het tarief van de reglementering die van toepassing is op de parkeerzone.</p> <p>§7. De gebruiker draagt de gevolgen die zouden kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of uit de beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.</p> <p>§8. Het is mogelijk om een gratis ticket voor de duur van een kwartier te verkrijgen in de gekleurde zones en van 30 minuten in een evenementzone mits het begin van de parkeerperiode geregistreerd wordt, ofwel elektronisch, ofwel via het ticket dat de parkeerautomaat hiervoor aflevert.</p> <p>§9. Voor dezelfde parkeerplaats geldt slechts één kwartier gratis parkeren (of 30 minuten in een evenementzone), zonder mogelijkheid tot verlenging.</p> <p>§10. Het gratis kwartier is nooit inbegrepen wanneer een betalend parkeerticket genomen wordt.</p> <p>§11. Geen enkele bepaling van dit reglement geeft aanleiding tot enige vorm van bewaking van de op de weg geparkeerde voertuigen.</p>
<p><b>Artikel 10: Invordering</b></p> <p>Bij het niet naleven van één van de</p>	<p><b>Artikel 10: Invordering</b></p> <p>§1. Indien de gebruiker voor een forfaitaire retributie heeft gekozen, beschikt hij over een termijn van twaalf dagen vanaf de datum van aanbrengring, indien het verzoek tot betaling op de voorruit is aangebracht, om zijn schuld te betalen. Deze termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie aan de schuldenaar wordt toegezonden.</p>

<p>voorschriften opgesomd in dit reglement, zal een controleagent van de gemeente of van het Agentschap een notificatie achterlaten op de voorruit of, bij gebrek, op het voorste deel van het voertuig.</p>	<p>§2. Bij niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn vermeld in het verzoek bedoeld in §1 van dit artikel, wordt een eerste kosteloze aanmaning verzonden.</p>
<p>Een termijn van maximaal 5 werkdagen wordt voorzien om de notificatie te betalen. Bij het ontbreken van integrale betaling van de notificatie binnen de termijn zal een eerste kosteloze herinnering worden opgestuurd.</p>	<p>§3. Indien de retributie niet binnen de in de eerste herinnering opgegeven termijn wordt betaald, wordt er een tweede herinnering gestuurd waarin de retributie wordt vermeerderd met alle verzendkosten en een forfaitaire vergoeding van 15 EUR.</p>
<p>Indien een tweede aanmaning noodzakelijk blijkt, zullen er administratieve kosten voor een bedrag van 15,00 € worden gevorderd en ten laste worden gelegd van de persoon die de retributie verschuldigd is.</p>	<p>§4. Wanneer de forfaitaire retributie na de tweede herinnering onbetaald blijft en de schuldeiser overgaat tot minnelijke invordering, is de met de invordering belaste openbaar ambtenaar of de dienstverlener gemachtigd om de schuldvordering te verhogen met een aanvullende forfaitaire vergoeding van 15 EUR ter dekking van alle uitgaven in verband met de invordering, met inbegrip van de herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke invordering.</p>
<p>Vervolgens, steeds in het geval van niet-betaling, beslist het Agentschap over het gevolg dat aan het dossier moet worden gegeven en de eventuele vervolgingen die moeten worden ingesteld tegen de persoon die de retributie verschuldigd is.</p>	
<p>Bij niet-betaling door de bestuurder, wordt de titularis van de inschrijving bij de “Dienst voor Inschrijving van Voertuigen” hoofdelijk en ondeelbaar verantwoordelijk gehouden.</p>	<p>§5. In geval van aanhoudende niet-betaling wordt de invordering van de retributie vervolgd overeenkomstig de bepalingen in artikel 16 van de ordonnantie van 6 juli 2022, meer bepaald §§ 4 tot 11.</p>
	<p>§6. Wanneer een parkeerplaats bezet wordt door een ingeschreven motorvoertuig is, overeenkomstig artikel 13, §2 van de Ordonnantie van 6 juli 2022, de retributie uitsluitend ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.</p>

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

### **Intervention de Mr Loewenstein.**

**J'ai un problème avec ce point : on a posé toute une série de questions dont on n'a pas toutes les réponses. L'échevine a dit qu'elle transmettra les réponses qu'elle ne peut pas donner maintenant dans les prochains jours ou lors d'une autre séance... C'est quand même étrange**



dès lors qu'on nous demande de voter le texte aujourd'hui !

Quid de l'entrée en vigueur du règlement ? Vous dites que certains points entreront en vigueur plus tard. Sur quelle base juridique ? Où sont les mesures transitoires ?

On est ici dans l'improvisation totale alors que ce règlement impactera les riverains et que, en cas de contestation, ça risque d'être périlleux pour la commune.

Je reviens quand même avec l'une ou l'autre question non répondue en commission ou que je n'ai pas encore eu le temps de poser :

Pour ce qui concerne les cartes visiteurs, pourriez-vous rappeler comment vous allez assurer la transition entre les nouvelles cartes de 4h30 et les anciennes cartes plus flexibles et contenant plus d'heure pour un prix moindre ?

Les cartes de type visiteurs désormais proposées sont la carte visiteur, la carte visiteur « évènement », la carte sport évènement. Ce qui signifie qu'il n'y a plus de carte sport classique... Pourquoi ?

Par ailleurs, pourquoi fixer pour les cartes sport évènement un tarif à 0,60€ / période de 4h30 avec max 4000 périodes pour la « carte sport évènement » alors qu'on l'a fixé à 2,5€ pour les « cartes visiteurs / visiteurs évènement » avec max 100 périodes (sur la base de l'arrêté du GRBC). Si on y déroge et fixe à 0,60€ pour les uns, pourquoi ne pas en faire autant pour les autres ?

Concernant la Zone évènement, elle est prévue de 19h30 à 24h qu'en soirée et aujourd'hui, s'il y a un spectacle à FN le weekend, par exemple un dimanche à 15h à la zone est activée le soir... des gens se font verbaliser alors qu'il n'y a plus de concert et qu'ils ne viennent pas pour ça.

#### Intervention de Mr Hacken

Je retiens deux choses. On prévoit une intervention x 7 des cartes visiteurs que ce soit en journée ou le soir avec la carte évènement. Peut-être que le montant était trop bas mais de là à passer à x 7 ! J'entends que c'est temporaire mais rien n'est repris pour s'assurer de ce côté temporaire. Même si on ne connaît pas encore les dispositions de Parking Brussels, on pourrait dire qu'on prend cette disposition pour 6 mois ou pour 1 an, quitte à la revoter l'année prochaine. Ici, on vote un règlement redevance à durée indéterminée. Entre ce que vous dites et ce qu'on vote, il y a un hiatus par très respectable. Par ailleurs, la transition entre l'ancien système et le nouveau est problématique. Vous nous parlez de code SMS. Le règlement est d'application à partir du 1<sup>er</sup> décembre. Est-ce que ces SMS seront envoyés suffisamment à temps ? Il y a déjà des difficultés aujourd'hui dans les rues où il y a les nouveaux horodateurs et où la carte visiteur n'est plus utilisable. Est-ce que vous suspendez du coup le contrôle les soirs de concert ou même en journée ? Il n'y a eu aucune réponse. Prendre ce règlement ici me paraît trop précipité. Tout ça pourrait être bien mieux préparé si on se laissait encore un mois pour que tout soit bien clean et que les périodes temporaires soient bétonnées pour tout le monde. J'espère qu'on pourra reporter le point pour avoir quelque chose de propre pour les Forestois qui ne devront pas réclamer, sachant qu'il faut d'abord payer avant de réclamer.

#### Intervention de Mr Pierre De Permentier.

Le groupe MR votera contre en regard des différentes raisons invoquées, d'autant plus que ce système de SMS me semble un peu compliqué à mettre en œuvre vis-à-vis de la fracture numérique. Je pense que beaucoup de Forestois se trouvent mal mis de devoir payer leur stationnement par SMS. Je pense que vous mettez la charrue avant les bœufs et qu'il faudrait se donner du temps pour bétonner les aspects juridiques. Il faudra aussi s'assurer que les codes SMS soient bien arrivés car cela peut ouvrir la porte à de nombreux recours. Ceci va entraîner un travail administratif conséquent, alors que ce serait évitable si ce point était reporté.

#### Intervention de Mr Ghysels.

Si j'ai bien compris, on a des anciens horodateurs qui sont progressivement enlevés et des nouveaux qui sont mis en place. Le problème c'est qu'à aucun endroit les horodateurs fonctionnent ou bien les anciens fonctionnent encore ? C'est tout Forest qui est concerné ou il y a-t-il des quartiers où ça fonctionne ? En fonction de votre réponse, il faudra prendre une attitude différente. Il n'est pas acceptable que les utilisateurs subissent un préjudice en fonction d'un dysfonctionnement de l'installation des horodateurs. D'autant plus que Parking Brussels, c'est vraiment une gestion catastrophique. Ils ne répondent pas aux mails, ils désignent plusieurs huissiers pour une même redevance, ils poursuivent des gens alors que la redevance est prescrite. Il faut vraiment se fâcher pour avoir une réponse. Qui sont les personnes préjudiciées ? Ce sont les plus précarisées. Pour moi c'est totalement inacceptable. Ou ça fonctionne et on vote ce point ou ça ne fonctionne pas et je ne voterai pas ce point. J'aimerais bien que l'on fasse une commission avec Parking Brussels car ce sont des gens qu'il faut secouer en permanence. Si on veut qu'un système fonctionne, qu'il soit admis par les gens, il faut avant tout montrer l'exemple au niveau du fonctionnement quotidien.

#### Réponse de Mme Vanden Bosch.

Je vous explique la temporalité et la raison pour laquelle on propose à l'ordre du jour ce règlement. Il y a plusieurs éléments qui doivent être adaptés dans le règlement. Aujourd'hui on adopte le règlement pour s'assurer que le contrôle puisse se faire avec les anciens horodateurs et les nouveaux. Ce qui est différent entre les anciens et les nouveaux, c'est que l'encodage des plaques est digitalisé. Tu ne vas plus vers l'horodateur pour prendre un ticket et le mettre derrière le parebrise. Les nouveaux horodateurs permettent le passage d'une scan-car mais ce sera une autre étape nécessitant un passage au Conseil. A côté de cela, il y a les arrêtés tarifs au niveau régional qu'on devra aussi encore mettre en œuvre. Aujourd'hui, si on adopte pas le règlement, on ne peut pas faire le contrôle avec les nouvelles machines. Le contrôle a été interrompu ces derniers jours pour s'assurer que les gens ne reçoivent pas des amendes injustes sur une base légale qui n'existe pas. Comment fonctionne le chantier ? Il y a à ce jour 700 horodateurs sur le territoire et il y a 5 à 10 horodateurs qui peuvent être remplacés par jour. Si l'horodateur ne fonctionne pas, il faut juste mettre son disque bleu. On est à 77% du remplacement du parc. Quinze jours de travail seront encore nécessaires pour tout remplacer. J'ai demandé à Parking Brussels de venir au Conseil communal pour une présentation vers janvier-février. Pour la carte visiteur, elle est principalement utilisée pour les zones événements. L'envoi des SMS prendra maximum 2 semaines. On sait que c'est compliqué pendant cette période transitoire. Il y a encore 2 concerts ce weekend et on ne fera pas de contrôles. On espère que tout sera prêt pour le concert ayant lieu le 10 décembre. Je rejoins Mr Ghysels et j'ai dit à Parking Brussels qu'il y a certaines choses qui ne fonctionnent pas bien. Les stickers explicatifs ne sont pas installés à ce stade et pour moi, ce n'est pas possible de reprendre le contrôle tant que ce n'est pas clairement indiqué sur les horodateurs. A ce stade, on ne touche pas à toutes les fonctionnalités.

#### Intervention de Mme Goldberg.

Concernant les données via SMS, les règles de protection des données, de confidentialités... sont-elles respectées ?

#### Intervention de Mr Loewenstein.

Vous dites que le système mis en œuvre peut l'être très rapidement, ça m'a l'air très complexe et peu clair. Je n'ai personnellement pas compris ce que vous proposez.

Quelles communes ne prévoient aujourd'hui pas l'option d'imprimer un ticket qui sert de preuve et qui évite à l'utilisateur de devoir communiquer ses données personnelles ? En empêchant d'imprimer une preuve papier à ceux qui le souhaitent, on les prive d'un moyen de prouver leur

bon droit en cas de litige.

Je n'ai pas eu de réponse par rapport au 0,60€ par période pour les carte sport évènement avec un plafond à 4000 périodes... et sur la zone évènement.

Il n'y a pas que la reconnaissance du ticket de stationnement virtuel qui est reprise dans ce règlement, mais des modifications de tarifs des cartes habitants avec toutes les complications et incertitudes que j'ai précisées, mes collègues également.

Il y a donc pour moi 2 options :

Soit on vote aujourd'hui juste la prise en considération du ticket virtuel et on supprime les modifications aux autres articles qui feront l'objet d'une commission

Soit on postpose l'examen total du Règlement au prochain conseil après avoir apporté des réponses à toutes les questions et assurer la sécurité juridique du dispositif. Et on éteint les horodateurs entretemps, avec donc l'obligation d'utiliser le disque.

Je pense qu'il n'y a pas d'autres options à moins de se confronter à une insécurité juridique et à de gros problèmes.

#### Intervention de Mr Pierre De Permentier.

Vous dites qu'il n'y a actuellement plus de contrôle. Comment les Forestois vont en être informés ? Concernant le vote, je voudrai un vote nominal.

#### Réponse de Mme Van den Bosch.

Sur la question des contrôles, c'est non.

#### Intervention de Mr Ghysels.

Nous avons la garantie qu'il n'y a pas de contrôle. Donc quand quelqu'un va se stationner, s'il est civique, il paie son horodateur. Donc personne n'est lésé. Celui qui triche, n'aura pas de contravention. Donc personne n'est lésé dans ce système. Dès lors, ça me convient.

#### Intervention de Mr Hacken.

Je n'ai pas eu de réponses à mes questions, notamment sur l'augmentation fois 7 du prix de la carte visiteur. On nous dit que c'est temporaire mais jusque quand ? On peut quand même savoir !

#### Intervention de Mme Abbach.

Si vous voulez des réponses, vous acceptez les réponses écrites et, maintenant, on vote.

#### Tussenkomst van de heer Loewenstein

Ik heb een probleem met dit punt: we hebben een hele reeks vragen gesteld en we hebben niet alle antwoorden. De schepen heeft gezegd dat ze de antwoorden die ze nu niet kan geven in de komende dagen of op een andere vergadering zal geven ... Het is hoe dan ook vreemd dat ons gevraagd wordt vandaag over de tekst te stemmen!

Hoe zit het met de inwerkingtreding van het reglement? U zegt dat sommige punten later van kracht worden. Op welke rechtsgrondslag? Waar zijn de overgangsmaatregelen?

Dit hier is pure improvisatie, terwijl dit reglement gevolgen zal hebben voor de buurtbewoners

en in geval van een betwisting gevaarlijk kan zijn voor de gemeente.

Ik kom toch terug met een of twee vragen die niet beantwoord zijn in de commissie of die ik nog niet heb kunnen stellen:

Wat de bezoekerskaarten betreft, kunt u ons eraan herinneren hoe u gaat zorgen voor de overgang tussen de nieuwe kaarten van 4u30 en de oude kaarten, die flexibeler zijn en met meer uren voor een lagere prijs?

De nu aangeboden kaarten van het type bezoeker zijn de bezoekerskaart, de bezoekerskaart 'evenement' en de sportkaart evenement. Dit betekent dat er geen gewone sportkaart meer is. Waarom?

Waarom is er bovendien voor de 'sportkaart evenement' een tarief van 0,60 euro per periode van 4u30 met een maximum van 4.000 perioden vastgesteld, terwijl voor de 'bezoekerskaarten/bezoekerskaarten evenement' met een maximum van 100 perioden (op basis van het besluit van de Brusselse Regering) 2,5 euro is vastgesteld? Als we hiervan afwijken en de vergoeding voor sommige kaarten op 0,60 euro vaststellen, waarom dan niet voor andere? De evenementenzone is enkel 's avonds voorzien van 19.30 uur tot middernacht en als er nu in het weekend een voorstelling is in Vorst Nationaal, bv. op een zondag om 15 uur, wordt de zone 's avonds geactiveerd ... Mensen krijgen een boete terwijl er geen concert is en ze daar niet voor komen.

#### Tussenkoms t van de heer Hacken

Twee dingen vallen me op. De bijdrage voor de bezoekerskaarten, zowel overdag als 's avonds met de evenementenkaart, wordt verzevenvoudigd. Misschien was het bedrag te laag, maar dat is geen reden om het te verzevenvoudigen! Ik hoor dat het tijdelijk is, maar er is niets opgenomen om te garanderen dat het tijdelijk is. Hoewel we de regeling van Parking.brussels nog niet kennen, zouden we kunnen zeggen dat we deze maatregel nemen voor 6 maanden of voor 1 jaar, zelfs als dat betekent dat we er volgend jaar opnieuw over moeten stemmen. Hier stemmen we over een retributiereglement voor onbepaalde tijd. Tussen wat u zegt en waar we over stemmen, is er een discrepantie die niet erg respectabel is. Bovendien is de overgang tussen het oude en het nieuwe systeem problematisch. U heeft het over een sms-code. Het reglement is van toepassing vanaf 1 december. Zullen deze sms'en tijdig worden verstuurd? Er zijn nu al moeilijkheden in de straten waar nieuwe parkeermeters staan en waar de bezoekerskaart niet meer bruikbaar is. Schort u dan de controle op tijdens concertavonden of zelfs overdag? Er kwam geen antwoord. Het lijkt me dat dit reglement te overhaast doorgevoerd is. Dit alles zou veel beter kunnen worden voorbereid als we onszelf nog een maand de tijd zouden geven om alles in orde te krijgen en ervoor te zorgen dat de tijds slots voor iedereen afgebakend zijn. Ik hoop dat we het punt kunnen uitstellen om iets fatsoenlijks te hebben voor de Vorstenaren die niets hoeven te eisen, wetende dat ze eerst moeten betalen voordat ze iets kunnen eisen.

#### Tussenkoms t van de heer Pierre-De Permentier

De MR-fractie zal vanwege de verschillende aangevoerde redenen tegen stemmen, vooral omdat dit sms-systeem mij met het oog op de digitale kloof wat ingewikkeld lijkt om in te voeren. Ik denk dat veel Vorstenaren zich ongemakkelijk voelen als ze hun parkeerplaats per sms moeten betalen. Ik denk dat u het paard achter de wagen spant en dat we onszelf de tijd moeten gunnen om de juridische aspecten uit te werken. Ook moet worden nagegaan of de sms-codes zijn aangekomen, aangezien dit de deur kan openen voor talrijke bezwaren. Dit zal veel administratief werk met zich meebrengen, dat kan worden vermeden als dit punt wordt uitgesteld.

#### Tussenkoms t van de heer Ghys sels

Als ik het goed begrijp, worden oude parkeermeters geleidelijk verwijderd en nieuwe geplaatst.

Het probleem is dat de parkeermeters nergens werken of werken de oude nog? Heeft dit betrekking op heel Vorst of zijn er wijken waar het werkt? Afhankelijk van uw antwoord zullen we een andere houding moeten aannemen. Het is onaanvaardbaar dat gebruikers nadeel ondervinden van slecht functionerende parkeermeters. Vooral omdat het beheer door Parking.brussels echt een catastrofe is. Ze beantwoorden geen e-mails, stellen meerdere deurwaarders aan voor eenzelfde bedrag en vervolgen mensen ook als de retributie verjaard is. Men moet zich echt kwaad maken om een antwoord te krijgen. Wie zijn de benadeelde personen? De meest kwetsbaren. Voor mij is dat totaal onaanvaardbaar. Of het werkt en we stemmen over dit punt of het werkt niet en ik stem niet over dit punt. Ik zou graag willen dat er een commissie wordt ingesteld met Parking.brussels, want dat zijn mensen die men steeds moet wakker schudden. Als men wil dat een systeem werkt, als men wil dat het door mensen wordt geaccepteerd, moet men allereerst een voorbeeld stellen in de dagelijkse praktijk.

#### Antwoord van mevrouw Van den Bosch

Ik zal het tijds kader uitleggen en de redenen waarom dit reglement op de agenda staat. Er zijn verschillende elementen die in het reglement moeten worden aangepast. Vandaag nemen we het reglement aan om ervoor te zorgen dat de controle met de oude en de nieuwe parkeermeters kan worden uitgevoerd. Het verschil tussen de oude en de nieuwe is dat de invoer van de nummerplaten gedigitaliseerd is. Je gaat niet meer naar de automaat om een ticket te nemen en het achter de voorruit te leggen. De nieuwe parkeermeters maken het mogelijk een scancar te laten rondrijden, maar dat is ook een stap die aan de Raad moet worden voorgelegd. Daarnaast zijn er de tariefbesluiten op gewestelijk niveau die we ook zullen moeten uitvoeren. Als we vandaag het reglement niet aannemen, kunnen we de controle niet uitvoeren met de nieuwe machines. De controle is de afgelopen dagen onderbroken om ervoor te zorgen dat mensen niet ten onrechte worden beboet op een wettelijke basis die niet bestaat. Hoe verlopen de werkzaamheden? Er zijn 700 parkeermeters op het grondgebied en per dag kunnen er 5 tot 10 worden vervangen. Als de parkeermeter niet werkt, moet men gewoon zijn blauwe schijf plaatsen. We hebben 77% van de toestellen vervangen. Het zal nog 15 dagen duren om alles af te werken. Ik heb Parking.brussels gevraagd om rond januari-februari naar de Gemeenteraad te komen voor een presentatie. De bezoekerskaart wordt voornamelijk gebruikt voor de evenementenzones. Het versturen van de sms'en duurt maximaal 2 weken. We weten dat het ingewikkeld is tijdens deze overgangperiode. Er zijn nog 2 concerten dit weekend en we doen geen controles. We hopen dat alles klaar is voor het concert op 10 december. Ik ben het eens met de heer Ghysels en ik heb aan Parking.brussels gezegd dat sommige zaken niet goed werken. De stickers met uitleg zijn nog niet aangebracht en voor mij is het niet mogelijk de controles te hervatten zolang het niet duidelijk op de parkeermeters is aangegeven. In dit stadium gaan we niet op alle functionaliteiten in.

#### Tussenkomst van mevrouw Goldberg

Worden de regels inzake gegevensbescherming en privacy nageleefd wat de gegevens via sms betreft?

#### Tussenkomst van de heer Loewenstein

U zegt dat het systeem zeer snel kan worden ingevoerd; dit lijkt mij zeer complex en onduidelijk. Ik heb persoonlijk niet begrepen wat u voorstelt.

Welke gemeenten voorzien momenteel niet in de mogelijkheid om een ticket af te drukken dat als bewijs dient en waardoor de gebruiker zijn persoonlijke gegevens niet hoeft door te geven? Door degenen die dat willen, te beletten om een papieren bewijs af te drukken, wordt hun een middel ontnomen om in geval van een geschil hun gelijk aan te tonen.

**Ik heb nog geen antwoord gehad met betrekking tot de 0,60 euro per periode voor de sportkaart evenement met een maximum van 4.000 perioden ... en over de evenementenzone.**

**Er is niet alleen de erkenning van het virtuele parkeerticket die in dit reglement is opgenomen, maar ook de wijziging van de tarieven van de bewonerskaarten, met alle moeilijkheden en onzekerheden die ik en mijn collega's hebben aangegeven.**

**Voor mij zijn er dus 2 opties:**

**Ofwel stemmen we vandaag alleen over het virtuele ticket en schrappen we de wijzigingen in de andere artikelen, die het voorwerp zullen uitmaken van een commissie.**

**Ofwel stellen we de volledige bespreking van het reglement uit tot de volgende raad, nadat we alle vragen hebben beantwoord en de rechtszekerheid van het systeem hebben gewaarborgd. En ondertussen schakelen we de parkeermeters uit, met dus de verplichting om de schijf te gebruiken.**

**Ik denk niet dat er andere opties zijn, tenzij op rechtsonzekerheid en grote problemen stuiten.**

#### **Tussenkoms t van de heer Pierre–De Permentier**

**U zegt dat er momenteel geen controle meer is. Hoe worden de Vorstenaren hiervan op de hoogte gesteld? Wat de stemming betreft, wil ik graag een nominatieve stemming.**

#### **Antwoord van mevrouw Van den Bosch**

**Wat de controles betreft, is het nee.**

#### **Tussenkoms t van de heer Ghys sels**

**We hebben de garantie dat er geen controles zijn. Dus als iemand gaat parkeren betaalt hij, als hij burgerzin heeft, de parkeermeter. Er wordt dus niemand benadeeld. Wie vals speelt, krijgt geen boete. In dit systeem wordt dus niemand benadeeld. Bijgevolg vind ik het prima.**

#### **Tussenkoms t van de heer Hacken**

**Ik heb geen antwoorden gekregen op mijn vragen, meer bepaald over de verzevenvoudiging van de prijs van de bezoekerskaart. Ons is gezegd dat dit tijdelijk is, maar tot wanneer? We mogen het toch weten!**

#### **Tussenkoms t van mevrouw Abbach**

**Als u antwoorden wenst, aanvaardt u de schriftelijke antwoorden. Nu gaan we stemmen.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **SÉCURITÉ CIVILE - CIVIELE BESCHERMING**

### **Sécurité civile - Civiele bescherming**

**30 Police administrative - Ordre public - Ordonnance de police - Confirmation. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 117, 119, 119bis, 134ter et 135, §2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 16 novembre 2022 sur la consommation et vente de boissons lors des matchs de football dans des gobelets en plastique rigide durant la Coupe du monde FIFA de football 2022, jointe au dossier;

DECIDE,

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 16 novembre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

19 votants : 19 votes positifs.

---

**Bestuurlijke politie - Openbare orde - Politieverordening - Bekrachtiging. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder de artikelen 117, 119, 119bis, 134ter en 135, §2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 16 november 2022 aangaande de consumptie en de verkoop van drankjes tijdens voetbalwedstrijden in bekertjes van hard plastic tijdens het FIFA-wereldkampioenschap voetbal 2022, toegevoegd aan het dossier;

BESLIST

De politieverordening van de Burgemeester van 16 november 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**31 Police administrative - Ordre public - Ordonnance de police - Confirmation. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu les articles 134 et 135, §2 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 14 novembre 2022 interdisant la possession, le transport, la vente et tout acte préparatoire à l'allumage de pétard, feux d'artifice et articles pyrotechniques dans l'espace public de tout le territoire de la commune de Forest; jointe au dossier;

DECIDE,

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 14 novembre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
19 votants : 19 votes positifs.

---

**Bestuurlijke politie - Openbare orde - Politieverordening - Bekrachtiging. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 134 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 14 november 2022 tot verbod van het bezit, het vervoer, de verkoop en elke voorbereidende handeling voor het aansteken van voetzoekers, vuurwerk en pyrotechnische artikelen in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Vorst, toegevoegd aan het dossier;

BESLIST

De politieverordening van de Burgemeester van 14 november 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

**32 Interpellation concernant l'insécurité sur et autour de la Place Saint-Denis et le trafic de stupéfiants qui s'y déroule (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)  
(Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,

De plus en plus de riverains de la Place Saint-Denis n'osent plus sortir de chez eux en soirée ou rentrer chez eux après une sortie. Ils craignent en effet pour leur sécurité vu la présence très fréquente de dealer et de leurs camarades, qui semblent passer la soirée à s'adonner à leur trafic de stupéfiants, apparemment des drogues dures. Les consommateurs de drogues plus addictives étant parfois plus instables psychologiquement font que le sentiment d'insécurité augmente inévitablement pour les riverains et les clients qui se rendent dans les cafés de la place.

Je sais bien sûr qu'il n'y a pas de solution toute faite pour gérer cette problématique, mais la situation actuelle semble être acceptée de facto par nos équipes de la prévention et des forces de l'ordre puisque les riverains constatent très peu de passage de représentants de l'autorité publique ou d'équipes spécialisées dans la gestion des publics sous addiction. Si les solutions ne sont pas simples, ne pas agir ne résoudra en tout cas rien.



Mes questions sont donc les suivantes :

- Êtes-vous bien au courant de cette situation ?
- Y'a-t-il des mesures, tant sociale, sanitaires que répressives, déjà prises pour dissuader les trafiquants de passer leur soirée sur notre Place communale ? Est-ce qu'il s'agit toujours des mêmes personnes ? Si oui qu'en est-il de l'action de notre police, la vente de drogues dures étant, je crois, toujours sévèrement poursuivis ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken  
Chef de groupe Les Engagés

Le point est reporté.

---

**Interpellatie betreffende de onveiligheid op en rond het Sint-Denijsplein en de drughandel die er plaatsvindt (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Vorst, 16 november '22

**Interpellatie betreffende de onveiligheid op en rond het Sint-Denijsplein en de drughandel die er plaatsvindt**

Mevrouw de Burgemeester,

Steeds meer omwonenden van het Sint-Denisplein durven 's avonds hun huis niet meer uit of zijn bang om naar huis terug te keren na een avondje uit. Zij vrezen voor hun veiligheid omdat er vaak drugsdealers rondhangen met hun trawanten, die de avond lijken door te brengen met de verkoop van verdovende middelen, kennelijk harddrugs. Aangezien drugsverslaafden soms psychologisch onstabiel zijn, neemt het gevoel van onveiligheid onvermijdelijk toe voor buurtbewoners en klanten van de cafés op het plein.

Ik weet natuurlijk dat er geen pasklare oplossing voor dit probleem bestaat, maar onze preventie- en ordehandhavers lijken zich bij deze situatie neer te leggen, aangezien de buurtbewoners zeer weinig bezoek krijgen van vertegenwoordigers van de overheid of van teams die gespecialiseerd zijn in de omgang met verslaafden. Dit oplossen is niet eenvoudig, maar niets doen zal ook niets verbeteren.

Mijn vragen zijn daarom de volgende:

- Bent u goed op de hoogte van deze situatie?
- Zijn er al sociale, gezondheids- of repressieve maatregelen genomen om dealers ervan te weerhouden hun avonden op ons gemeenteplein door te brengen? Zijn het altijd dezelfde mensen? Zo ja, hoe zit het dan met het optreden van onze politie, aangezien de verkoop van harddrugs volgens mij altijd streng wordt vervolgd?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken  
Fractie leider Les Engagés

Het punt wordt verdaagd.

*1 annexe / 1 bijlage*

Levée de la séance à 23:45  
Opheffing van de zitting om 23:45

Par le Collège :  
La Secrétaire,  
Vanwege het College :  
De Secretaris,

La Présidente suppléante,  
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach